

ELECTION Le vote, au suffrage indirect, pour la désignation des membres du Conseil de la nation (Sénat), jeudi 25 décembre, en Algérie, a confirmé la suprématie du Ras-

semblement national démocratique (RND), le parti du chef de l'Etat, Liamine Zeroual, créé il y a un an, qui s'adjuge 80 des 96 sièges à pourvoir. 48 autres sénateurs doivent encore

être désignés directement par le président Zeroual. ■ AVEC L'INSTALLATION prochaine du Sénat sera parachevée la réforme des institutions algériennes destinée à enterrer la vic-

toire des islamistes aux législatives de 1991. ■ LES VIOLENCES ont fait entre 81 et 120 victimes dans la nuit du 23 au 24 décembre, selon la presse, dans deux hameaux isolés proches de

Tiaret, dans le sud-ouest du pays. Le bilan officiel parle de 48 morts. La même nuit, à Baïnem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été égorgées par un groupe armé.

La « normalisation » politique s'achève en Algérie sur fond de massacres

Le parti du président Zeroual a remporté 80 des 96 sièges qui étaient à pourvoir jeudi 25 décembre au Conseil de la nation. Le chef de l'Etat doit encore désigner directement 48 membres de cette Haute Assemblée chargée de contrôler le travail des députés

LES PARTISANS du président Liamine Zeroual ont rafé la plupart des sièges sénatoriaux qui étaient attribués, jeudi 25 décembre, au suffrage indirect. Annoncés en fin de journée à la télévision par le ministre de l'Intérieur, Mostefa Benmansour, les résultats confirment d'abord la suprématie du Rassemblement national démocratique (RND), le parti du chef de l'Etat, créé il y a un an, qui s'adjuge 80 des 96 sièges à pourvoir. Fin octobre, le RND avait déjà remporté une victoire - contestée - lors des élections communales et départementales.

Le Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique, fait également bonne figure. Au vu de ses résultats aux élections locales, il n'était en mesure de revendiquer que 2 sièges (malgré ses 165 candidats), en obtient en fait 10, grâce, semble-t-il, au soutien de grands électeurs proches du RND. Egalement membres de la coalition gouvernementale, les islamistes « modérés » du MSP (ex-Hamas), de Mabrouf Nahnah, font en revanche piètre figure avec seule-

ment 2 élus. Sans surprise, le Front des forces socialistes (FFS), d'Hocine Ait-Ahmed, engrange les 4 sièges à pourvoir en Kabylie (Tizi-Ouzou et Bejaia), le bastion du parti. En revanche, la formation concurrente, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), du docteur Saïd Sadi, en dépit de ses 11 candidats, ne sera pas représentée à la Chambre haute. Il en sera de même d'une autre formation de l'opposition, le Mouvement islamiste Ennahda (Renaissance), dont aucun des 30 candidats ne l'a emporté. Au total, 10 formations politiques sur 14 n'ont eu aucun élu.

Avant d'annoncer le résultat du vote des 15 003 grands électeurs, le ministre de l'Intérieur avait déclaré que ces élections, qui se sont déroulées « dans la sérénité », confirment « le parachèvement de l'édifice institutionnel de la République » et consacrent « définitivement le choix démocratique de l'Algérie ». M. Benmansour a dit également sa fierté pour « notre système démocratique fondé sur des institutions élues ».



Avant que ne siège le Conseil de la nation (pour une durée de six ans), le président de la République doit en compléter les rangs par la désignation de 48 membres supplémentaires. La Constitution (article 101) précise que ces futurs sénateurs, dont les mandats sont renouvelables par moitié tous les trois ans, seront choisis « parmi les personnalités et compétences nationales dans les domaines scientifique,

culturel, professionnel, économique et social ». Leurs noms n'ont pas encore été annoncés et la presse continuait jeudi à avancer des listes invérifiables. La même incertitude concerne la date d'installation du Conseil de la nation, dont le président assumerait la présidence de la République en cas de vacance du pouvoir. Selon certains organes de presse, cette installation pourrait avoir lieu le 10 janvier.

La mise en place de cette Chambre haute apporte une touche finale à trois ans de reconstruction institutionnelle destinée à effacer le coup d'Etat militaire de janvier 1992 (en réponse à la victoire des islamistes aux législatives de décembre 1991). Première pièce de l'édifice, l'élection présidentielle au suffrage universel (16 novembre 1995), marquée par la victoire du général à la retraite Liamine Zeroual, a été suivie un an plus tard par l'adoption d'une nouvelle Constitution, accordant des pouvoirs très étendus au chef de l'Etat. Ont été organisées par la suite des élections législatives (juin 1997) et locales (octobre 1997),

toutes deux remportées haut la main par des formations proches du pouvoir. Pour autant, la violence ne semble pas faiblir. Dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 décembre, selon la presse, ont été assassinés dans deux hameaux isolés proches de Tiaret, dans le sud-ouest du pays. Le bilan officiel parle de 48 morts et d'une trentaine de blessés graves. La même nuit, mais à Baïnem, à la périphérie de la capitale, ce sont onze personnes, appartenant à deux familles, qui ont été égorgées et mutilées par un groupe armé.

Le chef de la deuxième région militaire, le général Kamel Abdelrahim, qui s'est rendu à Tiaret, a reconnu l'impunité des autorités à faire cesser ces massacres. « L'Etat, a-t-il dit aux habitants selon la presse, ne peut mettre un soldat devant chaque maison. Vous avez le choix entre prendre des armes individuellement, vous regrouper et armer un groupe de jeunes ou déserter et rejoindre les villes. »

J.-P. T.

Construction institutionnelle et retour au parti unique

Un dessin publié jeudi 25 décembre dans les colonnes du quotidien *Liberté* résume bien la situation politique algérienne en cette fin d'année. Levant le nez de son journal, un homme annonce à son voisin : « Ça y est.

ANALYSE

Avec l'achèvement de « l'édifice constitutionnel », le pouvoir détient désormais tous les leviers de commande

L'édifice constitutionnel va être achevé. Son voisin, regardant sur le côté où gisent des cadavres, ajoute, vaguement sceptique : « Le peuple aussi. »

Ainsi va l'Algérie. Sur le papier, « le parachèvement de l'édifice institutionnel », dont se gargarisent les autorités à chaque rendez-vous électoral depuis trois ans, touche à son terme avec l'élection, jeudi 25 décembre, par les élus locaux (donc au suffrage indirect), des deux tiers (96 membres) des membres du futur

Conseil de la nation. Ne reste plus au président Zeroual qu'à désigner le dernier tiers comme le prévoit la Constitution.

Ce Conseil de la nation ne sera pas une simple chambre d'enregistrement, mais un instrument de contrôle des députés. La nouvelle Constitution - plébiscitée le 28 novembre 1996 - prévoit en effet qu'un texte sur lequel se sont prononcés les députés, pour être définitivement adopté, doit être voté à la majorité des trois quarts par le Conseil de la nation. Autrement dit : qui contrôle ce super-Sénat contrôle le pouvoir législatif.

Le président Zeroual n'a rien à craindre de celui-ci. Le RND, un parti à la dévotion du chef de l'Etat, était déjà la principale formation de la Chambre des députés. Jeudi, il a fait une entrée en force au Conseil en rafant 80 des 96 sièges qui étaient à pourvoir. La mainmise est telle que le chef de l'Etat peut dans les prochains jours s'offrir le luxe de nommer au Conseil quelques-uns de ses adversaires. La donne n'en sera pas changée.

D'où peut venir la contestation dans un tel système ? Du pouvoir judiciaire ? Il ne man-

ifeste pas beaucoup de velléités d'indépendance si l'on excepte le travail d'une poignée d'avocats. Du mouvement syndical ? Peu de salariés se reconnaissent dans l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Totalité infodé au pouvoir, le syndicat unique a perdu tout crédit aux yeux de la population, mais aucune organisation concurrente n'est tolérée. Les partis politiques ? Le Front islamique du salut (FIS) n'existe plus (on n'en dira pas autant des idées qu'il a incarnées). Assassins, exilés, mis en prison, placés en résidence surveillée, ou contraints au silence (pour ceux qui ont recouvré leur liberté), ses dirigeants n'ont plus guère de prise sur la vie politique.

PIED-DE-NEZ SANGLANANT

Quant aux autres formations, c'est-à-dire les deux partis kabyles, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), leur alliance au lendemain des élections locales, pour en dénoncer « le truage », n'a duré que le temps de quelques manifestations. Trop d'intimités séparent les dirigeants de ces deux formations

dont l'audience, au demeurant, reste cantonnée à la seule Kabylie et à l'agglomération algéroise. Le pouvoir n'a rien à craindre d'une contestation officielle. Il dispose de tous les leviers de commande. Pas plus qu'il n'a, semble-t-il, à craindre d'une crise sociale. Avec près d'une dizaine de milliards de dollars en caisse, grâce à des revenus pétroliers plus élevés que prévu, l'Etat a les moyens de lâcher du lest si, d'aventure, la politique d'ajustement se révélait insupportable pour les populations.

Mais ce que ce bel édifice institutionnel n'a pas réussi, c'est à mettre un terme à la violence. Elle a même tendance à augmenter alors que l'approche du Ramadan fait craindre le pire. Au cours des deux dernières semaines, plus de 200 personnes ont été assassinées, certaines dans des régions habituellement considérées comme calmes. Comme si les auteurs de ces tueries, par un pied de nez sanglant, voulaient démontrer à l'opinion publique combien dérisoire est la construction institutionnelle que vient d'achever le pouvoir.

Jean-Pierre Tauquoit

Epilogue au Sahara occidental

LE CONFLIT du Sahara occidental touche probablement à sa fin. Le référendum d'autodétermination de décembre 1998 dirait si les Sahraouis veulent être rattachés au Maroc ou constituer un Etat indépendant. Que « la dernière lutte de décolonisation sur le continent africain » trouve ainsi son épilogue ne laisse pas d'étonner tant le conflit, vieux de près d'un quart de siècle, était embourbé. Faut-il y voir la preuve du talent de James Baker, l'ancien secrétaire d'Etat américain promu envoyé spécial des Nations unies ? Ou le souhait des belligérants de trouver un règlement à l'amiable ?

L'ouvrage de Khadija Mohsen-Finan analyse avec finesse les raisons d'un enlèvement qui, dans les faits, profitait à chacun des belligérants. Au Maroc, le conflit a permis à la monarchie de construire « un formidable consensus autour du trône », de « geler » toute opposition politique et d'occuper l'armée. Pour les dirigeants sahraouis, dont les troupes ne pouvaient plus, dès le milieu des années 80, espérer battre celles du roi, mettre un point final au conflit aurait été suicidaire. Comme l'écrit l'auteur : depuis le cessez-le-feu de 1991, « le Polisario ne doit son existence qu'à la perspective d'une consultation au cours de laquelle la population qu'il administre dans les camps de Tindouf est appelée à se prononcer ». Cette perspective de référendum, il fallait l'entretenir, mais surtout se garder de la concrétiser.

La donne n'est plus la même aujourd'hui. Le Maroc l'a emporté militairement et a intérêt à mettre fin à une guerre qui ternit son image. Le Front Polisario est en mauvaise posture. Nombre de ses dirigeants ont fait défection et sont passés à l'ennemi. La communauté internationale est lasse de financer en vain les camps de réfugiés. Et l'Algérie, naguère alliée inconditionnelle du Front Polisario, a d'autres sujets de préoccupation. « Il est temps que ce conflit prenne fin », juge dans sa préface l'universitaire américain William Zartman. Sinon, c'est toute la région qui pourrait à nouveau en être bouleversée.

J.-P. T.

*Sahara occidental, les enjeux d'un conflit régional, de Khadija Mohsen-Finan, préface de I. William Zartman ; Ed. CNRS histoire, 229 p.

Gilles Paris

La Syrie hésite toujours à engager l'ouverture dont son économie a besoin

DAMAS de notre envoyé spécial

Vauxhall, Plymouth, Cadillac. La rue syrienne fait souvent le délice du collectionneur de voitures. Les formes oblongues des années 50 côtoient la géométrie anguleuse des années 70 et les derniers modèles des berlines allemandes ou asiatiques. L'économie syrienne est à l'avenant. Sigas planificateurs baasistes, législateur prônant le secteur privé, pratiques libérales : tout et son contraire coexistent en Syrie.

Ouverture ou pas ? Depuis plus d'une décennie, le pays se pose la question. L'automne a vu s'additionner de nouveaux indices. En septembre, la Syrie a poursuivi la régularisation, engagée avec la France, de sa situation à l'égard de ses principaux créanciers (lire ci-contre). Parallèlement, elle s'est engagée dans le long cycle de négociations qui doivent déboucher sur un accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Ces discussions n'interviennent pas au meilleur moment pour les Syriens. Si le ministre de l'Economie et du commerce extérieur, Mohamad Imady, assure que la croissance pour 1997 sera autour de 7 %, des observateurs indépendants tablent plutôt sur 3 % ou 4 %. « Compte tenu de la pression démographique (...), il faudrait au moins 10 points de croissance pour assurer le niveau de vie », dit l'un d'eux.

Car la Syrie fait face à un effet classique de ciseaux. Sauf découverte de nouveaux gisements, surtout gaziers, sa production de pé-

trole va venir à son terme dans les dix prochaines années. Dans le même temps, ce pays de 15 millions d'habitants va s'enrichir de classes particulièrement nombreuses. « 500 000 nouveaux élèves sont entrés à l'école primaire cette année », confirme M. Imady. « Chaque année, il faut trouver 150 000 emplois supplémentaires. Vu son état, l'économie ne peut répondre à une telle demande », ajoute un économiste occidental.

Le pays a longtemps boudé ses fins de mois en négociant, en espèces sonnantes et trébuchantes, son rôle et ses choix stratégiques. Mais, après la disparition de l'ex-URSS et les difficultés nouvelles des Saoudiens, une aide massive semble à présent bien improbable.

L'HINTERLAND LIBANAIS

La morosité est confirmée par tous les hommes d'affaires syriens. Le ministre de l'Economie a beau assurer qu'il ne dispose pas du moindre chiffre en matière de chômage, le sous-emploi est confirmé par de multiples indices, ainsi que la dégradation du niveau de vie des Syriens. La Syrie souffre d'autant plus du blocage des négociations israélo-palestiniennes qu'elle attendait la paix pour procéder aux réformes urgentes réclamées par les chefs d'entreprise.

Des voix se font entendre, notamment à la chambre de commerce de Damas. En septembre, l'économiste Samir Saayfana a appelé à une réforme radicale du système bancaire et monétaire, dans un article publié par le quotidien *El Souara*. Les han-

dicaps du système conduisent à une baisse des investissements et favorisent la fuite des capitaux, explique l'auteur, qui prône l'unification des taux de change et la convertibilité de la livre.

Dans un pays où le téléphone portable reste un rêve, l'usage de la carte de crédit limitée, l'accès aux réseaux multimédias problématique, et où il n'existe ni Bourse de valeurs ni aucune banque d'affaires privée, la refonte de ce cadre est impé-

Le boulet de la dette

La dette syrienne est théoriquement de 22 milliards de dollars (environ 130 milliards de francs), même si la moitié de cette somme, contractée auprès de l'ex-URSS, n'est pas reconnue par les autorités, qui demandent une sérieuse dévaluation. Après le règlement du contentieux avec la France, il y a un an, la Syrie s'est engagée à effacer sa dette vis-à-vis de la Banque mondiale (269 millions de dollars ont déjà été versés et une somme presque identique sera remboursée en cinq ans). Des négociations sont en cours avec les autres débiteurs que sont les Etats-Unis et l'Allemagne. L'Allemagne a hérité de la dette qui avait été contractée auprès de l'ex-RDA et dont les autorités syriennes réclament également une révision à la baisse.

Les dirigeants en sont bien conscients qui ont accepté, moyennant finances, qu'un état des lieux et des projets de réforme soient dressés par des experts européens.

L'état de la législation n'incite pas plus aux affaires. Les lois successives cohabitent dans un ensemble mal défini. D'essence libérale ou dirigiste, elles peuvent même être antagonistes. Les autorités ont beau assurer que les lois les plus récentes annulent le décret présidentiel n° 24 de 1986, qui punissait sévèrement le moindre écart, les investisseurs pré-

féraient sans doute une abrogation pure et simple.

L'économie a cherché, et trouvé, de l'oxygène ailleurs : au Liban. Occupé par plus de trente mille soldats syriens, le pays du Cèdre procure à la Syrie une double soupape. Les hommes d'affaires y trouvent souplesse et facilités et les travailleurs oisifs des emplois. Cette population peut être estimée entre 500 000 et 1 million de personnes, employées dans les champs ou sur les chantiers

de Beyrouth. A double titre, la Syrie pourrait donc difficilement se passer de cette manière d'hinterland.

A propos des avoirs syriens à l'étranger, les fourchettes les plus contradictoires circulent : 20 milliards de dollars ? 40 milliards ? La différence n'est pas mince. En revanche, tous les experts s'accordent à souligner les limites de la loi n° 10 adoptée en 1991. Cette loi était destinée à fournir un cadre attractif pour les investissements syriens, mais aussi arabes et étrangers. Ses effets ne se font plus sentir depuis

L'ancien président zambien Kenneth Kaunda a été arrêté

Le « père de l'indépendance » est incarcéré dans une prison de Lusaka

Kenneth Kaunda, qui a dirigé la Zambie de 1964 à 1991, a été arrêté à Lusaka, le jour de Noël. Les autorités zambiennes n'ont pas expliqué cette arrestation, qui est vraisemblablement liée à la tentative de coup d'Etat organisé en octobre par un groupe de militaires.

L'ancien président, avait été arrêté par la police. Depuis le coup d'Etat avorté organisé par un groupe de militaires conduits par le capitaine Steven Londa, alias « Captain Solo », quel que quatre-vingt-dix personnes ont été arrêtées, dont l'un des principaux dirigeants de l'opposition, Dean Mungomba. Ce dernier, qui affirmait avoir été torturé en prison, a été relâché depuis. Au moment de la tentative de coup d'Etat, Kenneth Kaunda se trouvait au Lesotho pour le couronnement du roi Lesie III et a immédiatement nié toute implication dans cette opération.

« KK » jouit d'un grand prestige à l'étranger, tant en Occident qu'en Afrique

Mercredi, lors d'une réunion des dirigeants de son parti, Kenneth Kaunda avait déclaré qu'il était pratiquement sûr d'être arrêté et avait accusé le président Chiluba de vouloir l'assassiner. Depuis sa défaite à l'élection présidentielle de 1991 et sa mise à l'écart du pouvoir, Kenneth Kaunda n'a jamais renoncé au combat politique, préparant minutieusement son retour aux affaires. L'occasion devait être pour lui l'élection de 1996, mais Frederick Chiluba avait préparé une parade pour l'écarter de la course à la présidence. Un amendement constitutionnel, élaboré sur mesure, interdisait à toute personne née de parents étrangers de se présenter à

l'élection présidentielle. Or les parents de « KK », comme l'appellent les Zambiens, sont originaires du Malawi voisin. L'UNIP avait alors décidé de boycotter le scrutin avec le concours de plusieurs autres petites formations d'opposition, avant de lancer une campagne de désobéissance civile. L'armée de l'instituteur Kenneth Kaunda dans les années 50, lorsque celui-ci se battait contre la puissance coloniale pour obtenir l'indépendance de son pays. Le 23 août, lors d'un rassemblement politique à Kabwe, au nord de Lusaka, la police avait ouvert le feu. Kenneth Kaunda avait été légèrement blessé par balle, et un autre dirigeant de l'opposition, Roger Chongwe, plus sérieusement atteint à la gorge. M. Kaunda avait aussitôt considéré qu'il s'agissait là d'une « tentative d'assassinat ».

Kenneth Kaunda jouit d'un grand prestige à l'étranger, en Occident pour avoir accepté le multipartisme et le résultat des élections qu'il écartait du pouvoir, et en Afrique où il a notamment soutenu les mouvements de libération en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe et en Namibie. Il est l'un des fondateurs du mouvement des pays de la ligne de front qui s'opposait à l'apartheid en Afrique du Sud et il a présidé à deux reprises - 1977-78 et 1987-88 - l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le putsch manqué d'octobre a donné au président Chiluba l'occasion de faire arrêter ses opposants. Mais l'incarcération de Kenneth Kaunda ne peut pas être considérée comme un événement anodin en Zambie. « KK » est déjà un prisonnier encombrant pour les autorités de Lusaka.

Frédéric Fritscher

Le Pérou « pardonne » et libère 51 prisonniers accusés de terrorisme

Quelque 300 personnes emprisonnées sur dénonciation ont déjà bénéficié de la mesure, mais les conséquences des violences liées à la lutte antiterroriste sont loin d'être réglées

LIMA

de notre correspondant
Maria Soriano a franchi la porte de la prison des femmes de Chorrillos la veille de Noël, après deux ans de détention. Anesthésiste de profession, elle avait été dénoncée par un « repent » du Parti communiste Sentier lumineux (PCP-SL) comme ayant soigné des militants blessés. Elle a toujours nié, et l'accusation n'a jamais réussi à faire la preuve du contraire. A l'instar de cinquante autres prisonniers à la culpabilité douteuse, accusés de terrorisme ou de trahison à la patrie, elle vient de bénéficier du « pardon » du président Fujimori. Quelque trois cents autres personnes dans la même situation qu'elle ont été libérées au cours de l'année 1997.

Tous avaient été victimes de la « loi du repentir », promulguée en 1992, promettant la liberté aux détenus du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) qui dénonçaient leurs complices. En vertu de quoi des militants reconnus ou des responsables d'actes terroristes condamnés parfois à vingt ans de prison ont été libérés, tandis que des centaines d'innocents se retrouvaient derrière les barreaux. Les abus n'ont été tels que, reconnaissant certains dérapages, le président Fujimori a fini par désigner une commission ad hoc. Elle est composée du père Hubert Lamsiers, qui, professeur de philosophie et aumônier des prisons, y représente le chef de l'Etat, du médiateur Jorge Santibañan, et du ministre de la Justice, Alfredo Quispe Correa. Ces personnes, après étude des dossiers et de la conduite du prisonnier, soumettent au chef de l'Etat les listes des personnes justifiables du « pardon ».

présidentiel. Neuf cents dossiers sont actuellement à l'étude, mais de nouvelles demandes de révision parviennent tous les jours à la commission, qui en a reçu deux mille quatre cents, chiffre correspondant à la moitié des prisonniers accusés d'activités subversives. Le ministre Quispe Correa a annoncé, mercredi 24 décembre, que les détenus élargis récupéreraient leurs droits suspendus lors de leur condamnation, ne laissant pas de traces sur leur casier judiciaire. Avoir des antécédents « terroristes » était en effet un handicap majeur pour retrouver du travail et refaire sa vie. Cette nouvelle disposition favorable s'ajoute à d'autres récemment adoptées par le pouvoir : suppression des tribunaux « sans visage » en octobre (pour éviter mesures d'intimidation et représailles, les juges étaient inconnus des condamnés) ; amélioration sensible des conditions de vie dans les prisons ; reprise, début décembre, des visites de la Croix-Rouge internationale aux détenus. Celles-ci avaient été interrompues à la suite de la prise d'otages dans l'ambassade du Japon, le 17 décembre 1996.

LA « SALE GUERRE »

La fin de la prison n'est pas pour autant la fin du cauchemar. La plupart des détenus libérés ont passé cinq ans dans les pénitenciers ; nombreux sont ceux qui y ont été torturés. Libres, ils se retrouvent sans terres, ou avec des familles qui ne s'attendent pas à les revoir avant dix ou vingt ans, se sont retrouvés. Les démarches en vue d'une indemnisation qui leur permettrait de refaire leur vie se heurtent à la modeste des moyens dégagés par l'Etat. Autre problème issu du terrorisme qui a déchiré le

pays durant tant d'années : les milliers de personnes qui sont en liberté mais demeurent sous la menace de poursuites judiciaires. C'est le cas des habitants de plusieurs hameaux des Andes, dont toute la population redoute l'arrestation pour avoir, contrainte et forcée, collaboré avec le Sentier lumineux, qui y avait installé ses bases.

Si en matière de droits de l'homme d'incontestables progrès ont été accomplis au cours des derniers mois, les conséquences de la violence antérieure sont loin d'être effacées. C'est ainsi que vient de rebondir l'une des plus sinistres affaires de la « sale guerre » menée par les services de sécurité contre l'opposition, armée ou non. En novembre dernier, Carlos Taliedo, un ex-agent du service de renseignement (SIE), condamné à quinze ans de prison pour terrorisme, a bénéficié du « pardon » présidentiel, après quatre ans de détention. Cet agent avait infiltré le Sentier lumineux pour le compte du groupe Colina, unité dépendant des services spéciaux et impliquée dans plusieurs assassinats collectifs. Taliedo a avoué que Colina était responsable de la mort, en décembre 1992, du secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs péruviens, Pedro Huillca. L'assassinat, à l'époque, avait été attribué au Sentier lumineux. L'ex-agent assure avoir été témoin de l'ordre donné par le chef du SIE, le général Juan Rivera, d'éliminer le dirigeant syndical. L'affaire devait être évoquée par la commission d'enquête des droits de l'homme du Congrès, le 26 décembre, qui devrait prochainement convoquer le général Rivera et son chef des opérations d'alors, le major Martín Rivas.

Nicole Bonnet

Les Portugais veulent consolider l'héritage latin de Macao

MACAO
de notre envoyé spécial
Un casino kitch aux moqueries élimées : Macao est-il vraiment autre chose ? La ville a beau cligner

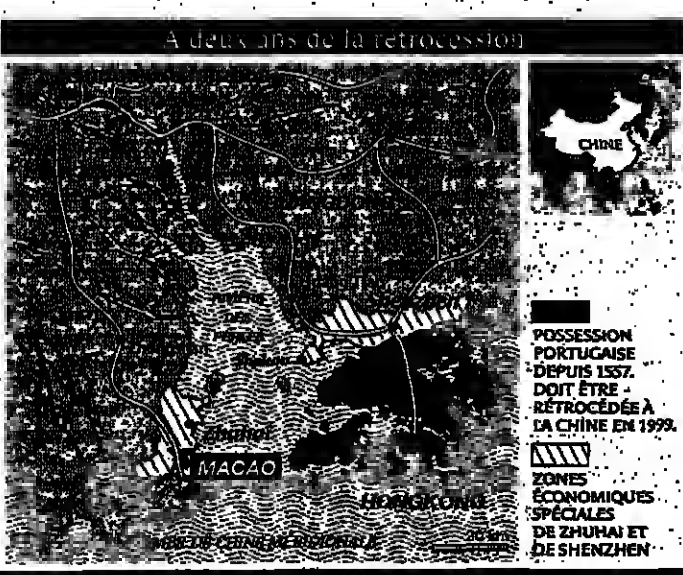
REPORTAGE
La ville qui sera rendue à Pékin fin 1999 prend conscience de sa fragilité

de toutes ses enseignes roses-bonbon, une image peu flatteuse s'impose au visiteur : celle d'une cité flâp, usée, presque lugubre. Le cœur historique portugais, aux vérandas et colonnades fraîchement rebadigeonnées de teintes pastel, ne gomme pas vraiment la tristesse des lieux.

Les lendemains de fête sont crepus. L'hôtel Lisboa, ce mythe crepusculaire de flambeaux, n'est plus que l'ombre de lui-même. On ne se presse plus guère dans ses salles de jeux et, signe des temps, les entraineuses blondes qui accouraient de la Russie ou de l'Ukraine post-soviétique ont commencé à désertir. La muraille de béton, d'acier et de verre qui a concédé le front de mer et suspendu à un argent qui n'arrive plus. La ville s'est la glorieuse surfuite.

Les Portugais alimenteraient bien le guer à l'histoire un héritage plus gratifiant. En ont-ils les moyens ? A deux ans de la rétrocession du territoire à Pékin, prévue le 20 décembre 1999, les autorités locales semblent comme s'arracher d'un long engourdissement. Elles réalisent brutalement que Macao a prospéré sur l'artifice - une industrie du jeu qui alimente la moitié du PIB et une bulle immobilière aujourd'hui dégonflée - et que l'avenir de la cité est rien moins que précaire.

Que vaut en effet la formule « un pays, deux systèmes », cette promesse d'autonomie locale après 1999, si elle ne peut s'adosser à une authentique personnalité économique ? Toute la différence avec le voisin hongkongais est là. Dans un cas, la machine à sous. Dans l'autre, le cabinet d'experts. Quand



Hongkong peut prétendre résister aux convoitises continentales, Macao paraît bien désarmé. Le gouverneur portugais, Rocha Vieira, le reconnaît sans difficulté lorsqu'il admet que « l'engagement écrit de la future autonomie ne suffit pas ».

UN RÔLE D'INTERFACE

Les autorités locales pensent avoir trouvé la parade. Celle-ci se résume en un seul mot, scandé à satiété dans tous les discours officiels : « l'interface ». De Macao, là serait son capital. Premier établissement européen en Asie (1557), la cité a été pionnière dans les échanges entre Orient et Occident et aurait donc vocation à continuer à jouer ce rôle d'interface. A la différence de Hongkong, soulagé par l'insistance des fonctionnaires portugais, Macao n'est pas un butin de guerre mais le fruit d'une coopération sino-portugaise harmonieuse. Pas d'affrontement, pas d'humiliation, pas de souveraineté aliénée : Macao n'est qu'un « territoire chinois sous administration portugaise », selon la formule de la Constitution de Lisbonne.

Ce passé de bonne intelligence ferait donc de la ville un sas de passage privilégié pour accéder à la Chine. Tirée de sa somnolence provinciale, elle s'est dotée en 1996

d'un aéroport international censé la connecter aux grands flux de la planète. Les autorités portugaises rêvent d'en faire une plateforme de services et d'expertises tournées vers le marché chinois. Laissons volontiers les Anglo-saxons à Hongkong, Macao veut résolument séduire les Latins. « A l'Ouest, Macao offre un axe vers la péninsule ibérique, et à l'est, une connexion vers l'Amérique du Mercosur », explique Gary Ngai, président de la Fondation sino-latine. Au service de cette vision « stratégique », les fonctionnaires portugais et la communauté macanaise (métisse) locale affinent un discours exaltant une « latinité » parée de mille vertus magiques. A les entendre, la préservation de l'« identité culturelle » de la ville serait la seule véritable armure contre les périls venus du continent. « Si Macao perd son identité historique, elle deviendra un nouveau Zhuhai », met en garde le gouverneur.

Le gros mot est lâché : Zhuhai. On le prononce en général avec une moue condescendante. Ancien village de pêcheurs, Zhuhai est la « zone économique spéciale » (ZES) limitrophe, une des ces enclaves capitalistes dont Pékin a esaimé la côte pour attirer les investisseurs étrangers. Sur l'autre rive

du delta de la rivière des Perles, Hongkong est aussi flanqué d'une ZES : Shenzhen. Mais les deux situations ne sont pas comparables. Si Hongkong est trop sophistiqué pour craindre à court terme une rivalité de Shenzhen, tel n'est pas le cas de Macao, qui a tout à redouter des appétits envahissants de Zhuhai. L'élève ne cache pas son ambition de dépasser le maître. Macao abrite-t-il un Grand-prix de Formule 3 ? Zhuhai organise une compétition similaire. Macao construit-il un aéroport international ? Zhuhai tente de torpiller le projet en comptant la fourniture de sable destinée à la construction du pont accédant aux nouvelles infrastructures. Tout est à l'avenant.

ACTIVISTES RECYCLÉS

Pour l'instant, Macao se rassure en invoquant la bonne volonté de Pékin, « prioritaire d'assurer la bonne marche de la formule « un pays, deux systèmes » pour des raisons de haute diplomatie. « Nous avons une relation stratégique avec Pékin qui nous protège des tentatives d'absorption de Zhuhai », dit le gouverneur. Soit. Mais les instructions pékinoises sont-elles vraiment suivies par les chefs locaux de la communauté chinoise (95 % de la population) ? Rien n'est moins sûr. En marge de l'administration portugaise, les circuits de décision sont en effet dominés par d'anciens gardes rouges qui ont fait main basse sur Macao lors de la Révolution culturelle. Cootrairement à Hongkong, que Pékin a toujours surveillé de très près, ces activistes recyclés dans les affaires bénéficient de longue date d'une grande liberté de manœuvre.

La résille la vraie menace pour Macao. Ces responsables locaux n'ont que faire du discours sur la « latinité », souvent qualifié dans leur presse de survie coloniale. Surtout, ils font cause commune avec l'annexionnisme rampant de Zhuhai auquel les tient de puissants intérêts de clientèle. Face à leur travail de sappe, l'héritage portugais apparaît bien fragile. Et le réveil de Lisbonne bien tardif.

Frédéric Robin

La marine de guerre japonaise devient la quatrième du monde

LA MARINE japonaise a détrôné en 1997 la marine française de son rang de quatrième marine de guerre du monde, selon l'annuaire spécialisé *Flottes de combat* 1998 rédigé par un expert, Bernard Prézélin. L'édition 1998 de cet annuaire, qui a paru le 22 décembre, s'est considérablement enrichie de nouvelles informations, voire d'illustrations en couleurs pour célébrer, en même temps, le centenaire anniversaire de sa création.

Loin derrière les Etats-Unis (32 millions de tonnes), la Russie (22 millions) et la Grande-Bretagne (500 000 tonnes), le Japon, qui remplace actuellement nombre pour nombre ses bâtiments les plus anciens par des unités neuves d'un tonnage sans cesse accru, est désormais au quatrième rang avec ses 293 000 tonnes, devant la France (291 000 tonnes), l'Inde (195 500), l'Italie (139 000) et l'Allemagne (126 000). M. Prézélin ote que l'événement le plus spectaculaire - outre l'apparition de nouveaux modèles de sous-marins qui plongent à des profondeurs de 400 mètres - pour cette flotte japonaise, qui se veut une marine d'autodéfense, est la mise en service de son premier porte-hélicoptères, l'*Osumi*, qui déplace 11 000 tonnes, au moment où la France désarme le sien, la *Jeanne d'Arc*.

A ceux qui font observer que la Chine, avec ses 440 000 tonnes, dépasse le Japon, l'auteur de *Flottes de combat* 1998 réplique qu'un examen plus approfondi montre que l'essentiel du tonnage de la marine chinoise tient à l'existence d'un grand nombre de sous-marins à la technologie dépassée ou placés en réserve et à une multitude - on dit une « poussière » - de petits bateaux peu significatifs sur le plan militaire. Cependant, la Chine ne cache pas son ambition de disposer d'une flotte de haute mer, avec pro-

chainement l'entrée en service de nouveaux sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques et, grâce à l'aide de la Russie, celle de nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque censés être plus silencieux.

Selon M. Prézélin, la marine américaine a atteint le format qui lui a été assigné après la guerre du Golfe, soit quelque 330 navires (au lieu de 600 du temps du général Reagan était à la Maison Blanche). Mais elle a en projet d'aligner des bâtiments puissamment armés et des bateaux voués aux opérations amphibies - porte-avions, porte-hélicoptères et transports de chaland - pour des actions de combat contre la terre ou un appui-feu durant des débarquements. C'est même, aujourd'hui, la priorité. Quant à la marine russe, la majorité des crédits vont à de nouvelles classes de sous-marins, comme le *Borey* (18 000 tonnes), le *Sverdlovsk* (qui lance des missiles aérodynamiques antinavires) ou les *Akula II* (9 500 tonnes). En revanche, l'état de la marine russe de surface est jugé « moins brillant ».

Face à une flotte britannique qui renouvelle et agrandit sa composition amphibie, la marine française, rappelle M. Prézélin, se trouve sous la contrainte budgétaire de devoir réduire son format de 20 %, ce qui se traduit par des désarmements anticipés de bateaux (non compensés par la mise en service de navires de remplacement). « Si le nombre et la nature des missions confiées traditionnellement à la marine nationale, écrit-il, demeurent inchangés, leur parfait accomplissement sera certainement plus difficile. » M. Prézélin considère que la France devrait commander, dès 1998, les premières frégates lance-missiles *Horizon*, un programme conçu, non sans difficultés, en coopération avec le Royaume-Uni et l'Italie.

Jacques Isnard

* *Flottes de combat* 1998, de Bernard Prézélin, Editions maritimes et d'outre-mer, 1150 p., 3 366 illustrations, 840 F.

Le fond de massacre

Libre au Conseil de la nation, le contrôler le travail des députés

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Epilogue au Sahara occidental

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le 23 décembre, dans le sud-ouest du pays, un officier parle de 48 morts, même nuit, à Bainem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été tuées par un groupe armé.

Le pape s'inquiète pour les « nouveaux pauvres » et s'alarme de l'extension des violences ethniques

Dans son vingtième message de Noël, Jean Paul II se pose en défenseur universel de l'homme

Place Saint Pierre à Rome, le pape a prononcé en cinquante-six langues, jeudi 25 décembre, son message de Noël. Il a annoncé un voyage à As-

sié (Ombrie) le 3 janvier, mais surtout mis l'accent sur la souffrance des « réfugiés » et des « nouveaux pauvres » dans le monde, sur les

violences ethniques. Entré dans la vingtième année de son pontificat, il renforce son rôle de porte-parole d'une éthique universelle.

EN 1998, Jean Paul II sera dans la vingtième année de son pontificat. Le 26 mai, il battra même le record de longévité (détenu par Pie XII, mort en 1958) des papes du vingtième siècle. La silhouette voûtée, le visage figé, le geste et l'élocution rendus difficiles par la maladie de Parkinson sont devenus familiers des télé-spectateurs et des pèlerins de Rome. En 1979, sa première encyclique (*Redemptor Hominis*) avait été consacrée à la défense des droits de l'homme, dont il avait fait la « route » de l'Eglise. Près de vingt ans après, celle-ci n'a pas varié. Le message de Noël que le pape a adressé au monde, ce 25 décembre, démontre à l'évidence qu'aucune préoccupation politique, sociale ou éthique ne lui est étrangère.

Des plus proches aux plus lointains : Jean Paul II a annoncé qu'il se rendrait le 3 janvier en Ombrie, région d'Italie touchée par une série de séismes pour tenter de soulager les souffrances des victimes et pour prier à Assise dans la basilique endommagée de saint François ; dans son message de Noël, le pape a également évoqué la violence ethnique en Afrique, l'exode des Kurdes et des Albanais. Il a cité « le cri des peuples qui aspirent à la liberté », « les souffrances des ré-

ACCENT NOUVEAU

Le vingtième message de Noël de Jean Paul II exprime ainsi une sollicitude pour des catégories de personnes, qui diffèrent légèrement de son traditionnel tour d'horizon des zones de tensions dans le monde. On avait déjà perçu cet accent nouveau quand, le 13 avril dernier à Sarajevo, le pape avait lancé des appels à la convivialité pluriethnique et religieuse en Bosnie. Ou quand, un mois plus tard, dans le centre de Beyrouth en pleine reconstruction, il avait réitéré l'égalité des droits entre toutes les communautés du Liban.

Dans un mois à Cuba, où il sera reçu pour la première fois par Fidel Castro, il reprendra son autre cheval de bataille en faveur de la liberté religieuse dans l'un des derniers pays qui défendent encore une idéologie marxiste et où l'Eglise n'a pas droit de cité dans le système éducatif, ni dans les médias. D'autres voyages se pré-

parent au Nigeria, en Autriche et au Mexique. Jean Paul II se trouve plus que jamais dans son rôle de porte-parole d'une éthique universelle, jetant ses dernières forces dans la bataille contre le chauvinisme ethnique, les divisions communautaires, les intolérances religieuses ou les fractures sociales. Mais conscient que pour être crédible un tel projet de défense de l'homme doit être préfacé par un examen de conscience de l'Eglise, il a entrepris une révision du passé qui sème parfois l'incompréhension dans ses propres rangs. C'est particulièrement net à l'égard de la communauté juive : le pape est allé plus loin qu'il ne l'avait jamais été en reconnaissant, le 1^{er} novembre, la responsabilité de l'antisémitisme chrétien dans un antisémitisme « sans justification aucune et absolument condamnable ».

Au fil des voyages et des messages (les textes fondamentaux comme les encycliques se faisant de plus en plus rares), Jean Paul II ne relâche donc en rien son combat pour une « réconciliation » de l'humanité dans le respect de ses différences. Il reste cependant bien des inconnues pour l'avenir. En raison du blocage du processus de paix au Proche-Orient, le voyage qu'il rêve de

faire avant l'an 2000 en Terre sainte apparaît hors de portée. De même, la réconciliation avec les orthodoxes semble-t-elle paralysée par l'affaiblissement de l'Eglise russe, qui suspecte de prosélytisme toute action catholique ou protestante dans les territoires de l'Est européen. Les projets de rencontre entre le pape et le patriarche Alexis II de toutes les Russies échouent régulièrement et, souhaité depuis longtemps, le voyage du pape à Moscou semble aussi inaccessible.

Si Jean Paul II répugne au changement des hommes, un remaniement de son gouvernement romain est imminent. Plusieurs responsables de la Curie romaine ont atteint la limite d'âge et de durée de leur mandat. Ce remaniement pourrait être annoncé dès les premiers jours de janvier, en même temps qu'un consistoire de cardinaux. La dernière « fournée » de cardinaux (électeurs du pape en cas de coadjuteur s'ils ont moins de 80 ans) remonte à plus de trois ans et il y aura en février seize places libres dans le collège des électeurs (dont le « plafond » est de 120 cardinaux). Ce n'est pas seulement la fin du pontificat, mais sa succession qui se prépare.

Henri Tincq

Noël tourmenté à la cathédrale orthodoxe de Bucarest

BUCAREST

de notre correspondant

Le Noël des Roumains, déjà banni par le souvenir de l'exécution, en 1989, de Nicolae et Elena Ceausescu à l'issue d'une parodie de procès, a été terni par les scènes d'une rare violence survenues jeudi 25 décembre dans la cathédrale orthodoxe de Bucarest en présence de l'ex-roi Michel et de sa famille.

Alois qui l'ex-monarque assistait - pour la première fois depuis son abdication forcée par les communistes en 1947 - à la messe de Noël, un groupe de religieuses s'en est pris au chef de l'Eglise, le patriarche Teoctist, « dernière relique communiste encore au pouvoir ». « A bas le synode [directoire collégiale de l'Eglise orthodoxe] communiste et son conducteur Teoctist ! », ont scandé à plusieurs reprises les représentantes du courant contestataire qui accuse le patriarche d'avoir « pactisé avec l'ontéchrist », Nicolae Ceausescu. L'écho de ces cris de révolte jaillissant de la poitrine d'une dizaine de sœurs orthodoxes a brisé la solennité de la messe tenue par le patriarche lui-même, devant près d'un millier de fidèles.

Aussitôt des agents en civil sont intervenus avec une violence barbare, frappant à coups de

poing dans la figure et à coups de pied dans le ventre des contestataires dont certaines étaient très âgées. Rouées de coups, sous les regards horrifiés des fidèles qui ont à peine osé intervenir, les sœurs ont été évacuées à l'extérieur de la cathédrale. Grottesque coïncidence, à ce moment même, sous l'œil des caméras des télévisions privées et nationales, le patriarche dénouait dans son homélie « le déchirement de la violence, due à l'extrémisme des mécréants de toute sorte dans le monde ».

« L'ONGUEIL DÉMESURÉ » DU PATRIARCHE

Installés près de l'autel sur les trônes royaux dorés - sur lesquels personne ne s'est assis pendant les cinquante ans de régime communiste, ni après la chute de Nicolae Ceausescu - l'ex-roi et son épouse Anna de Bourbon Parme, tout comme le patriarche, n'ont pu assister directement à ces incidents. Mais il est peu probable qu'ils n'aient pas entendu les slogans hostiles lancés à l'adresse du chef de l'Eglise, qui, quant à lui, a continué de lire la messe d'une voix impassible.

A l'image de nombreux prêtres orthodoxes qui sont aujourd'hui accusés d'avoir collaboré avec la Securitate (police politique commu-

niste) et dont certains ont déjà publiquement fait leur mea culpa, le patriarche Teoctist est confronté à une vive contestation au sein du clergé. Il est accusé de « silence complice » lors de la démolition d'une centaine d'églises entre 1977 et 1989 par Nicolae Ceausescu et de « passivité devant l'athéisme agressif communiste ».

Début 1990, la chute de Ceausescu semblait devoir entraîner celle de Teoctist qui, accablé de reproches, était parti vivre en reclus dans un monastère. Quelques mois après, il revenait à la tête de l'Eglise, au grand dam de ses adversaires. Alors qu'on lui conteste « l'autorité morale » pour diriger l'Eglise orthodoxe, forte d'environ 20 millions de fidèles pour une population totale de 23 millions, le patriarche vient de lancer un projet visant la construction à Bucarest d'une immense « cathédrale du salut de la nation » capable d'accueillir quelque dix mille fidèles. Ses opposants comparent désormais « l'orgueil démesuré » du « patriarche mégalo-mane » à celui de Ceausescu ; et sa prochaine cathédrale au pharaonique palais construit par le dictateur dans le centre de la capitale roumaine.

Andrei Neacsu

La gendarmerie française s'investit à l'étranger

LA GENDARMERIE française devenait un modèle d'armée qui s'exporte et qui inspire dans les autres pays l'organisation de certaines forces de sécurité intérieure. Quelque 1 100 officiers et sous-officiers servent aujourd'hui à l'étranger. Signe des temps, selon un rapport parlementaire de Michel Alloncle, sénateur RPR de la Charente, qui vient d'être rendu public, des gendarmes occupent, pour la première fois, des fonctions d'attaché de défense dans les ambassades françaises, c'est-à-dire le poste de « patron » des attachés militaires désignés par les trois armées (terre, air et mer). Loin de l'image surannée du gendarme départemental, qui court après les voleurs de poules dans les campagnes, ou de celle, plus d'actualité, du gendarme mobile qui maintient l'ordre *manu militari*, le gendarme se veut désormais un acteur de la diplomatie française.

Cette présence de la gendarmerie

nationale à l'étranger n'est pas tout à fait une nouveauté, par exemple sur le sol africain, où elle est de longue date. Au titre de la coopération et de l'assistance technique, en particulier, quelque 140 gendarmes y sont détachés en 1997, avec pour mission, permanente ou temporaire, d'aider à créer des forces locales de sécurité qui soient plus sensibles à l'état de droit que par le passé.

DES FONCTIONS COMMERCIALES

De même, les gendarmes concourent à la protection des ambassades et des consulats. Près de 210 d'entre eux y contribuent. Mais, à elle seule, la représentation diplomatique française en Algérie en mobilise 150.

Enfin, on connaît la participation de la gendarmerie nationale à des états-majors multinationaux, dans le cadre d'opérations conduites par les Nations unies, l'OTAN, voire par l'Organisation pour la sécurité et la

coopération en Europe (OSCE), ou en mission de prévoyance auprès des unités françaises qui leur sont associées. Ils sont jusqu'à 320 gendarmes en ce cas, dont quelque 85 officiers et sous-officiers dans la seule Bosnie.

Mais ce qui est nouveau, c'est la multiplication des postes attribués à des gendarmes au sein des instances de l'Union européenne (UE), dans l'« espace Schengen » ou, plus directement, dans des responsabilités diplomatiques. Il s'agit de concrétiser la coopération policière entre partenaires européens ou de répondre à la demande de pays étrangers pour qui la gendarmerie offre l'avantage d'être une force de police à statut militaire, qui peut passer sans hiatus de la paix publique à la guerre.

Ainsi, à l'UE, des officiers de liaison œuvrent en matière de coopération judiciaire, de lutte contre la drogue et le blanchiment de l'argent « sale » à Europol (aux

Pays-Bas) ou en matière d'immigration. De même, dans l'« espace Schengen », c'est la surveillance des frontières extérieures. Enfin, les gendarmes ont récemment investi les ambassades et s'apprêtent à le faire encore davantage en 1998. Haïti, le Burundi et le Mali ont désormais un officier de gendarmerie attaché de défense. Demain, ce sera le tour de la Colombie et de Madagascar. Il existe aussi des attachés de gendarmerie en Italie, Espagne, Turquie, Argentine-Chili, avec en projet, dès 1998, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Le choix de certaines de ces effectuations n'est pas innocent. Il peut s'expliquer par le désir de la France d'ouvrir des relations commerciales avec des pays clients, en matière d'équipements de maintien de l'ordre. C'est le cas du Chili, par exemple. L'officier attaché de gendarmerie en Argentine est aussi accrédité au Chili, dont les carabiniers veulent se doter du réseau de transmissions Rubis. Ce système, auquel la France a consacré 3 250 millions de francs, établit des connexions instantanées - « confidentiel-défense » - entre des terminaux fixes et mobiles sur l'ensemble du territoire national. Dans des versions plus adaptées à la clientèle étrangère, le groupe Metra a déjà exporté son Rubis en Suisse, Allemagne, Palestine, Indonésie, au Mexique et en République tchèque.

Jacques Isnard

La tension monte au Kosovo

PRISTINA. Environ 10 000 étudiants albanais ont participé, jeudi 25 décembre, pour la deuxième journée constitutive, à une marche silencieuse contre le régime serbe au centre de Pristina, principale ville du Kosovo. Des marches identiques ont été organisées dans six autres villes universitaires de la province serbe, peuplée majoritairement d'Albanais. L'Union indépendante des étudiants albanais a fait part de son intention de poursuivre le mouvement quotidien-nement en préface à des manifestations de protestation, prévues pour le 30 décembre.

Les étudiants, soutenus par leurs professeurs, réclament la restitution des établissements scolaires dont ils ont été chassés il y a sept ans. D'autre part, deux attaques armées ont été perpétrées contre la police serbe jeudi, à Podujevo, sans faire de victime. Mercredi, les partis politiques albanais avaient lancé un défi au pouvoir serbe en convoquant pour le 22 mars des élections législatives et présidentielle, non reconnues par Belgrade. - (AFP.)

Quarante et une interpellations après le massacre du Chiapas

TUXTLA GUTIERREZ (Chiapas). Quarante et une personnes ont été interpellées dans le cadre de l'enquête sur le massacre du Chiapas où quarante-cinq indiens tzotzils, en majorité des femmes et des enfants, ont été assassinés par des tueurs masqués. Les victimes appartenaient à des communautés réputées proches de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) du sous-commandant Marcos. Le procureur adjoint, Evarado Moreno, a indiqué jeudi 25 décembre que certains suspects avaient nié tout engagement politique, que d'autres se disaient proches ou membres du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui gouverne le Mexique depuis 1929. Les milieux proches des zapatistes affirment que le massacre serait l'œuvre de paramilitaires agissant pour le compte du PRI. - (AFP.)

Un Allemand soupçonné d'avoir projeté un attentat suicide en Israël

TEL AVIV. Un tribunal de Tel Aviv a décidé, jeudi 25 décembre, de prolonger la détention d'un ressortissant allemand, Steven Smyrek, accusé d'avoir projeté un attentat suicide en Israël pour le compte du Hezbollah libanais. M. Smyrek a été arrêté le 28 novembre, à son arrivée à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv, en provenance d'Amsterdam. Les services israéliens attendaient Smyrek à son arrivée, après avoir été alertés par la police des Pays-Bas, qui l'avait retenu pendant quelques heures à Amsterdam, Interpol ayant signalé qu'il pouvait être porteur d'explosifs. M. Smyrek a affirmé avoir été entraîné dans un camp du Hezbollah au Liban sud, dans le but de commettre un attentat suicide en Israël. De Beyrouth, le Hezbollah a démenti ces affirmations. - (AFP.)

EUROPE

■ IRLANDE : La violente tempête qui a balayé jeudi 25 décembre la Grande-Bretagne et le sud de l'Irlande, avec des vents soufflant à 160 km/h, a fait plusieurs victimes et provoqué d'importants dégâts. Un chalutier français avec cinq marins à bord est porté disparu en mer d'Irlande. Un jeune homme de dix-neuf ans a été tué par la chute d'un mur à Waterville, dans le sud-ouest de l'Irlande, et quatre autres personnes ont trouvé la mort dans des accidents de voiture en Grande-Bretagne. Les transports routiers et ferroviaires, ainsi que la distribution d'électricité ont été sérieusement affectés. - (AFP, Reuters.)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : un avion, affrété par le leader ultranationaliste irakien Saddam Hussein pour transporter de l'aide humanitaire en Irak a atterri jeudi 25 décembre à l'aéroport de Bagdad, jusque-là fermé depuis la guerre du Golfe en 1991. Après une semaine de tractations, l'appareil avait obtenu le feu vert du Comité des sanctions de l'ONU. Le chef de la délégation palestinienne, Yasser Arafat, a affirmé que les ultranationalistes irakiens « étaient prêts à se constituer en bouchiers humains pour déjouer les établissements irakiens en cas d'attaque américaine ». - (AFP.)

■ CISJORDANIE : le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a déclaré, jeudi 25 décembre, qu'il allait présenter au président américain Bill Clinton en janvier un « plan complet » pour relancer le processus de paix. M. Clinton doit rencontrer séparément M. Arafat et le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à Washington en janvier 1998, pour tenter de ramener les deux parties à la table des négociations. - (AFP.)

■ IRAN : Ibrahim Yazdi, chef du Mouvement pour la libération de l'Iran (MLI, opposition islamique libérale tolérée) a été remis en liberté sous caution jeudi 25 décembre, après onze jours de détention. Selon une source judiciaire, M. Yazdi est accusé « d'insultes à des valeurs religieuses sacrées ». Il avait été arrêté après avoir pris à partie les milieux conservateurs proches du Guide de la République, Ali Khamenei, leur reprochant de s'opposer au président Mohammad Khatami. - (AFP.)

■ Pour la première fois en Iran, quatre femmes ont été nommées juges au tribunal des affaires familiales, dans une ville de la province de Téhéran, a rapporté jeudi 25 décembre l'agence iranienne officielle IRNA. - (AFP.)

AMÉRIQUE

■ COLOMBIE : le parquet général de Bogotá a annoncé jeudi 25 décembre l'arrestation à la frontière avec le Venezuela d'un chef paramilitaire présumé, Oscar Penaranda, trente ans, accusé d'avoir assassiné avec ses hommes trente paysans au cours des six derniers mois dans la région d'Ocana. - (AFP.)

■ La police néerlandaise a annoncé jeudi 25 décembre qu'elle avait arrêté un important trafiquant de drogue colombien à l'aéroport de Willemstad, à Curaçao, dans les Antilles néerlandaises. L'homme a été transféré immédiatement aux Pays-Bas. Pour La Haye, il s'agit d'un des trafiquants les plus recherchés pour l'importation de drogues aux États-Unis. - (AFP.)

L'artillerie britannique s'ouvre aux femmes

LONDRES. Pour la première fois, des femmes seront autorisées, à partir d'avril 1998, à servir comme artilleurs - canons et missiles - dans des unités de l'armée britannique au contact des premières lignes du front. Cette initiative fait partie d'un plan du gouvernement de Tony Blair, qui veut élargir l'éventail des métiers militaires accessibles aux femmes. Elles pourront aussi être incorporées dans des unités du génie, des transmissions et du matériel. Dans certains postes, les candidates devront être en mesure de satisfaire aux mêmes tests d'aptitude physique que les hommes. Pour l'instant, 47 % des spécialités militaires sont ouvertes aux femmes, mais celles-ci se limitent surtout à des postes dans l'administration, le service de santé et la logistique. - (AFP.)



THEATRE
PARIS

JUSQU'AU 30 JANVIER 20130

L'ENLEVEMENT DE SITA

Khôn, théâtre dansé et masqué de Bangkok
Théâtre national de Thaïlande

- un flot de beauté et de raffinement où tous les arts se mêlent
- une dimension mythique qui touche tous les participants

LES ADRESSES 31 RUE DES ARSÈNES PARIS 13 • 01 42 74 22 77

مركزا من لاصا

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 27 DÉCEMBRE 1997

CONJONCTURE L'impact de la crise asiatique sur l'activité économique en France dans l'année à venir est l'objet de pronostics divers dans les entreprises. Les groupes français,

auxquels on avait reproché de ne pas investir davantage en Asie, s'en félicitent aujourd'hui. Tout en redoutant la concurrence de produits bénéficiant d'un avantage de change, ils

observent que les entreprises de ces pays sont affaiblies. **EN DIFFICULTÉ**, l'industrie et la finance asiatiques deviennent des proies attrayantes pour les investisseurs. Certains chefs d'en-

treprise français y songent, tandis que les financiers américains volent « au secours » du Japon et de la Thaïlande. **LES CONJONCTURISTES** formulent des appréciations diver-

gentes sur la marche de l'économie française, les uns estimant que le « pic d'activité » mondial est dépassé, les autres que la reprise est à venir. (Lire aussi notre éditorial page 9.)

La crise asiatique a des inconvénients, mais aussi des avantages

La tourmente qui a saisi les économies thaïlandaise, sud-coréenne et japonaise affectera les ventes dans cette partie du monde et favorisera ses exportations. Cependant, elle facilite les investissements français dans ces pays

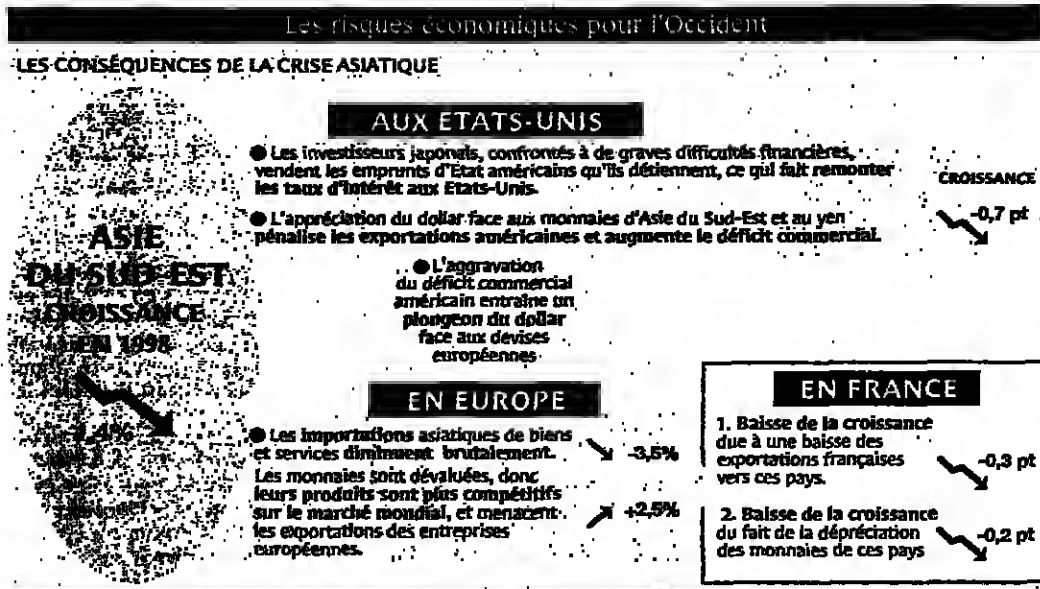
IL Y A quelques mois encore, il était de bon ton de reprocher aux entreprises françaises de ne pas avoir suffisamment investi en Chine, en Corée ou à Taïwan. L'ancien ministre de l'Industrie, Francis Borotra, qualifiait même cette situation de « préoccupation ». Aujourd'hui, les chefs d'entreprise français se félicitent de la prudence — ou du manque de moyens — qui les a conduits à rester à l'écart de cette région. Ils estiment que la tempête monétaire et financière qui affecte l'Asie n'aura sur eux que des conséquences limitées, bien que l'Insee évalue tout de même son impact sur l'économie française à 0,5 point de croissance pour 1998.

La mineure de la présence française en Asie a été mise en lumière par une étude du ministère de l'Industrie, qui évaluait à 3 % la place de ce continent dans les investissements internationaux des entreprises françaises, contre 24 % pour ceux des entreprises américaines. Quant aux exportations vers l'Asie du Sud et de l'Est, elles ne représentent que 8,4 % du total des ventes de la France à l'étranger, avec un rythme de développement qui se situe, avant la tempête monétaire, entre 6 % et 8 % par an.

Leur ralentissement ne devrait donc pas avoir un impact considérable sur l'industrie française dans son ensemble.

Tel est, en tout cas, le discours officiel. En fait, sachant que les deux tiers des exportations françaises vers l'Asie sont concentrées sur vingt-cinq produits, certains secteurs sont sérieusement affectés en raison du poids important de la clientèle asiatique dans leurs ventes, comme l'industrie du luxe. La région Asie-Pacifique représente, par exemple, un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs pour les entreprises de luxe réunies au sein du Comité Colbert. Les biens d'équipement sont également concernés, tels l'aéronautique, la chaudronnerie nucléaire et le matériel électrique, ou encore certains biens de grande consommation, comme les articles de sport ou la pharmacie.

C'est surtout le renforcement de la compétitivité des produits asiatiques qui fait peur. La dévaluation de la monnaie s'ajoutant au faible coût de la main-d'œuvre, la guerre des prix risque de faire des ravages dans certains secteurs, comme le petit électroménager ou le jouet. Déjà très touchées par



cette concurrence, les entreprises du textile, du cuir, de la chaussure et de l'habillement paraissent les plus menacées et peuvent craindre de nouvelles vagues de suppressions d'emplois. Pour 1997, par exemple, la Thaïlande estime d'ores

et déjà que ses exportations d'articles de textile seront supérieures de 10 % à ses prévisions initiales. L'industrie automobile redoute elle aussi les conséquences de la tempête monétaire et de l'effondrement des ventes des constructeurs asiatiques sur leurs marchés nationaux. Au Japon, le numéro un, Toyota, a indiqué que sur un an ses ventes intérieures ont diminué de près de 27 %. Quant au marché sud-coréen, indique une étude récente de Paribas, il aura enregistré, en 1997, une baisse pour la première fois depuis 1980. Les constructeurs asiatiques chercheront donc à compenser ces pertes de revenus en renforçant leur présence à l'étranger, et notamment en Europe. Paribas évalue à 200 000 véhicules seulement le potentiel d'ac-

croissement de leurs ventes — il n'y aurait donc pas d'« invasion » de voitures asiatiques —, mais relève que cette pression commerciale risque de réduire encore les marges des industriels européens déjà mises à mal. Ce qui posera inévitablement le problème de l'ajustement de leurs coûts, et donc de l'emploi.

L'industrie électronique, elle, se frotte les mains, malgré la baisse des prix qui pourrait atteindre 30 % sur certains produits comme les mémoires pour ordinateurs. Les ambitieux des fabricants de « puces » asiatiques, notamment sud-coréens, étaient jusque-là sans bornes et alimentaient la surproduction mondiale. « Les groupes asiatiques avaient l'intention de construire trente-six nouvelles usines

dans les mois à venir, dont dix-sept en Asie », commente Jean-Philippe Davuin, l'économiste du fabricant de semi-conducteurs franco-italien SGS-Thomson. « Dix à quinze de ces projets vont être repoussés, estime M. Davuin, ce qui devrait avoir un effet plutôt bénéfique. »

INVESTISSEMENTS REPOUSSÉS
Le coup d'arrêt aux investissements internationaux des entreprises sud-coréennes paraît général, même si les groupes d'automobile ont pas encore fait savoir s'ils donneront suite à leurs nombreux projets d'implantation, en Europe de l'Est notamment. Le sud-coréen Samsung, qui voulait agrandir son usine britannique de Teesside pour y fabriquer des télécopieurs et des ordinateurs personnels, en plus des fours à micro-ondes, des téléviseurs et des écrans pour ordinateurs qu'elle y produit déjà, a repoussé sine die cet investissement, qui devait créer 1 600 emplois.

Son compatriote Daewoo, à qui le gouvernement d'Alain Juppé avait envisagé de céder le groupe Thomson Multimedias dans le cadre de sa privatisation, a également mis en « situation d'attente » ses projets d'extension en Lorraine. La construction de l'usine de verre pour tubes cathodiques, dont l'implantation à Thionville (Moselle) avait été annoncée en mars, ne commencera pas avant la fin du premier trimestre 1998. L'extension de l'usine Daewoo-Orion à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), qui fabrique des téléviseurs, et le projet d'usine de réfrigérateurs à Verdun (Meuse), sont également retardés.

Anne-Marie Rocco

Les secteurs les plus sensibles

Certains secteurs français, déjà fortement concurrencés par les produits importés d'Extrême-Orient, vont encore souffrir des réductions de prix provoquées par la chute des monnaies asiatiques.

- Pour une trentaine de produits recensés, 46,5 % des

ventes portent sur des articles d'importation, dont 76,5 % en provenance d'Asie. Les produits pour lesquels le taux de pénétration asiatique est le plus important sont : la chaussure (57 %), les articles de cuir (58 %), les appareils d'optique et de photo (50 %), les motocyclettes (51 %), les instruments de musique (59 %). On y trouve aussi la plupart des articles du textile, tels que sous-vêtements, pull-overs ou

vêtements de confection. ● D'autres branches d'activités, à l'inverse, ont un fort taux de pénétration sur les marchés asiatiques et y voient leurs ventes diminuer en raison de la baisse du pouvoir d'achat. Vingt-cinq produits sont particulièrement concernés : dont les avions (31 % des exportations françaises soit 25 % de ces pays), les articles de voyage (57 %) ou encore les centrales électriques (33 %).

Les experts divergent sur l'évaluation de la conjoncture

IL EST DES PÉRIODES où les conjoncturistes, publics ou privés, avancent des prévisions économiques presque identiques : à la fin de l'été, tous les experts, ou presque, pensaient que la reprise était solide et qu'on se dirigeait vers une croissance de 3 % en 1998. Il est d'autres moments où les prévisions divergent assez sensiblement. C'est le cas aujourd'hui : alors que le gouvernement continue d'annoncer une croissance de 3 %, certains instituts commencent à revoir leurs estimations, n'escomptant plus qu'une croissance de l'ordre de 2,5 %, voire moins.

La crise des pays asiatiques n'est pas la cause de ces désaccords. Même si aucun expert n'est en mesure d'apprécier avec certitude les effets probables de ces turbulences, qui sont loin d'être terminées, le constat avancé par l'Insee dans sa dernière note de conjoncture (Le Monde du 20 décembre) n'a guère suscité de controverses. L'institut estime que « l'impact de ces chocs » venus du Sud-Est asiatique « apparaît rapidement » et « atteindra un demi-point de croissance » dès 1998.

Alors, sur quoi portent les désaccords des conjoncturistes ? Voici, en résumé, quelques-unes des thèses en présence :

● La « thèse Artus ». Directeur du service des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations, Patrick Artus est l'un des premiers à avoir observé que la prévision gouvernementale de 3 % de croissance pour 1998, crédible jusqu'à l'été, ne l'était plus à l'approche de l'hiver. Plusieurs facteurs, en effet, ont modifié la donne conjoncturelle. D'abord, la croissance mondiale a dépassé un pic d'activité, ce qui va affecter la France, dont la croissance a été très fortement tirée par la demande étrangère. Ensuite, la dernière enquête de l'Insee sur les investissements montre que les chefs d'entreprise ont revu leurs dépenses d'équipement à la baisse, du fait de ce nouveau climat économique,

mais aussi politique (réforme des 35 heures notamment). Enfin, la crise des pays du Sud-Est asiatique est venue s'ajouter à ces différents facteurs.

Au total, M. Artus estime donc que la France a connu un cycle, très court, au cours duquel l'activité a été très forte : sur un rythme annuel de près de 4 % entre avril et septembre. Depuis, la croissance risque de revenir sur un rythme annualisé moins dynamique, de l'ordre de 2,5 %, voire légèrement moins.

L'Association française des économistes d'entreprise (Afed) partage cette opinion. « Compte tenu de l'effet dépressif de la crise asiatique et des récentes mesures » du gouvernement qui concernent les entreprises, elle escompte une croissance de seulement 2,5 % en 1998, soit une progression presque identique à celle de 1997. Il est à noter que la dernière enquête mensuelle de la Banque de France conforte cette thèse sur un point : « Les chefs d'entreprise demeurent prudents en matière d'investissement. Pour 1998, les prévisions portent toujours prioritairement sur le renouvellement d'équipements devenus obsolètes », souligne l'étude.

● La thèse du gouvernement. Les experts du ministère des finances maintiennent leurs prévisions de croissance de 3 % pour 1998. Ils estiment, en effet, que la reprise économique est plus solide qu'ils ne l'avaient prévu. La demande étrangère est, de fait, toujours très bien orientée, et la demande intérieure évolue sur une tendance favorable. Ces mêmes experts estiment donc prématuré de tirer des conclusions hâtives de la dernière enquête de l'Insee sur les investissements ; ils font valoir, au contraire, que la hausse très sensible des importations de biens d'équipement professionnel est un indice favorable. Dans cette logique, il ne faut pas minimiser la gravité de la crise asiatique, mais, pour l'instant, elle aurait seulement pour effet de ramener la France

vers les 3 % de croissance initialement envisagés.

Ce point de vue est, à peu de chose près, celui qui transparaît de la note de l'Insee. « Le produit intérieur brut, après avoir régulièrement oscillé depuis la mi-1996, atteindrait son rythme de croissance maximum — près de 3,5 % en chiffre annuel — au second semestre de 1997 », puis « la croissance se stabiliserait au premier semestre de 1998 sur une tendance proche de 3 % l'an », dit l'institut.

● La « thèse Fitoussi ». Sans participer directement à ce débat sur les chiffres, le président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Jean-Paul Fitoussi, fait valoir que l'Europe est entrée dans la phase de reprise qui était en gestation depuis 1994. Les taux d'intérêt sont enfin revenus à des niveaux beaucoup plus raisonnables, et les quinze, qui ont longtemps mené des politiques récessives, vont bientôt, pour beaucoup d'entre eux, satisfaire aux critères de Maastricht, ce qui laisse à penser que l'Europe arrive à la fin d'une longue période de rigueur budgétaire. Les conditions d'un retour de la croissance sont donc réunies, même si les pays européens n'engagent pas des politiques expansionnistes et si l'activité reste donc plus faible qu'elle ne pourrait l'être.

La crise asiatique pourrait-elle contrarier ce scénario, notamment en entraînant une chute du dollar par rapport aux monnaies européennes ? M. Fitoussi estime que, dans un tel cas de figure, l'Europe perdrait en compétitivité, mais seulement à terme, tandis qu'elle y gagnerait immédiatement sur le front des changes (facture énergétique, etc.). En clair, si des effets néfastes devaient se faire sentir, ce ne serait pas en 1998, mais en 1999. Et encore : tout dépendrait alors de la politique monétaire que conduirait l'Europe, sous l'égide de la toute nouvelle Banque centrale.

Laurent Mauduit

Les entreprises d'Extrême-Orient, proies tentantes

« IL Y A DEUX ANS ET DEMI, la crise mexicaine nous a décidés à investir massivement au Mexique. De la même façon, c'est le moment ou jamais d'aller en Asie, à condition que la production réalisée sur place soit en partie exportée. » Pour Jean-Louis Beffa, patron de Saint-Gobain, les entreprises exsangues d'Extrême-Orient constituent désormais des proies tentantes. « L'Asie ? Je compte y faire plusieurs voyages cette année », confirme Louis Schweitzer (Renault), un brin évasif, mais de la gourmandise dans les yeux. Quant à Francis Riboud (Danone), il se déclare, sans détour, en quête d'« opportunités d'achat en Asie ». Crise ou pas, il souhaite « atteindre la taille critique » dans cette région, « en y doublant les ventes du groupe, portées à 6 ou 7 milliards de francs ».

L'effet d'entraînement fait réfléchir les industriels occidentaux : la dégringolade des monnaies asiatiques, depuis l'été, permet d'acquiescer des entreprises à bon compte en Extrême-Orient. Un pays comme la Corée du Sud, jusque-là hostile au rachat de ses entreprises par des groupes étrangers, commence à assouplir sa réglementation. Ses grands conglomérats — les chae-

bois — sont surendettés et cherchent désormais à se séparer de certaines activités pour récupérer des fonds.

Coca-Cola est l'un des premiers groupes occidentaux à avoir profité de l'occasion. Le géant américain a acquis, en novembre, les usines d'emballage de son partenaire sud-coréen, Doosan. Le 17 décembre, l'américain Procter and Gamble a jeté son dévolu sur Ssangyong Paper, un fabricant de papier sud-coréen faisant partie d'un conglomérat. Le 17 décembre, la firme allemande Bosch a pris le contrôle d'un fabricant d'équipements, dans lequel elle ne détenait jusque-là qu'un intérêt minoritaire, en rachetant les parts du constructeur d'automobiles Kia — l'un des chaebois les plus affaiblis par la crise.

Les patrons français ont plaisir à imaginer qu'ils vont pouvoir leur emboîter le pas. Cela leur permettrait de se renforcer à bon compte dans cette partie du monde où on leur reprochait, hier encore, de ne pas avoir assez investi, alors qu'elle connaissait une croissance exceptionnelle...

A.-M. R.

Les financiers américains mettent le cap sur l'Asie

LES ÉTABLISSEMENTS financiers américains sont les premiers à réagir aux malheurs des pays asiatiques. La Corée ou la Thaïlande, dont les secteurs financiers sont en quasi-faillite, n'ont plus les moyens de s'opposer aux prises de participation de compagnies étrangères. Au Japon, marché fermé par excellence, il n'a pas fallu longtemps pour que les étrangers saisissent l'occasion de la déconfiture de quelques grandes maisons de titres et d'un secteur financier chancelant pour s'annoncer.

« Nous estimons que le temps pourrait être venu d'explorer sérieusement les opportunités offertes », déclarait, jeudi 25 décembre, la banque d'affaires américaine Merrill Lynch. La faillite du quatrième courtier japonais, Yamachii, est donc une aubaine qu'elle ne laissera pas échapper. La reprise annoncée d'une partie des succursales et des employés du courtier fera de Merrill Lynch la première société étrangère au Japon à distribuer directement auprès des particuliers des produits boursiers.

Profitant des pénalités infligées aux grands courtiers nippons, à la suite d'un scandale de versements illégaux de fonds à la pègre, Merrill Lynch est déjà devenu l'un des trois plus gros intervenants sur la Bourse de Tokyo. Elle emploie un millier de personnes dans l'archipel. Merrill Lynch — en partenariat avec la banque commerciale Sanwa Bank — a confirmé s'intéresser à un autre morceau de l'empire Yamachii Securities, sa filiale de gestion de fonds communs de placement (Yamachii Investment Trust Management). La Société générale a manifesté, de son côté, son intérêt pour la gestion d'actifs du courtier. Le premier assureur américain AIG, très implanté au Japon, se dit prêt à embaucher plus de huit cents de ses anciens employés.

Un autre banque d'affaires américaine, Goldman Sachs, mise, elle, sur le retournement de l'automobile japonais pour faire de bonnes affaires. Selon le quotidien japonais Nihon Keizai Shimbun, Goldman Sachs a déjà racheté pour 12,5 milliards de yens de mauvaises

créances de la banque de Tokyo Mitsubishi, cautionnées par des propriétés. Elle envisage de réitérer en acquérant, pour 500 milliards de yens (3,9 milliards de dollars) de créances douteuses d'autres banques japonaises.

C'est sur la Thaïlande que GE Capital, première société de leasing mondiale, a choisi de jeter son dévolu. Selon le quotidien The Nation, elle proposerait de reprendre les crédits en leasing des cinquante-six sociétés financières thaïlandaises fermées en décembre. La fermeture de ces établissements était l'une des conditions du plan de sauvetage du FMI de 17,2 milliards de dollars pour la Thaïlande.

La Corée pourrait bientôt être une destination fructueuse pour les investisseurs étrangers. Le ministère des finances coréens a annoncé pour janvier la levée des restrictions en vigueur sur les participations étrangères dans les institutions financières sud-coréennes. Elles sont actuellement limitées à 4 %.

Babette Stern

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 27 DÉCEMBRE 1997

UNIVERSITÉS Débatte depuis plusieurs années, une réforme du statut des 70 000 enseignants du supérieur sera engagée durant les premiers mois de l'année 1998. Outre la révision

des procédures de recrutement, une réorganisation générale des catégories d'enseignants, de leurs obligations en termes d'enseignement et de recherche, sera mise en œuvre. ● UN

COLLECTIF d'universitaires, l'Areser, propose dans un livre « une politique de rupture » pour l'enseignement supérieur. Il demande un réinvestissement financier massif de l'Etat, une loi

de programmation, et dresse un constat extrêmement critique du système actuel d'enseignement supérieur. ● LES INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (IUT) envisagent de

nouvelles actions en janvier. Le gel du plan d'urgence décidé par le précédent gouvernement et de nouvelles règles de financement de ces établissements sont critiqués par leurs directeurs.

Une réforme du statut des universitaires sera discutée au début de 1998

Claude Allègre veut s'y atteler rapidement. La multiplication des catégories d'enseignants, le nombre croissant de vacataires, la non-prise en compte d'un travail pédagogique ou administratif incitent à une remise à plat générale

« IL Y A des enseignants qui font de la recherche et il y en a qui n'en font pas... Pour ces derniers, quatre heures [de cours] cela ne me paraît pas beaucoup. » Lors du débat budgétaire à l'Assemblée nationale (Le Monde du 15 novembre), Claude Allègre, ministre de l'éducation, avait affirmé son intention de revoir les obligations de service des enseignants du supérieur. Après l'adoption des nouvelles procédures de recrutement (Le Monde du onze décembre), cette nécessité a, récemment, été relancée par la conférence des présidents d'université (CPU). A l'issue de leur dernière assemblée, le 18 décembre, ces derniers ont formulé une série de propositions déjà exprimées lors des états-généraux de l'enseignement supérieur préalable à la réforme de l'université que souhaitait mettre en œuvre François Bayrou.

Ce chantier, que Claude Allègre envisage d'ouvrir dès les premiers mois de 1998, n'est pas simple. Selon les textes, les enseignants-chercheurs (professeurs, maîtres de conférence et assistants) sont astreints à un service de 192 heures de cours par an : le reste de leur activité doit être consacré à la recherche, le seul critère « scientifique » retenu dans l'évolution des carrières, le recrutement comme la promotion.

Ce cadre général ne paraît pas adapté aux évolutions qu'a connues l'université ces dernières années

avec l'augmentation de ses effectifs, d'étudiants et d'enseignants. Malgré des réformes successives, les catégories se sont multipliées à l'intérieur des établissements. Pour assurer les charges d'enseignement, les universités s'appuient à la fois sur des professeurs, des maîtres de conférences mais aussi, de plus en plus, sur des enseignants agrégés et certifiés du second degré qui assurent un service de 384 heures, des professionnels associés à mi-temps, des thésards, moniteurs ou attachés temporaires d'enseignements et de recherche (ATER), sans compter une foule de vacataires.

COHABITATION

La cohabitation de ces catégories aux statuts multiples n'est pas toujours des plus harmonieuses. A cette diversité de personnels correspondent également une diversification des missions. En plus de leur service de cours, un grand nombre d'enseignants assument des charges pédagogiques et administratives, au détriment de leur activité de recherche. Le suivi des étudiants et la lutte contre l'échec ont été renforcés avec l'adoption de la réforme des études en premier cycle. Mais les universités ont aussi multiplié les échanges internationaux, qui imposent la mise en place de stages et de contacts avec les entreprises. En les invitant récemment à

investir dans la formation continue tout au long de l'année, Claude Allègre a ajouté de nouvelles contraintes aux missions traditionnellement assumées dans les établissements.

Des primes pédagogiques et ad-

primer la prime pédagogique prévue pour inciter les enseignants à augmenter leur charge de cours. Pour les présidents, cette prime, d'environ 12 000 francs par an, n'a plus lieu d'être maintenue. Ils lui préfèrent une formule qui pourrait

cond degré (PRAC), dont le nombre a considérablement augmenté. La plupart d'entre eux assurent des enseignements complémentaires aux disciplines fondamentales, notamment en IUT ou dans certaines filières spécialisées.

Selon Claude Allègre, leur rôle devrait même être renforcé notamment en premier cycle. « Les professeurs agrégés sont beaucoup mieux préparés à enseigner les mécanismes fondamentaux aux étudiants de premier cycle que les chercheurs qui viennent d'achever une thèse », avait-il indiqué le 13 novembre. Le ministre avait même avancé l'idée qu'ils puissent être affectés pour partie au lycée et pour le reste à l'université, afin de faciliter la transition des futurs étudiants. Une table ronde réunie au ministère est d'ailleurs chargée d'étudier cette éventualité qui figure parmi les thèmes de réflexion du prochain colloque sur la réforme des lycées.

Pour l'instant, les présidents d'université se sont bien gardés d'envisager des bouleversements majeurs. Leurs propositions visent essentiellement la situation des PRAC qui souhaitent s'investir dans la recherche pour réaliser une thèse et devenir maîtres de conférences. Ils suggèrent ainsi que ces derniers bénéficient d'une décharge de service de moitié - 96 heures comme les enseignants-chercheurs au lieu de 192. Certes, comme l'a reconnu

Bernard Saint-Girons, premier vice-président de la CPU lors d'une conférence de presse le 23 décembre, ces « propositions, qui ne concernent qu'un nombre marginal d'enseignants, ne sont pas de nature à régler le statut des PRAC ». Un groupe de travail a d'ailleurs été chargé par le ministre de l'éducation de réfléchir à l'évolution de leur statut.

« GRANDE PRÉCARITÉ »

Au cours de cette rencontre, les présidents d'université sont revenus sur la réforme des aides sociales attribuées aux étudiants pour réaffirmer « la nécessité d'une refonte globale du système ». Inquiets du développement « de situations de grande précarité » rencontrées par des étudiants en échec, ils souhaitent que le Parlement se prononce rapidement lors d'un débat d'orientation, comme l'a d'ailleurs promis Claude Allègre pour le printemps. La CPU estime toutefois « qu'il est indispensable de traiter conjointement la question du financement des universités [et notamment des droits d'inscriptions] et celle de l'aide sociale ». Une manière, estime M. Saint-Girons, de régler définitivement le dossier délicat des droits « illégaux » perçus par les universités, notamment pour les prestations informatiques.

Michel Delberghe

Effectifs et catégories

● Le nombre total d'enseignants du supérieur était, en 1996, de 70 000 personnes. En dix ans, leur effectif a augmenté de 41 %, si l'on exclut les enseignants du second degré exerçant dans le supérieur.

● Les professeurs d'université, au nombre de 17 600, représentent 25 % de cet effectif. Leur âge moyen est de 52 ans. 13 % seulement des professeurs sont des femmes. Ils sont 7 000 à enseigner en sciences, 3 800 en lettres et sciences humaines, 3 800 également en médecine.

● Les maîtres de conférences sont 28 000, représentant 40 % de l'effectif total. Leur âge moyen est de 45 ans, et 35 % d'entre eux sont des femmes. 14 000 maîtres de conférences enseignent les

sciences, 7 500 les lettres et les sciences humaines.

● Les enseignants du second degré, dont les PRAC, travaillant dans le supérieur sont environ 12 000. Parmi eux, un quart est affecté dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), un tiers dans les IUT et un gros tiers dans les universités. La moitié d'entre eux sont des professeurs agrégés.

● Les attachés et moniteurs, emplois vacataires, sont au nombre de 5 000. Les assistants titulaires (lire ci-dessus) sont 1 800.

● 78 % des enseignants sont affectés dans les universités, 11,9 % dans les IUT et 9,9 % dans les autres types d'établissements (grandes écoles, etc.)

Réunis dans l'Areser, des enseignants prônent « une politique de rupture »

QUE PENSENT donc les universitaires... de l'université ? Difficile question tant est profond le silence de ceux qui sont les premiers concernés - avec les étudiants - par le fonctionnement de l'enseignement supérieur. Certes, à l'occasion de telle ou telle mesure, des enseignants et chercheurs s'expriment : il s'agit bien souvent de défendre une chapelle, un corps, une discipline, un établissement. Cette surprenante absence, dans un débat public général, des universitaires eux-mêmes avait été remarquée lors de l'organisation, en 1996, par M. Bayrou des « états généraux » de l'université.

Ce silence vient opportunément d'être troublé par l'Areser (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche), qui publie une synthèse de ses travaux : *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril*. Ce collectif d'universitaires, auquel participent Pierre Bourdieu, Christophe Charle et Bernard Lacroix, s'est risqué à dessiner les contours d'une réforme d'ensemble de l'enseignement supérieur.

Constatant que « le sort de l'université semble n'inquiéter personne », l'Areser trouve une liberté de ton bienvenue pour dresser un constat peu réjouissant de l'université et de ses enseignants. Diagnostic : « La France fait moins bien que les pays comparables et enregistre des résultats globalement médiocres, en rapport avec une faible effort » : « le corps enseignant est atomisé et démotivé » et cette

« balkanisation » ne favorise pas « l'innovation pédagogique ». Remèdes : « une politique de rupture » doit être mise en œuvre, avec - entre autres - relance budgétaire, « loi de programmation », bouleversement des procédures de recrutement des enseignants et d'administration des universités.

Aux antipodes d'un projet libéral, c'est à une refondation de ce service public que souhaite s'atteler le collectif.

Le premier constat est celui d'un système universitaire à bout de souffle géré par la loi Savary de 1984, devenue largement obsolète. Ainsi en est-il de l'administration, sous le principe de l'autonomie, des universités.

« Un avion sans pilote », résume l'Areser, après avoir décrit minutieusement le fonctionnement d'un établissement et de ses trois conseils.

● **CRISE D'IDENTITÉ**

Le « désinvestissement » des enseignants pour ces tâches de gestion, les querelles entre UFR, la confusion des enjeux qui accompagnent l'élection d'un président d'université... tout cela contribue « à l'opacité des prises de décision » et à une tutelle établie du ministère sur les universités. Dès lors, conclut l'Areser, « l'invocation de l'autonomie est devenue une arme administrative pour justifier le désengagement global de l'Etat ».

A cette maladie bureaucratique répond une « crise d'identité » des enseignants. La politique de recrutement en accordéon suivie depuis les années 60 a fractionné « en catégories hiérarchisées » le corps universitaire. « Des barrières de castes », dit l'Areser, qui dénonce « un nouveau mondoriot » et des

règles de recrutement favorisant « clientélisme » et « localisme ». Comment dans ces conditions améliorer la pédagogie, le travail d'équipe, la mobilité des chercheurs, l'ouverture vers l'étranger ?

Ce sombre constat ne serait pas complet si n'était analysé le « dualisme fondamental » de l'enseignement supérieur. Un système fermé, hautement sélectif : grandes écoles et classes préparatoires ; un système ouvert à tous, l'université, où la sélection par l'échec et le manque de moyens ont amené à créer des « filières refuges ou rebuts ».

« C'est ainsi que les étudiants les plus désarmés sont dirigés vers les formes d'enseignement les moins adaptées à leurs demandes », note l'Areser, qui rappelle que « les taux d'encadrement moyens (des étudiants) n'ont pas retrouvé leur niveau du début des années 70 ».

Les auteurs forcent-ils le trait ? Leurs critiques, pourtant, font écho à des constats tout aussi alarmants venus d'autres horizons. La commission Fauroux, par exemple, avait, en 1996, émis un diagnostic voisin. Et proposé des remèdes qui ne sont pas si éloignés qu'il n'y paraît des mesures préconisées par l'Areser. Dans un cas comme dans l'autre, deux priorités sont mises en avant : la nécessité d'un investissement financier massif de l'Etat ; la redéfinition du statut des enseignants et de leurs missions.

François Bonnet

★ Areser, *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril*. Editions Liberaisons d'agir, 124 pages, 30 francs.

Un chalutier breton disparaît en mer d'Irlande

LES RECHERCHES pour retrouver un chalutier breton, qui a disparu en pleine tempête en mer d'Irlande au large du pays de Galles avec cinq hommes à bord, ont été suspendues jeudi 25 décembre au soir, sans résultat. Toute la journée, deux hélicoptères et un avion de secours ont survolé la zone où le bateau pourrait avoir coulé. Les secours ont été aidés par neuf chalutiers français qui naviguaient dans la zone et qui sont rentrés en début de soirée s'abriter dans divers ports en raison des mauvaises conditions météo. Le Toul-An-Trez, basé à Camaret (Finistère), avait disparu dans la soirée du mercredi 24 décembre et sa balise de détresse avait été repérée vers 20 heures (heure française). Les vents ont soufflé en tempête au cours de la nuit sur la mer d'Irlande, atteignant force 10 dans la zone. Les recherches devaient reprendre, vendredi matin, mais les secouristes ont peu d'espoir, car des débris, notamment un morceau d'une timonerie qui semble appartenir au chalutier disparu, ont été retrouvés près du signal satellitaire de détresse, à environ 32 km au large de la pointe Saint Anne, à l'extrême ouest des côtes galloises.

DÉPÊCHES

■ **PORT-FRÉJUS** : le tribunal de Draguignan a rendu le 23 décembre une ordonnance de non-lieu à l'encontre d'Elie Brun, le successeur UDF de François Léotard à la mairie de Fréjus, mis en examen pour « prise illégale d'intérêts ». Le parquet de Draguignan avait ouvert au printemps 1996 une information à la suite d'une plainte d'un promoteur immobilier, René Espanol, qui s'estimait floué par la mairie dans l'opération immobilière de Port-Fréjus. Dans cette affaire M. Brun était visé au titre d'administrateur de la Société marseillaise de crédit (SMC), partie prenante d'un programme immobilier dans le projet de Port-Fréjus.

■ **RÉFÉRENDUM** : le tribunal administratif de Grenoble a annulé la délibération du conseil municipal de Chabriev-Chavagneux (Isère) autorisant son maire, Gérard Dezempte (RPR), à organiser un référendum sur l'accès des étrangers aux HLM. Le tribunal relève que « seul le représentant de l'Etat est habilité à définir les critères d'attribution des logements sociaux, ainsi que les conditions de leurs réservations ».

Mouvement de grogne persistant dans les IUT

LES INSTITUTS universitaires de technologie (IUT) sont à nouveau en ébullition. Le 16 décembre, les établissements ont organisé une journée de réflexion sur « les IUT du 3^e millénaire ». En réalité, il s'agissait de rédiger des cahiers de doléances à l'attention du ministre de l'éducation nationale. Un nouveau rendez-vous a été fixé pour le mois de janvier. D'ores et déjà, les directeurs n'excluent pas une radicalisation de leur action.

Ce mouvement de grogne n'a rien de commun avec les grèves de 1994 contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP), contre la circulaire Bardet limitant les poursuites d'études l'année suivante, et enfin, en 1996, pour l'adoption d'un plan d'urgence. Le malaise s'inscrit pourtant dans la même lignée. Il traduit l'incertitude dans laquelle se trouvent les IUT quant

à leur rôle dans la formation technologique à bac + 2.

En octobre 1996, un accord avait été obtenu avec les syndicats sur une nouvelle organisation des études. Il prévoyait des modalités de contrôle des connaissances conformes à des programmes redéfinis par les commissions pédagogiques nationales. Peu après, François Bayrou, alors ministre de l'éducation, assurait les IUT d'un plan d'urgence doté de moyens et de postes supplémentaires. Un an plus tard, ce plan a été annulé. Et le contrôle des connaissances a récemment été suspendu par Claude Allègre.

Cette décision a été prise à la suite de grèves sporadiques dans plusieurs établissements. Pour certains étudiants, le nouveau système était jugé trop laxiste. Pour d'autres, il annonçait un renforce-

ment de la sélection dans le passage de la première à la deuxième année et dans la délivrance du diplôme. Ces attitudes contradictoires ont inspiré la volte-face du ministre. Du coup, les directeurs et les chefs de département se retrouvent face à un imbroglio juridique.

DÉCISIONS « NÉFASTES »

La grogne des IUT est également alimentée par plusieurs décisions jugées « néfastes ». De nouveaux postes d'enseignants seront créés en 1998. Mais pas suffisamment, estiment les directeurs, pour compenser une augmentation de 10 000 étudiants en deux ans et respecter les nouvelles normes d'encadrement. En outre, aucun emploi d'administratif n'a été inscrit dans les nouveaux départements d'IUT qui continuent d'être créés.

Enfin, le ministère a décidé d'adopter le principe d'un « bonus-malus » pour dissuader les IUT d'accueillir un trop grand nombre de bacheliers généraux. En cas de dépassement, une pénalité financière sera infligée, tandis que les IUT qui favorisent les bacheliers technologiques seront encouragés. Appliquée dès 1998, cette mesure a été particulièrement mal accueillie. « Nous ne sommes pas hostiles à un débat sur le principe », précise Antoine de Lachellerie, président de l'assemblée des directeurs. Avec le soutien des syndicats d'enseignants, Snesup et SGEN-CFDT, il dénonce l'absence de discussion préalable sur l'application de cette décision qui risque de modifier sensiblement la nature du recrutement.

M. De

Toshiba

199

DISPARITIONS

Toshiro Mifune

Le samouraï qui avait conquis l'Ouest

L'ACTEUR japonais Toshiro Mifune est mort dans un hôpital de Tokyo jeudi 24 décembre, à l'âge de soixante-dix-sept ans (*Le Monde* du 26 décembre).

Grâce à ses premiers rôles chez Kurosawa, qui devaient ensuite lui donner accès à des productions américaines, il aura été le seul acteur japonais ayant conquis, après guerre, une certaine notoriété en Occident. Il était, surtout, un très grand acteur, au registre plus étendu que ne le laisse croire le cliché du samouraï de sabre impassible, et dont le destin fut intimement lié aux péripéties qui ont marqué le cinéma nippon de l'après-guerre.

Toshiro Mifune est né en Chine, à Tsingtao, de parents japonais, le 1^{er} avril 1920. Après avoir suivi des études en Mandchourie et exercé plusieurs petits métiers, dont photographe à Shanghai, il passe cinq ans dans l'armée, jusqu'à la défaite du Japon. Libéré, il se présente aux studios Toho en 1946, dans l'espoir de devenir opérateur, puis tente sa chance à un casting, il est aussitôt embauché comme jeune premier dans *L'Age de la nouvelle folie*, de Kajihiro Yamamoto (1946). L'année suivante, Akira Kurosawa l'engage pour le rôle principal de son premier chef-d'œuvre, *L'Angé ivre*. Le comédien tourne dès lors régulièrement en tête d'affiche, devenant l'un des principaux stars masculines, avec à son actif plus de cent trente films.

Son succès est dû à son incontestable talent, à l'intensité de sa présence, à sa prestance, mais également à son physique comme à son jeu particulièrement occidentalisés. Ce qui se révéla un atout à la fois vis-à-vis du public japonais et des spectateurs occidentaux.

En effet - et c'est un fameux coup de tonnerre dans un univers cinématographique jusqu'ici exclusivement centré sur le monde blanc - en septembre 1950 l'Occident découvre tout à la fois le cinéma japonais, le cinéaste Akira Kurosawa et le comédien Toshiro Mifune, grâce à la projection au Festival de Venise de *Rashomon*, qui reçoit le prix de la mise en scène. De 1947 à 1985, la collabora-

tion entre Mifune et Kurosawa scande leur carrière à tous deux d'une succession de titres inoubliables (et auprès desquels les autres films auxquels participe l'acteur font pâle figure). Dans l'ordre : *L'Angé ivre* (1947), *Le Duel silencieux* (1949), *Le Chien enragé* (1949), *Rashomon* (1950), *L'Idiot* (1951), *Les Sept Samouraïs* (1954), *Le Château de l'araignée* (1957), *La Forteresse cachée* (1958), *Yojimbo* (1961), *Sanjuro* (1962), *Entre le ciel et l'enfer* (1963), *Barberousse* (1965).

MAJESTUEUX ET HUMAIN

De tous les rôles joués par Mifune chez Kurosawa, le plus célèbre est sans doute celui du ronin (guerrier sans maître) écorché des *Sept Samouraïs*. Auparavant, l'interprétation qui a pour la première fois mis en évidence l'étendue de la palette du comédien avait été celle du détective du *Chien enragé*. Mais ce sont peut-être les deux films qui lui valurent des prix d'interprétation à Venise qui mettent le mieux en évidence son talent. *Yojimbo* est un rôle « classique » de guerrier, où il démontre sa capacité à habiter le costume traditionnel comme à l'habitier le film de samouraï tout joyeusement décalé. *Barberousse*, grand mélodrame situé durant les années 20, permet à Toshiro Mifune une splendide interprétation, à la fois majestueuse et très humaine.

Barberousse sera la dernière collaboration entre le cinéaste et son acteur. Depuis le début des années 60, le cinéma japonais change, l'ancien système des studios est mis à mal, auteurs et artistes revendiquent leur indépendance. Kurosawa avait fondé sa propre société de production dès 1959, son acteur en fait autant en créant *Mifune Pro* en 1962, pour laquelle il réalise lui-même l'année suivante *L'Héritage des cinquante mille*. Mais, comme à peu près tout le monde à l'époque, il refuse de soutenir Kurosawa dans le projet qu'il entreprend après *Barberousse*, *Dodô's Caden*, qui sera un échec terrible, menant le cinéaste à une tentative de suicide. La réalisation et le comédien de-

meureront longtemps brouillés, avant de se réconcilier tardivement.

À la fin des années 60, Toshiro Mifune tourne son seul grand rôle sous la direction d'un autre cinéaste japonais, dans *Rebellion*, de Masaki Kobayashi, dont le comédien est aussi le producteur (1967). Mais entre-temps, il est devenu « la » vedette japonaise identifiée en Occident, c'est-à-dire essentiellement aux États-Unis. Alors que le cinéma japonais s'en va peu à peu à vau-l'eau, cela lui vaudra de mener une oisive carrière, où il est hélas le plus souvent confiné aux clichés de l'Extrême-Orient : dans *Grand Prix* (1967), *Soleil rouge* (1971), *Tora Tora Tora* (1973), *La Bataille de Midway* (1975), 1941 (1980), *Armes égales* (1982), sans oublier la série télévisée *Shogun* (1980) ou une tardive apparition dans *Agatiki* (1993). Mais avec la notable exception du beau *Duel dans le Pacifique* de John Boorman (1968), face à Lee Marvin.

Alors qu'il ne tourne presque plus, Toshiro Mifune devient une « icône » du cinéma japonais, respecté et admiré (et dont la mort fut aujourd'hui la « une » de toute la presse de son pays). En 1989, il s'était prêt à la tentative de Kei Kumai de renouer avec le style classique en interprétant avec une admirable rigueur *La Mort du maître de thé*, l'un des films tournés durant la brève période où de grands trusts explorent l'hypothèse de se lancer dans la production. La dernière apparition à l'écran de Toshiro Mifune aura été dans *Picture Bride*, de la jeune Américaine de Hawaii Kayo Hatata, sa présence ayant contribué à rendre possible ce film indépendant, présenté à Cannes en 1994.

Jean-Michel Frodon

■ GIORGIO STREHLER, homme de théâtre italien, fondateur du Piccolo Teatro di Milan, est mort jeudi 25 décembre d'une crise cardiaque à son domicile de Lugano (Suisse). Il était âgé de soixante-seize ans (*Libé* pages 16 et 17).

Anita Conti

Océanologue et écologiste avant l'heure

« JE NE SUIS, disait-elle, qu'une créature solide à travers le vent. » Anita Conti, aventurière des mers, océanologue et écologiste avant l'heure, est morte par une nuit de tempête, le soir de Noël, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans, à son domicile de Donnemenez (Fribourg).

Née le 17 mai 1899 à Erment (Val d'Aoste), Anita Conti, née Caracot-chian, fut une aventurière, une exploratrice insatiable, mais aussi une femme du monde qui croisa des célébrités du siècle, de Pierre et Marie Curie, Blaise Cendrars et Théodore Monod au docteur Schweitzer et à Léopold Sédar Senghor. Formée, ses parents lui avaient donné le goût des voyages, mais aussi celui de l'écriture : « J'ai su nager avant de savoir marcher », se plaisait-elle à rappeler (*Le Monde* daté 15-16 décembre 1996). Elle passa donc la plus grande partie de sa vie sur l'eau, où, plusieurs décennies avant le commandant Jacques-Yves Cousteau, elle sut défendre le milieu marin et contribuer à lancer l'océanologie, alors balbutiante.

Reifeuse d'art, dont le talent - qui fascinait Mac Orlan - est reconnu à Paris, Londres et New York, elle se marie en 1927 avec un attaché d'ambassade, mais l'appel de la mer est le plus fort. Elle parcourt les mers, publie des reportages sur les pires conditions sanitaires des paquebots, des réflexions sur la surexploitation des océans.

« Nous sommes les grands, fugacement passagers, de terres, d'airs et d'eaux qui devront nourrir les futures générations. En conséquence, il faut léguer un domaine correctement entretenu », disait-elle à l'époque. En 1935, elle est engagée à l'Office scientifique et technique des pêches maritimes (ancêtre de l'Ifremer), et participe au lancement du premier navire océanographique, le *Président-Théodore-Jessier*.

Cette reconnaissance officielle est, pour elle, la possibilité de mener sans entraves la vie dont elle a toujours rêvé. « Dès que je mets le pied à bord, je volige. La vie est là », disait-elle. Elle « voltigea » donc inlassablement, de l'Islande à Terre-Neuve, de l'Écosse au Spitzberg. En 1939, elle embarqua sur les dra-

queurs de mines en Manche et en mer du Nord. Pendant cinq mois, elle met sa connaissance des courants au service des hommes qui, à bord de chalutiers de bois réquisitionnés pour la circonstance, sont chargés de désamorcer les mines magnétiques mouillées par les Allemands.

AVEC LES TERRE-NEUVES

Elle passe ensuite en Afrique, chahute les mers chaudes avec les pêcheurs résistants pour ravitailler les armées alliées. Chargée par le gouvernement d'Alger, en 1943, d'étudier les techniques de pêche traditionnelles du littoral ouest-africain, elle prospectera ensuite les côtes du continent noir pendant plus de dix ans. Parallèlement, elle crée, en 1946, une pêche de requins en Guinée, à Conakry, s'inspire du savoir-faire nordique pour améliorer les techniques locales de fumage du poisson.

Son travail d'étant pas reconnu par les autorités locales, elle doit rentrer en Europe. En 1952, elle embarque sur le chalutier-sauteur *Bols-Rosé* pour partager, à cinquante-trois ans, la dure vie des pêcheurs de Terre-Neuve, filme et photographie les campagnes mortuaires dans le Grand Nord. Elle en tirera un best-seller : *Racleurs d'océan*, qui sera suivi d'autres ouvrages.

■ ANTUNES DA SILVA, écrivain portugais, l'un des principaux représentants du néoréalisme, est mort dimanche 21 décembre à Lisbonne. Il était âgé de soixante-seize ans. Originaire de l'Alentejo, Antunes da Silva a consacré pratiquement toute son œuvre, de romancier et de poète, à cette province du Sud à la lutte des paysans contre les grands propriétaires terriens et pour une réforme agraire. Il fut plusieurs fois arrêté par la police politique du régime salazariste. Citons parmi ses principaux romans *Gaimitria* (1946), *Suao* (1960), *Alentejo e Sangue* (1966) et *Terras Velhas Semeadas de Novo* (1976). Il a également publié de nombreux articles dans plusieurs revues et journaux portugais.

■ *Géants des mers chaudes* (1957), *L'Océan, les Bêtes et l'Homme* (1971). Des récits réalistes et pédagogiques, mais aussi poétiques et lyriques, à la gloire de ces hommes « debout dans la mer ».

À l'âge de soixante ans, toujours aussi passionnée, elle menait encore des expériences d'aquaculture en Italie. Elle naviguera jusqu'au bout de ses forces, à soixante-dix ans passés. Fatiguée, très malade depuis l'été dernier, où elle avait été atteinte d'une attaque cérébrale qui l'avait privée de la parole, Anita Conti s'était installée il y a cinq mois à Donnemenez.

Avec l'Association regroupant les amis de l'exploratrice, la municipalité du port breton entendait mettre en valeur ces fabuleuses archives : 40 000 photographies, une dizaine de films, des carnets de bord, de la correspondance, etc. En février, les éditions Revue Noire doivent publier un livre avec 200 de ses photographies.

L'emplacement de ses admirateurs amassés la vieille dame. Restée aventureuse dans l'âme, elle préférait le présent au passé, amoureuse de « la vie en marche, même sur le point de mourir ». Vivre, disait-elle, c'est très surprenant. Tout passe, rien ne reste, et c'est ravissant...

J.-P.D.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Scène, désormais, dans la vie.

Nicole, Georges ROSTAND

annonce la naissance de son troisiéme et unique, quarantième et quarante et uniéme enfant-petit-enfant.

le 16 novembre, de

Louis,

petit frère de

Jehanne, Marie-Claire et Claire-Bernadette,

chez

Vincent et Christelle ROSTAND,

le 4 décembre, de

Victor,

petit frère de

Agathe et Oriane,

chez

Blandine et Bruno DEVAUX,

le 9 décembre, de

Barbara,

petite sœur de

Romain, Muriel, Rosée et Myriam,

chez

Renaud et Marie-Claire PELISSIE DU RAUSAS.

Not abonnés et nos actionnaires, bénéficiez d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Sans fleurs ni couronnes.

Décès

— Brigitte Saint-Maurice et Constantine Constant.

Le docteur et M^{me} Pierre Constant, Bernard et Elzine Constant, et leurs enfants.

Claude et Jeanine Saint-Maurice et leurs enfants.

Marie-Paule Messenger et ses enfants.

René Saint-Maurice, Marie-Claire Loreux et ses enfants.

— Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise CONSTANS,

épouse de

Michel SAINT-MAURICE (†),

survenu à Paris, le 23 décembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 décembre, à 15 heures, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux.

— Les familles Bpis, Mallozzi, Pizzoli,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre MALLOZZI,

diplômé du CNAM,

survenu le 21 décembre 1997, à l'âge de cinquante-trois ans.

La bénédiction aura lieu le lundi 29 décembre, à 13 h 45, au funéraire du Mont-Valérien, suivie de l'incinération au cimetière des Ulis.

Sans fleurs ni couronnes.

— Yvette Ferrand, Damien Ferrand, Annie Mercier et Henri, Arlette, Henri Belleney, Françoise, Jacques Belleney et Céline.

Ariane Belleney, Lin, Véronique Belleney et Wendell, Florian, Sylvain, Remy, Amick Belleney et Céline, Florie.

Priscille Belleney, Et les familles Ferrand, Belleney, Belleney, Bourdin, Ragoucy, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Guy FERRAND,

survenu le 19 décembre 1997, à l'âge de cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Stéphane Emmanuel, le lundi 29 décembre, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue Achille-Peretti, à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Ferrand, Belleney, 115, rue de Reuilly, 75012 Paris.

Famille Mercier, 40, rue du Pénit, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

Famille Belleney, 11, rue Paul-Padé, 92140 Châtenay.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Christine Roussel, sa femme.

Ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M. Jean-Paul ROUSSEL,

survenu le 22 décembre 1997.

Un service sera célébré le lundi 29 décembre, à 17 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7.

1, avenue de Tourville, 75007 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

— M. et M^{me} Michel Orfouli, leurs enfants et petits-enfants.

M^{me} Louis Simon de Broochberg, ses enfants et petits-enfants, ses enfants et belle-fille.

M. Pierre Benelli, son beau-frère.

M^{me} Jean Benelli, sa belle-sœur.

M^{me} Pauline Cane, sa cousine.

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Paul ORDIONI

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, et 1939-1945.

survenu le 24 décembre 1997, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 décembre, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue Achille-Peretti, à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Benteaux-Dumas, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Christine Roussel, sa femme.

Ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M. Jean-Paul ROUSSEL,

survenu le 22 décembre 1997.

Un service sera célébré le lundi 29 décembre, à 17 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7.

1, avenue de Tourville, 75007 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

— Antoine Tournemelle, son fils, Sera Tournemelle, sa mère, Françoise Lancelotti.

Et tous ses amis qui l'aimaient, ont la douleur de faire part du décès de

Frédéric TOURNEMELLE,

survenu à Paris, le 18 décembre 1997, à l'âge de quarante-six ans.

L'inhumation aura lieu le lundi 29 décembre, à 11 h 15, ou se réunira à la porte principale du cimetière du Montparnasse (3), boulevard Edgar-Quipet, Paris-14^e.

65, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris.

120, rue Montmarie, 75002 Paris.

Anniversaires de décès

— Il y a sept ans disparaissait

Adrienne TOURAINE,

née ARENAS.

Aleix Mariel, Philippe Touraine, Michel, Alexandra, Gabriel, Andréa Reveyrand, Isabelle Touraine.

Les familles Touraine, Arenas, Pierquin et Cornet vous demandent une pensée pour celle qui a illuminé leur vie.

Communications diverses

— L'INALCO (LANGUESO)

propose cours du soir en arabe vietnamien-russe-chinois

Modules 40 h (2 x 2 hebdo)

à partir de fin janvier 98.

Contact Formation continue

01-49-26-42-31 (59) (81)

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

Le Monde

À LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO

Autour du Monde

LCI

Le samedi à 22h30 et à 16h10

Le dimanche à 12h10 et à 23h10

Le Grand Jury

RTL-LCI

Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire

Le chaîne HISTOIRE

Les vendredis à 21h, samedis à 13h

mercredi à 23h, samedis à 19h

et jeudi à 17 heures

Le Grand Débat

FRANCE CULTURE

Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois

à 21 heures

A la « une » du Monde

REF

De lundi au vendredi

à 12h45 (heure de Paris)

1997 - 1998

Quels événements, quelles personnes ont marqué l'année qui s'achève ?

Que nous réserve celle qui vient ? Avec une sélection des meilleurs dessins de Plantu parus en 1997.

Un cahier de 8 pages à lire lundi 29 daté mardi 30 décembre dans *Le Monde*

HORIZONS

REPORTAGE

Les écolos guerriers du Kent

DE Glasgow où il est né il y a presque quarante ans, Billy a gardé l'accent, mais aucune nostalgie. Billy aime pas les villes. Il n'y va que de temps en temps, pour toucher l'allocation-chômage. Agé de quarante-deux ans, Edwina a, elle aussi, largué les amarrés, quittant les faubourgs de Douvres au début de l'automne. Pour rejoindre Billy et la bande de West Wood. Elle n'en plus n'aime pas les villes. Trop de béton, trop de contraintes, trop de solitude. « Ici, en pleine campagne, on se sent bien. Et puis il n'y a rien de tel qu'un bon feu de bois, non ? », s'exclame Billy, en posant un fagot sur les braise qui tapissent le fond du foyer – un grand trou, creusé dans le sol. La fumée envahit aussitôt la cabane, fermée seulement sur trois côtés.

A 13 heures, le ciel pluvieux peud comme un chiffon triste au-dessus des arbres rouillés et des buissons de ronces. La brume crêpe doucement sur les baches en plastique. Dans un coin de ce « living room » improvisé, sommairement meublé d'objets de récupération, un réfrigérateur en panne sert de garde-manger. Deux ou trois autres tentes, petites huttes rondes couvertes du même plastique bleu vif, sont dispersées aux alentours. Ce sont les chambres. A l'entrée du campement, des ficelles ont été tendues en travers du sentier : des boîtes de conserve y sont accrochées, afin de prévenir les arrivées inopportunes. Tous les moyens sont bons, même les plus dérisoires, pour protéger le site. Canterbury et ses cars de police ne sont qu'à une demi-heure d'ici.

Combien sont-ils, en ce début d'hiver, à jouer les sentinelles dans le bois de West Wood, au cœur de la forêt de Lymping, dans la région du Kent ? Pas plus d'une soixantaine, répartis en sept ou huit campements aux ooms cosmopolites. Celui d'Edwina et Billy porte celui d'un dieu grec, Kalros, symbole de la chance, choisi par l'inventif Andy, un ancien prof d'anglais rallié à la cause des *eco-warriors* (« éco-guerriers ») et autres *road protesters* (qui manifestent contre la construction de routes), célèbres en Grande-Bretagne depuis le début des années 90. Ces « Pleds Nickels » de l'écologie, surgissant en hordes hétéroclites dès qu'apparaît un bulldozer, sont devenus la coqueluche de la presse londonienne et la bête noire des sociétés de travaux publics et du ministère des transports. La saga des squatters de West Wood est exemplaire de ce nouveau mouvement social, qui proclame son opposition à « l'idéologie de la compétition et du chacun pour soi », selon l'expression de l'historien Théodore Zeldin, et combat les « lobbies de la bagnale et du béton, faiseurs de mart et de laideur », comme l'assène le jargon militant.

Dans le Kent, la compagnie privée Rank a reçu, en mars, le feu vert des autorités pour bâtir, dans la forêt de Lymping, un « village Oasis », immense complexe touristique avec lac artificiel, villas et bungalows de luxe par centaines, restaurants chics et terrain de golf. La contre-attaque des *eco-warriors*, accourus des quatre coins du Royaume-Uni pour occuper le site et « sauver la forêt », a mis un terme provisoire aux plans de la compagnie. Si les patrons de Rank ont le droit pour eux, déloger ces éternuements – dont le nombre peut passer du simple au triple en l'espace de quelques heures – risque de prendre énormément de temps et d'argent. Les rois du béton ont, jusqu'à présent, préféré temporiser.

« Ce camp-là s'appelle « Bastards » ("Salauds") parce qu'il est le plus proche du chemin par où arrivent les voitures de flics, explique Billy. Quand ils se pointent, c'est ce qu'on leur crie. » Jusqu'à présent, concède-t-il, les patrouilles de police se sont contentées d'effectuer des contrôles d'identité. « N'empêche que c'est du harcèlement ! », grommelle le gentleman-chômeur, arpentant d'un pas rogue la clairière bordée de chênes et de bouleaux. Plus loin, un autre camp a

été baptisé « Forteresse ». Un autre encore, « Astérix ». Partout se retrouvent ficelles et boîtes de conserve. Mais le plus astucieux, le plus spectaculaire, dans l'étrange machine de guerre mise en place par les étranges Robin des bois du Kent, on se devine pas dès l'abord. Il se niche sous la terre ou au falte des arbres.

Billy s'est accroupi pour écarter l'épais branchage qui cache l'accès au « tunnel » du camp Astérix. Une protection précaire, « mais chaque minute perdue par les assaillants est une minute gagnée pour organiser la riposte », assure le rebelle de Glasgow. A quoi servent ces gros trous dans la terre ? A s'y enfouir, bien sûr ! Une fois descendu par une échelle de corde au fond du souterrain – d'une profondeur de 3 mètres, voire de 5 ou 6 – l'écolo-guérrillero glisse ses bras dans une étroite galerie.

L'opinion britannique la cause des *eco-warriors*, ces trublions hirsutes prêts à braver le froid, la boue et la répression policière pour les beaux yeux d'un cerf ou la splendeur d'un chêne.

« C'est en voyant les reportages à la télé, il y a un an, que l'envie m'est venue de taut plaquer et de rejoindre les gens de Newbury », raconte un jeune dégingandé aux cheveux longs, portant bouc, lunettes et bob kaki. « A l'époque, je cherchais du boulot, c'était galère », ajoute-t-il. Agé de vingt-huit ans, cet ancien étudiant, licencié en informatique et statistiques, habite West Wood depuis le

les rigueurs glacées d'un hiver britannique. Adam rêve à voix haute du Portugal et du Maroc. Expert en varappe, le jeune routard, en attendant des aventures plus exotiques, initie ses camarades à l'art de grimper aux arbres. Certains en ont besoin, d'autres non. Louise, *eco-warrior* de la première heure, a construit sa cabane au sommet d'un arbre, sans l'aide de personne. Elle y a installé un poêle en prévision des mauvais jours. C'est là qu'elle vit, avec son compagnon. Un vieux chieco, à moitié

sourd, leur sert de gardien. « Au sommet d'un arbre, on a beaucoup plus chaud qu'à terre, et c'est toujours humide et froid », commente Billy, une pointe de regret dans la voix. Une bonne dizaine de *tree houses* (« maisons dans les arbres ») ont été installées à West Wood. « D'ici, je vois le pub », peut-on lire sur une banderole accrochée à l'un de ces curieux tpis des cimes.

« C'est aux Etats-Unis que les premiers mouvements d'*eco-warriors* sont nés – avec la création d'Eorh

mettre à l'actif des mouvements de protestation. « De 23 milliards de livres en 1992, on est descendu à 6 milliards en 1996 et à moins de 4 milliards aujourd'hui », précise-t-il. Pour lui, il n'y a aucun doute : la révolte des *eco-warriors* « est le mouvement révolutionnaire le plus important, en Europe de l'Ouest, depuis ces cinquante dernières années ».

En France, la vague arrive timidement. Présents sur Internet (<http://www.imagine.fr/~oaofof/ecoguerriers.html>) et dans la forêt de Fontainebleau, les éco-guerriers de l'Hexagone ont, jusqu'à présent, limité leurs performances à quelques opérations de sabotage contre des véhicules de l'Office national des forêts (ONF). Ces actions d'éclat avaient coûté quelques semaines de

Devenus, depuis 1990, la coqueluche de la presse britannique et la bête noire des entreprises de travaux publics, les « eco-warriors » s'opposent, pacifiquement, aux projets d'aménagement qui défigurent le paysage. Ils vont même jusqu'à résister sous terre

creusée à l'horizontale dans la paroi. A l'intérieur a été installé un tuyau en plastique, d'où pend une menotte : il ne reste à l'enterré volontaire qu'à coincer son poignet dans la menotte, pendant qu'un de ses camarades achève d'immobiliser l'ensemble du dispositif en injectant dans la galerie des pelletes de béton. Le résultat est d'une efficacité redoutable. Selon la taille de ces « terriers », il faut compter « entre une et six heures » pour dégager, sans le blesser, l'enchaîné du sous-sol. L'un des plus célèbres *eco-warriors* du pays, champion de la spécialité, en a d'ailleurs tiré son nom de guerre : Swampy (« Marécageux »).

En 1996, dans la région de Newbury, théâtre d'une des plus gigantesques batailles écolo qu'ait connues l'Angleterre, plusieurs centaines de policiers et de gardes de sécurité avaient dû être mobilisés pour « nettoyer » le site – prévu pour la construction d'une route à grand trafic. Accrochés aux arbres, bétonnés sous terre, attachés aux machines, des centaines d'opposants s'étaient relayés, jour et nuit, afin d'entraver l'ouverture du chantier. L'évacuation avait duré près de huit semaines et coûté au gouvernement plusieurs millions de livres. Cette « superproduction » militante, largement couverte par les médias, avait contribué à faire connaître à

mois de mai. Répondant au surnom de Wizard (« Magicien »), cet amateur de raves et de poésie classique partage ses temps entre le creusement de tunnels – « A la langue, je suis devenu un spécialiste ! » – et ses livres. Wizard loge dans une petite caravane, « offerte par un type du village ». Il est l'un des seuls à connaître le nom des arbres. Le soir, il lit Chaucer ou Beethoven à la lueur de sa lampe à pétrole. Quand il en a assez de jouer à l'ermite, il pose sa pioche et va se reposer chez lui, dans le Sussex, où ses parents tiennent une petite ferme. « Mes sœurs me soutiennent, ma mère aussi, même si elle est anxieuse de me voir mener cette vie-là, sourit-il. C'est vrai, on est les héritiers des hippies et des punks. C'est un drôle de cocktail ! »

Comme Edwina et Billy, comme Alex et sa bande, adolescents en rupture de ban, aux narines et aux lèvres percées de multiples anneaux, comme Martin le nomade ou Andy l'intello, Wizard le poète a décidé de passer l'hiver à West Wood, par « layauté vis-à-vis de la forêt ». Tel n'est pas l'avis d'Adam, un géant canadien d'à peine dix-neuf ans. Pour ce « voyageur » des temps modernes, descendant de Kerouac, il n'était pas question de subir, même pour la bonne cause,

First (« La Terre d'abord »), un groupe très radical », note le journaliste Danny Penman, un spécialiste « de l'environnement et de l'underground » parmi les plus connus de la presse d'outre-Manche. Pourquoi est-ce au Royaume-Uni que ces mouvements se sont développés de manière aussi spectaculaire ? Question d'histoire et de mémoire, explique George Monbiot, universitaire, professeur d'environnement à Oxford : « Depuis le XVIII^e siècle, les campagnes du royaume ont été systématiquement vidées de leurs populations rurales, au profit des gros propriétaires : c'est la fameuse « enclosure » décrite par les historiens, souligne-t-il. Aujourd'hui, revendiquer le respect de la nature est une manière d'exiger sa place dans la vie de la nation. Depuis Margaret Thatcher, notre société connaît un terrible mouvement d'exclusion sociale. Et il ne semble pas que les choses aient changé avec Tony Blair. Si l'on ajoute à ce tableau les destructions que les grosses compagnies ont infligées au pays, sous couvert de « développement », on comprend mieux la réaction de ces gens. »

La popularité des *road protests* est telle que certaines entreprises britanniques, comme le groupe Tarmac, ont intégré dans leur stratégie cette nouvelle donnée. Un « jury d'experts indépendants » a ainsi été mis en place par la direction de Tarmac afin d'« améliorer » les projets du groupe et d'« évaluer » le bilan critique. Selon l'universitaire George Monbiot, la réduction massive du budget des travaux publics – dont une part importante est réservée à la construction des routes et autoroutes – est à

prison, durant l'hiver 1994, à trois d'entre eux. Cet automne, les éco-guerriers ont récidivé : les grilles de la réserve de chasse présidentielle de Marly-le-Roi (Yvelines) ont été arrachées, ce qui a permis à une partie des faisans – théoriquement promis aux fusils des hôtes du chef de l'Etat – de prendre la clé des champs. « La terre est première et mère de toute vie », proclame l'article premier de la Déclaration des droits de la terre et des espèces des éco-guerriers parisiens, pour qui « l'Homme, en tant qu'espèce », n'est qu'un « membre parmi d'autres » de la grande « communauté » terrestre. « Le plus dingue, ce sont les ravages commis par les industriels et l'artificialisation à outrance de tous les milieux naturels, souligne l'un de ces guerilleros anonymes. Bientôt, on n'aura plus que des images virtuelles de la nature ! »

Au rythme – accéléré – où se développe, en France comme au Royaume-Uni, un sentiment de désenchantement à l'égard de la politique et des partis traditionnels, il n'est pas insensé de prévoir un bel avenir à ces nouveaux adeptes de la contestation sauvage. « Envoyer des communiqués au journal et ça ne sert à rien. Au moins, quand on fait une action commando, on se marre ! », résume l'un d'eux. En Grande-Bretagne, lors d'une conférence de presse, un journaliste demanda à Swampy pourquoi lui et ses camarades ne suivaient pas les « voies normales » pour s'exprimer et préféraient narguer la loi. « Si je m'étais contenté d'écrire à mon député, répondit l'insolent, est-ce que vous seriez tous là, aujourd'hui, à écouter ce que je dis ? » A West Wood, comme à Fontainebleau, la leçon a été entendue.

Catherine Simon
Dessin : Jean-Pierre Cagnat



ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 27 DÉCEMBRE 1997

BILAN La reprise de la consommation, tant annoncée depuis la rentrée, semble s'être confirmée dans les magasins à la veille des fêtes. ● LE CHAPON, soutenu par

un matraquage publicitaire, est en train de rattraper la sempiternelle dinde, au menu des repas de Noël. ● LES BIENS de consommation durables prennent cette année leur

revanche sur l'automobile, qui avait été choyée par les gouvernements Balladur et Juppé, entre 1993 et 1996 : la baisse de 20 % des ventes de voitures a en partie pro-

fité aux autres produits. ● LE TÉLÉPHONE MOBILE a battu tous ses records, avec plus de 700 000 ventes sur la fin de l'année, et le cap des cinq millions d'abonnés franchi.

● LES JEUX VIDÉO font plus que jamais, en 1997, figure de rouleau compresseur sur le marché du jouet, mais aussi auprès des jeunes adultes.

L'électronique grand public domine les ventes de Noël

Téléphone mobile, micro-ordinateurs, CD-Rom, jeux vidéo sont parmi les cadeaux les plus demandés en 1997. La baisse du marché de l'automobile a profité en partie aux autres biens de consommation durables

UN SONDAGE commandé à l'institut Ipsos par les Galeries Lafayette à la veille de Noël affirmait : seuls 3 % des Français prévoyaient d'acheter leurs cadeaux « dans l'urgence », soit « la veille ou le jour même du réveillon ». Un bon tiers des consommateurs commencent à acheter leurs cadeaux un ou deux mois avant le jour J, et 39 % entre un mois et une semaine. Pourtant, les magasins ont observé ces derniers jours la traditionnelle ruée des clients. « Ce devait être un "gras 3 %" », ironisait un vendeur, débordé, dans un magasin parisien, le 24 décembre dans l'après-midi.

Chapon, téléphone mobile, jeux

vidéo, micro-informatique : le hit-parade des ventes de Noël 1997 ressemble à celui de 1996... en plus frénétique. Aux rayons alimentaires d'Auchan ou de Carrefour, on le confirme : le chapon, fermier de préférence, est en train de rattraper l'éternelle dinde de Noël, même si celle-ci fait encore la course en tête. Le matraquage publicitaire pratiqué par les éleveurs de chapons a apparemment porté ses fruits.

En matière de repas de fête, les consommateurs sont en quête de simplicité et d'authenticité. Le tout nouveau leader mondial du foie gras, Rougié-Palmilord, observe cette année une demande de

« foies crus entiers à cuisiner », tandis que, pour les huîtres, les appellations (Marennes, Normandie...) et les systèmes d'ouverture facile sont plébiscités.

Mais l'année 1997 a surtout un petit parfum de revanche des biens de consommation durables sur l'automobile. Celle-ci, choyée par les gouvernements Balladur et Juppé, entre 1993 et 1996, a connu, après l'arrêt des primes à la casse, fin 1996, son année la plus noire depuis 1974, enregistrant en 1997 une baisse de plus de 20 % des immatriculations, soit 300 000 voitures. Un manque à gagner de quelque 20 milliards de francs... pas perdus pour tout le monde.

« Cela a libéré des marges budgétaires dans les foyers, ou profit d'autres produits », observe Robert Rochefort, du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc).

Dans l'électro-ménager, on distinguait jusqu'à récemment deux domaines : le blanc (machines à laver, réfrigérateurs...) et le brun (hi-fi, télé, vidéo...). On assiste depuis deux ou trois ans à l'émergence d'un troisième secteur, baptisé « gris » par les professionnels, couvrant la micro-informatique et le téléphone mobile. Ce dernier a vu s'amplifier le succès déjà observé en 1996 : au moment des fêtes, 700 000 à 800 000 nouveaux abonnés auront rejoint la foule déjà nombreuse des usagers de téléphones mobiles. Là encore, la publicité massive des opérateurs a été déterminante. « Mais elle ne peut pas imposer à elle seule un produit », tempère M. Rochefort. Aujourd'hui, la capacité de décodage et de résistance du consommateur est grande. La publicité assoit le succès des produits qui ont déjà décollé. C'est le cas du « mobile », qui compte désormais quelque cinq millions d'adeptes en France.

Les micro-ordinateurs, eux, ne sont pas des nouveaux venus. Mais ils ont trouvé une nouvelle dynamique en 1997 grâce à trois phénomènes. D'abord leur entrée massive dans les linéaires des grandes surfaces, qui ont contribué à leur démocratisation en même temps qu'à la baisse des prix. Ensuite, la popularisation d'Internet, qui sort progressivement le multimédia de son ghetto branché. Enfin, le foisonnement de créativité des fabricants de logiciels, qui a donné un coup de fouet

à la vente de CD-ROM, culturels ou éducatifs, mais aussi de jeux. Le micro est en passe de devenir le premier concurrent de la console de jeu.

Les jeux vidéo font encore en 1997 figure de « véritable rouleau compresseur sur le marché du jouet », affirme François Loizel, chef de groupe jouets à la centrale d'achats d'Auchan. Après une première vague, vite retombée, au dé-

but de la décennie, lors de l'arrivée de Sega et Nintendo, un nouveau duel a relancé ce marché : Sony Playstation contre Nintendo 64. Avec un avantage au premier, « qui sait mieux commercialiser des produits grand public et a développé un marketing ciblé sur les adultes autant que sur les adolescents », analyse un représentant de Micro-

mania. Près de 2 millions de consoles, de toutes marques, se seraient vendues en 1997 en France, dont un tiers au moment des fêtes. Si l'on y ajoute deux ou trois logiciels de jeux par console, le marché frôlerait les 3 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Le Credoc veut voir dans cette

bonne tenue des ventes de Noël la

confirmation de la reprise de la

consommation observée depuis la

rentrée. « Les gens avaient annoncé

César à la conquête du monde

César, l'empereur français du masque et de la panoplie, a choisi l'offensive. Le 31 octobre, en pleine nuit d'Halloween, la PME de Saurm (265 millions de francs de chiffre d'affaires prévu en 1997) signait un protocole de rachat du numéro deux américain du déguisement, Disguise (300 millions de francs de chiffre d'affaires), se propulsant ainsi au premier rang mondial de la spécialité. C'est la quatrième acquisition réalisée par le PDG de César, Richard Roizen, depuis 1990.

Objectif : mieux s'intégrer aux traditions locales et s'affranchir de la trop grande saisonnalité de l'activité. En France, 75 % des ventes de déguisements se réalisent autour de Noël. En Espagne, en Italie, et surtout en Europe du Nord, la période du carnaval, en février, est plus importante. Aux États-Unis, c'est Halloween qui génère le gros de l'activité : Disguise réalise 100 % de son chiffre d'affaires à cette époque. M. Roizen se félicite de l'émergence de cette fête dans la tradition française, tout en se défendant d'être un cheval de Troie de la culture américaine : « C'est une fête qui a toujours existé », affirme-t-il. D'ailleurs, s'il est détenteur des grandes licences américaines (Disney, Warner, etc.), César reconnaît que les grands classiques de la panoplie sont éternels, à l'image de leurs héros : la princesse, Ivanhoé, Zorro...

but de la décennie, lors de l'arrivée de Sega et Nintendo, un nouveau duel a relancé ce marché : Sony Playstation contre Nintendo 64. Avec un avantage au premier, « qui sait mieux commercialiser des produits grand public et a développé un marketing ciblé sur les adultes autant que sur les adolescents », analyse un représentant de Micro-

qu'ils ne dépendraient pas beaucoup, mais ils n'ont apparemment pas tenu parole, déclare M. Rochefort. Le désir de consommer semble être revenu, avec une tendance nette à mêler plaisir et utilité. « Rares sont les vœux de « bonne année » ont eu autant de chances de se réaliser qu'en 1998... »

Pascal Galtier

700 000 téléphones portables vendus pour les fêtes

LES TROIS OPÉRATEURS de téléphonie mobile, France Télécom, SFR (groupe Générale des eaux) et Bouygues Télécom s'octroient pas à pas pour les fêtes, les ventes de portables ont dépassé leurs prévisions les plus optimistes. A la veille de Noël, ils estimaient entre 700 000 et 800 000 le nombre des nouveaux abonnés rattachés à l'un de leurs réseaux pendant le seul mois de décembre. Le taux d'équipement des Français en téléphones mobiles devrait ainsi atteindre 9 % à la fin de l'année, soit 5 millions d'abonnés.

« C'est un phénomène de société », assure Marie-Pierre Stiblat, directrice de la publicité de SFR, qui souligne que les ventes de décembre représentent le double de celles de novembre. « On a multiplié les campagnes de promotion, reconnu-elle, mais le bouche-à-oreille a aussi fonctionné. Le téléphone portable n'est plus perçu comme un gadget, on ne peut plus s'en passer. » Si les cadres l'ont depuis longtemps plébiscité, ce sont maintenant « les mères de famille qui l'adoptent, pour s'assurer de la sécurité de leurs enfants, et pour la liberté de mouvement qu'il procure ».

Chez France Télécom, dont le réseau Itinère a gagné environ 400 000 nouveaux clients dans le mois, on se félicite d'approcher désormais les 3 millions

d'abonnés. Chez Bouygues Télécom, on se frotte aussi les mains. Selon son porte-parole, Hugues de Jessey, les objectifs de 1997 auront été dépassés de 50 % : au lieu des 300 000 abonnés supplémentaires espérés cette année, le dernier-né des opérateurs aura enregistré entre 450 000 et 500 000 clients supplémentaires.

GRAND PUBLIC

Pour M. de Jessey, Bouygues n'est pas pour rien dans l'explosion des ventes en cette fin d'année. « Dans tous les pays, l'arrivée d'un troisième opérateur a été un élément déclencheur, affirme-t-il. En ce qui nous concerne, nous sommes arrivés à un moment où le marché français était encore arriéré. Nous avons attaqué le marché d'une façon différente des deux autres opérateurs, en ciblant le grand public, et en faisant une offre compatible avec ses attentes, par le biais du forfait. » Dans un marché réputé pour l'apreté de la concurrence qui y règne, une fois d'est pas coutume : chacun se congratule pour cette année « fabuleuse pour les trois opérateurs ».

Anne-Marie Rocco

NEC injecte de nouveau des capitaux dans Packard Bell

NIPPON Electric Company (NEC) paye cher ses ambitions mondiales dans la micro-informatique. Le groupe japonais va devoir injecter 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs), sous forme de prêt, dans Packard Bell, société américaine qui regroupe l'ensemble de ses intérêts dans l'informatique personnelle hors du Japon. NEC, qui avait déjà investi 873 millions de dollars dans Packard Bell, augmentera également sa participation de 19,8 % à 49 % en transformant des actions qu'il détenait, en prêt, dans Packard Bell, qui ne détenait pas de droit de vote.

NEC devient ainsi l'actionnaire prépondérant de Packard Bell, dans lequel il était entré en août 1995. Les autres actionnaires voient leurs parts se réduire : les

fondeurs, qui contrôlaient encore juridiquement la société, ont conservé que 38,38 % tandis que le français Bull, qui détenait 19,8 %, voit sa part tomber à 12,62 %. Le Français garantira à hauteur de 20 % le prêt fourni par NEC à Packard Bell.

COOPÉRATION

Les liens entre ces trois entreprises sont anciens. NEC détient 17,7 % du capital de Bull. Le français dispose d'un accord de coopération avec Packard Bell depuis que ce dernier lui a racheté Zenith Data Systems (ZDS), constructeur de micro-ordinateurs qui a accumulé énormément de pertes. Numéro deux de la micro-informatique aux États-Unis, derrière Compaq, Packard Bell connaît une forte crois-

sance, mais n'a jamais obtenu une rentabilité satisfaisante.

Si NEC est amené, aujourd'hui, à racheter Packard Bell, c'est parce qu'il mise sur ce partenariat pour devenir, dans les années qui viennent, le numéro un mondial de la micro-informatique. Mathématiquement, il est actuellement le numéro deux, avec 10,2 % de part de marché, contre 10,3 % pour Compaq. Mais ce résultat traduit surtout son poids sur le marché japonais, qui a été longtemps totalement fermé aux produits étrangers. Le groupe, qui dispose d'une grande puissance industrielle et financière, espère s'imposer sur le marché mondial grâce à Packard Bell, sa tête de pont américaine.

A.-M. R.

Iberia pourrait être privatisée en 1998

EN 1998, Iberia pourrait être intégralement privatisée si le redressement de la compagnie aérienne se confirme et si les conditions du marché le permettent. Au plus tard, la privatisation aura lieu au premier semestre 1999. Dès février ou mars 1998, British Airways et American Airlines, avec lesquelles la compagnie espagnole a conclu un accord de coopération cet été, prendront chacune 5 % à l'occasion d'une augmentation de capital de 20 milliards de pesetas (800 millions de francs), à laquelle souscrit également l'État. Celle-ci constituera la seconde partie de sa recapitalisation - Iberia a déjà reçu 87 milliards de pesetas, - acceptée par Bruxelles en échange d'un plan de restructuration sévère : gel des salaires, réduction des effectifs, désengagement progressif de la compagnie argentine Aerolineas. Reste toutefois

une interrogation : Bruxelles n'a-t-elle pas donné son feu vert à l'alliance entre British Airways et American Airlines ?

Entre 25 % et 30 % des actions d'Iberia seront vendues à des investisseurs espagnols ; entre 55 % et 60 % seront par ailleurs l'objet d'une mise en Bourse, enfin, 5 % à 7 % des actions seront créées aux salariés qui, en contrepartie, accepteront une baisse de leur rémunération. La valorisation d'Iberia n'est pas connue. Mais selon certains analystes la vente d'Iberia devrait rapporter plus de 20 milliards de francs à son actionnaire, la holding publique SEPI (Société d'Etat de partici-

pations industrielles) - soit la moitié des recettes de privatisation prévues l'an prochain.

Avec un résultat net de 3,37 milliards de pesetas en 1996, Iberia a renoué avec les bénéfices pour la première fois depuis 1989. En 1997, elle devrait gagner 11 milliards de pesetas. La direction d'Iberia, qui a mis en place un nouveau plan d'économies pour la période 1997-1999, prévoit d'améliorer encore ses résultats. Réduction des coûts de 3 % par an et amélioration de la productivité de 20 % sur ces trois ans sont à l'ordre du jour.

V. Ma

Taiwan cherche 56 milliards de francs pour son TGV

LE CONSORTIUM Taiwan High Speed Rail (THSRC), composé notamment des constructeurs allemand Siemens et franco-britannique GEC Alsthom, cherche à boucler avant la fin juin 1998 un tour de table de 280 milliards de dollars taïwanais (environ 56 milliards de francs) pour son projet de TGV de 350 kilomètres entre Taipei et Kaohsiung. Les banques locales devraient apporter près de 42 milliards de francs. Il resterait alors à trouver 14 milliards de francs auprès des investisseurs occidentaux qui pourraient se montrer réticents au lendemain de la crise asiatique.

Sélectionné par les autorités taïwanaises il y a quelques semaines, THSRC attend la confirmation du contrat pour mars 1998. GEC Alsthom et Siemens, qui espèrent détenir chacun 20 % du capital du consortium, pourraient être contraints de revoir leurs ambitions à la baisse, selon le quotidien Les Echos du 26 décembre. La SNCF et la RATP sont associées au projet, via leur filiale d'ingénierie Systra. Dans un second temps, il est envisagé que la SNCF et son homologue allemande Deutsche Bahn puissent devenir opérateurs du projet.

DÉPÊCHES

■ TOYOTA : le premier constructeur japonais pourrait déboursier 45,8 milliards de yens (environ 2,1 milliards de francs) pour porter sa participation dans le troisième opérateur de téléphonie mobile japonais Nippon Iddo Tsushin à plus de 50 %, selon le quotidien Nihon Keizai. Toyota veut se diversifier pour réaliser plus de 10 % de ses revenus en dehors du secteur automobile, notamment les communications et l'immobilier.

■ GAZODUC : la Russie, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la Mongolie ont signé, jeudi 25 décembre, un mémorandum sur l'étude d'un projet de gazoduc de 4 000 kilomètres qui acheminerait le gaz sibérien dans le Sud-Est asiatique, rapporte l'agence Itar Tass. Le projet, d'un coût estimé à 60 milliards de francs, a pour ambition de transporter au moins 20 milliards de m³ de gaz par an pendant au moins trente ans.

Du 29 décembre au 2 janvier

« Avec nos Meilleurs Vœux »

Toutes les 10 minutes Gagnez 1998 Francs avec les Cartes de Vœux de Stars



Vincent PERROT
8H30-11H00

RTL
www.rtl.fr

COMMUNICATION 1997 aura été une année d'expérimentations pour la publicité. L'affichage événementiel et la réclame sur le réseau téléphonique, accessible par carte ou à

partir de son domicile, ont été testés avec succès en Europe du Nord, où les professionnels de la communication cherchent de nouvelles astuces pour rendre visibles leurs campagnes.

● CES TECHNIQUES, qui relèvent encore de l'anecdote, pourraient préfigurer la publicité du troisième millénaire. ● LE FEUILLETON socio-romantique imaginé pour vanter les

mérites du Nescafé depuis trois ans se termine entre Noël et Nouvel An. La saga a mêlé fiction et publicité durant huit épisodes, suivis essentiellement par un public féminin. ● LES

MARQUES qui n'ont pas accès aux séries télévisées investissent en revanche en toute liberté le cinéma, qui y trouve un moyen de faire baisser ses coûts de production.

Les publicitaires cherchent à investir de nouveaux espaces

En 1997, le téléphone, l'affichage événementiel ou la promotion de produits dans les films ont gagné en importance. Souvent anecdotiques, ces expériences préfigurent une nouvelle génération de messages

NON CONTENTS d'envahir les pages de nos journaux, de hacher nos programmes télévisés ou de s'exposer sur 12 mètres carrés dans nos rues, quelques publicitaires avant-gardistes prévoient d'envoyer leur campagne dans les étoiles ou d'interrompre nos conversations téléphoniques par des messages promotionnels. Un avant-garde de ce qui pourrait être la publicité du troisième millénaire.

Un annonceur peut, depuis le 17 décembre, s'offrir, moyennant 6 millions de francs, une « publicité cosmique ». Il couvrira de son slogan une fusée russe qui décollera pour un vol habité au printemps ou à l'été prochain, le temps d'un aller et retour du centre spatial de Baïkonour (Kazakhstan) à la station Mir. Cette proposition n'est pas le fruit d'un plaisantin. Au dire de son promoteur, la société MagicSystem (Magic Touch), qui est allée proposer l'idée aux Russes et tente depuis de la commercialiser auprès des publicitaires occidentaux, « deux options fermes de réservation » auraient déjà été prises par des annonceurs américains.

Les publicitaires, pas forcément convaincus qu'il y ait de la vie ailleurs qu'en France, veulent avant tout créer l'événement. « Avec un tout petit peu de relations publiques, cette opération peut avoir des effets secondaires intéressants, notamment au niveau de la couverture té-

lévisée », confirme Philippe Desbats, le directeur général de Leo Media (BL/LB). La fusée sera recouverte de film adhésif imprimé numériquement, comme pourrait l'être n'importe quelle autre surface : « Nous travaillons pour la Mairie de Paris au projet d'habillage de la tour Mairie-Montparnasse pour l'an 2000. La surface totale à recouvrir avoisine les 28 000 mètres carrés », indique Jean-Claude Abecassis, le fondateur et premier actionnaire de Magic Touch, qui estime ne pas avoir à ce jour en France « de véritable concurrent ».

POULE AUX ŒUFS D'OR
Les experts en médias estiment déjà que l'impressionnisme sur film adhésif révolutionne l'affichage publicitaire en transformant des espaces qui a priori ne s'y prêtent pas en supports événementiels. D'autres entreprises s'agouffrent dans ce marché, convaincues d'avoir trouvé là une poule aux œufs d'or : Décapub propose des autocollants géants à mettre au sol près des rayons des grandes surfaces, quand d'autres, tel L'Idéité Événements, offrent de recouvrir des bus entiers de publicité autocollante.

« La publicité fait aujourd'hui partie de notre quotidien », explique Madon Huppé, de Western International Media. Pour surprendre, il



faut arriver avec une création très différente ou utiliser un support sur lequel on n'a pas l'habitude de voir de la publicité. » Outre le lanceur, les annonceurs pourront désormais s'afficher sur la façade de l'hôtel Georges V, sur les cabines des téléphériques de la vallée du Mont-Blanc, sur des autobus, des fenêtres et façades vitrées de bâti-

ments, des distributeurs de billets, des meubles et même des ascenseurs. Autre terrain d'avenir : le téléphone. Portés par un marché de télécommunications en effervescence, deux nouveaux concepts publicitaires pourront coexister. Un premier, déjà bien introduit en France, consiste à offrir des cartes prépayées par un annonceur

qui diffuse un message promotionnel, mais offre en contrepartie quelques unités téléphoniques gratuites. Proposée aux annonceurs pour fidéliser leur clientèle, la carte téléphonique publicitaire a déjà séduit plus de quatre-vingts entreprises françaises, selon la société Interall, spécialiste française de ces cartes téléphoniques prépayées sans puce et qui fait depuis deux ans la promotion de sa « carte interactive à valeur ajoutée » auprès des agences de communication.

L'idée plaît : ses effectifs et son chiffre d'affaires devraient doubler en 1998. Pourtant, utiliser le crédit téléphonique s'apparente à un parcours du combattant : après avoir composé un numéro vert figurant au dos de la carte, l'utilisateur réalise un code secret avant de pouvoir accéder au numéro de son correspondant. Entre les deux dernières manipulations, un message publicitaire aura été diffusé par l'annonceur.

Une autre version du téléphone publicitaire, qui existe déjà en Suède et a été testée à Berlin, permet, elle, de téléphoner gratuitement chez soi à condition d'accepter de voir sa conversation interrompue par des messages promotionnels. Contre toute attente, l'expérience allemande, conduite à la fin novembre, a montré que le système pouvait fonctionner : ce tout cas sur une

période test de dix semaines. Selon l'opérateur Otelo, 97 % des cinq mille foyers berlinois ayant participé à l'expérience ont préféré la publicité au paiement de leurs communications téléphoniques : la moitié d'entre eux ont téléphoné au moins trois fois par jour et un million d'appels ont été enregistrés.

RENTABILITÉ INCERTAINE
Chaque personne pouvait, ou non, choisir de téléphoner sans frais en sélectionnant, si elle acceptait la publicité, les types de produits vantés. Une trentaine d'annonceurs ont ainsi diffusé leurs messages. Si la rentabilité est incertaine pour les publicitaires – quelle efficacité attendre de ces messages promotionnels ? –, « la technique fonctionne et les clients sont intéressés », a indiqué le porte-parole d'Otelo, Stéphanie Reuter.

En France, on pourrait y échapper. France Télécom, qui a étudié le principe, se refuse pour l'instant à « proposer un service dégradé à ses clients ». Seule une société indépendante a tenté l'expérience dans des cabines localisées dans les supermarchés. Le projet a échoué : l'utilisateur devait écouter une minute de publicité pour avoir droit à deux minutes de communication locale.

Florence Amalou

« Clap » de fin sur un mélo autour d'une tasse de café

« PIERRE ET SYLVIE » vont-ils se retrouver ? Le couple de héros doit les tribulations amoureuses alimentées depuis trois ans les écrans publicitaires qui entourent le « 20 heures » pourrait se retrouver définitivement autour d'un café entre Noël et le Nouvel An. Le deuxième et dernier épisode de la série publicitaire Nescafé Spécial Filtre (Nestlé) sera diffusé sur TF1, France 2, France 3 et TMC du 25 au 31 décembre.

Depuis avril 1995, les deux héros, Sylvie et Pierre, la quarantenaire aisée, se quittent sans se quitter vraiment. Entre eux, il y a Chloé, leur fille, qui aura été sa fille chez son ex-mari pour le week-end, vient la recherche, appelle Pierre à la rescousse lorsqu'une araignée l'effraie la nuit, devient timidement jalouse ou discrètement agaçante. Lui, est là, tendre et complaisant, toujours prompt à lui proposer une tasse de café. Un café

instantané Nescafé bien sûr. Car ce feuilleton est d'un genre nouveau, il appartient à la famille romantico-commerciale.

« AU CENTRE, IL Y A UN PRODUIT »
Pas question de cultiver l'ambiguïté, il s'agit bien de publicité. « Je ne suis pas là pour faire la production d'un soap opera dans les écrans de publicité, je suis là pour amplifier l'image de la marque Nescafé », explique le publicitaire Marc Drillech, de l'agence Publicis Conseil. Le plus facile dans ce type de communication, c'est de raconter l'histoire. Le plus difficile, c'est de ne pas oublier qu'il y a au centre un produit. Le too réaliste serait même « dangereux » : « Le risque est toujours d'en faire trop, de tomber dans le mélo ou le burlesque, et donc de perdre toute crédibilité ».

Cette série, qui raconte une histoire façon « tranches de vie », a obtenu de

bons résultats. L'expérience Nescafé, inédite en France, aura permis d'obtenir « les meilleurs scores possibles » concernant l'attrait pour le produit et l'attachement à la marque. Et selon une enquête menée par la SOFRES en novembre 1996 auprès de 2 000 personnes, 56 % des Français se seraient pris en jeu en se déclarant « curieux de connaître le prochain épisode », et les deux tiers auraient affirmé « avoir plaisir à retrouver les personnages ».

Le niveau de mémorisation serait même le plus haut jamais enregistré par la marque depuis 1992. La série aurait surtout fonctionné auprès des femmes, qui auraient déclaré acheter plus de café soluble après avoir vu les spots. Pour autant, les deux héros n'ont pas été façonnés à partir d'études sociologiques, mais plutôt en se fondant sur une démarche de bon sens. « On est parti du principe qu'être divorcé n'est pas un ta-

bour, que cela concerne près de 30 % de la population aujourd'hui », affirme-t-elle chez Publicis Conseil.

De l'avis des spécialistes, le genre saga publicitaire ne coûterait pas plus cher qu'une campagne classique. Il faut, certes, produire un plus grand nombre de films – l'agence a choisi de diffuser quatre premiers épisodes la première année, puis un tous les six mois, alors qu'un spot a habituellement une durée de vie d'environ deux ans et demi, « mais des économies d'échelle sont possibles : les mêmes comédiens ont joué dans les neuf épisodes filmés par un seul et même réalisateur, Denis Fiel, de la société de production Frog. La complexité du système vient du « plan média » : « Il est très difficile d'obtenir en France de bonnes places dans les écrans de prime time pour des spots de quarante secondes », indique-t-on à l'agence de publicité.

Si la fidélisation fonctionne, l'interactivité avec les consommateurs aurait, elle, trouvé ses limites. Le site Web de Publicis a proposé, il y a dix-huit mois, un jeu sur la série publicitaire : les internautes étaient appelés à imaginer la suite. Le jeu a été recueilli en quatre mois que 60 réponses. Si le gagnant a obtenu un stage au sein de l'agence de publicité, aucune des créations n'a été retenue. D'après l'agence, « il y avait des idées intéressantes », mais qui avaient tendance à « oublier le produit ».

FL A.

Quand le cinéma joue avec les marques

PLANTER un décor, trouver un héros, raconter une belle histoire et mettre au centre le produit à vendre : dans la droite ligne des publicitaires qui s'évertuent à rendre leurs spots télévisés moins indigestes en s'essayant à la fiction, le placement de produits commerciaux dans les films de cinéma est en plein essor. Il fait désormais partie des outils de communication des annonceurs.

Du dernier Pedro Almodovar au dessin animé *Hercule*, créé par Disney, en passant par le désormais promotionnel « James Bond », aucun metteur en scène ne résiste à l'attrait des marques. Au départ, le système repose sur

un échange de bons procédés : un annonceur prête à l'équipe du film le matériel qu'il aurait normalement dû louer ou bien verse une contribution somnante et tributaire pour que sa marque figure dans certaines scènes. Selon les professionnels du cinéma, cet échange permet de réaliser de réelles économies.

Dans le film *Le Clone*, de Fabio Conversi, qui sortira au printemps prochain, la société informatique Hewlett-Packard a prêté pour 1,2 million de francs d'ordinateurs. « Si on avait dû louer pendant six semaines ce matériel, cela aurait coûté près de deux cents mille francs », explique l'un

des spécialistes français du placement produit, Olivier Bouthillier, de la société Marques et Films. Pour lui, faire figurer une marque dans une histoire devient presque un acte culturel : « En France, 90 % des longs métrages utilisent le placement produit, parce que 90 % des histoires sont des histoires contemporaines et que les produits, les marques, font aujourd'hui partie de la vie ».

Ce métier, qui existe depuis trente-cinq ans aux États-Unis et depuis vingt ans en France, se pratique différemment des deux côtés de l'Atlantique. Si, aux États-Unis, le metteur en scène n'est plus qu'un technicien au service de la production, « forcé de servir de vastes accords commerciaux conclus par ses producteurs, en Europe l'auteur garde la main avec le montage final : au cours de cette opération, il choisit de couper les scènes qu'il ne veut pas voir figurer dans son œuvre. Cela étant, certains metteurs en scène peuvent décider, seuls, de faire appel à une marque sans qu'un accord de communication ait été négocié. Simplement pour rogner un peu sur les coûts des décors ou pour créer une ambiance particulière. C'est le cas de Pedro Almodovar, qui, dans son dernier long métrage, *En chair et en os*, a filmé plusieurs plans qui mettent en

scène la marque Habitat au moyen de sacs, pendules et autres accessoires aisément attribuables au marchand de meubles fétiche des yuppie. D'après les producteurs, City 2000 et Habitat, aucun accord de communication n'aurait été négocié.

« RIEN N'EST GRATUIT »
« Habitat s'est retrouvé presque par hasard à l'écran, tout n'est pas forcément calculé et prévu d'avance », affirme un spécialiste. Pourtant, la longueur des plans est telle que l'intrusion de la marque a presque provoqué une gêne au sein de City 2000 : « Lorsqu'on a vu la place que prenait la marque, on a essayé de négocier quelque chose avec Habitat afin qu'ils puissent participer à la promotion du film, mais nous avons manqué de temps », indique Isabelle de Courrèges, chargée de cette production. Officiellement, Almodovar, qui refuse le « partenariat » dans ses films, en fait un parti pris créatif.

Tous les annonceurs n'ont pas la chance d'Habitat. Chez Disney, par exemple, « rien n'est gratuit », affirme un professionnel. La publicité indirecte s'est largement glissée dans le dernier dessin animé, *Hercule* : un plan plein écran montre une carte de crédit American Express, le héros du dessin animé est chaussé de Nike Her,

un détournement de Nike Air – à l'instar des stars du sport – et boit même du Gatorade. Le placement de ces produits, négocié directement aux États-Unis, s'inscrit parfois dans de vastes opérations croisées de communication.

C'est notamment le cas d'American Express, également partenaire du parc d'attraction Disneyland Paris. Aucune législation n'interdit à une marque de faire sa promotion dans un long métrage pour enfants diffusé au cinéma – « c'est la liberté de l'œuvre d'art ». En revanche, elle est strictement interdite dans les animations et autres sitcoms diffusés à la télévision. « C'est ce qui rend des sitcoms comme « Hélène et les garçons » aussi peu crédibles, analyse M. Bouthillier, car dans n'im-

porte quelle chambre d'adolescent vous trouverez des cornettes de Coca, des posters Nike, et cetera. »

Convaincu que le cinéma contemporain ne pourra plus se passer des marques, ce spécialiste renvoie ceux qui voient dans le dernier « James Bond » « un catalogue publicitaire monstrueux » aux seules stratégies de communication des annonceurs : « Il n'y a pas plus de marques présentes dans ce « James Bond » que dans les précédents. La seule différence, c'est qu'avant les annonceurs ne le faisaient pas savoir. Aujourd'hui, elles peuvent ou même ont le droit de parler d'autre chose que de prix et de performances. »

FL A.

Leo Burnett acquiert 49 % de Bartle Bogle Hegarty

Le premier réseau publicitaire aux États-Unis, Leo Burnett, a annoncé l'acquisition de 49 % du capital de l'agence créative londonienne Bartle Bogle Hegarty (BBH). Le montant de la transaction avoisinerait 50 millions de dollars (environ 300 millions de francs), selon des sources confidentielles citées par le *Wall Street Journal*. BBH, actuellement engagée dans une compétition contre quatre autres agences pour s'occuper de la publicité des jeans Levi's aux États-Unis (540 millions de francs), pourra mettre en avant les tarifs négociés par Leo Burnett pour acheter l'espace publicitaire.

Leo Burnett ne prévoit pas d'augmenter sa participation au-delà de 49 %. L'agence britannique conservera son indépendance opérationnelle. Richard Fitzdale, son PDG, estime que « BBH pourra atteindre une marge brute de 1 milliard de dollars d'ici dix ans ». Leo Burnett, qui emploie 5 100 personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 5,72 milliards de dollars cette année et BBH, avec ses 378 salariés, de 350 millions de dollars.

CHOISIR SA PRÉPA

Les résultats complets des classes prépas aux concours 1997 des grandes écoles

3615 LEMONDE

Et les meilleurs résultats sur Internet www.lemonde.fr

Sa majesté la soie

De plus en plus durs à produire, de plus en plus concurrencés, ses fils, assemblés, traités et colorés à l'infini, restent l'apanage de Lyon

LYON
de notre envoyé spécial
Jusqu'en 1998, le Musée des tissus de Lyon expose, presque en intégralité, une collection de haute couture contemporaine intitulée *Hymne à la soie*. Peu s'en étonneront, Rhône-Alpes est la première région textile française, et son musée, riche de trois millions de références - dont de rares pièces inédites et sassaïsses -, n'a pas son pareil dans tout l'Hexagone.

Cette double fortune provient de la soie, dont les traditions remontent ici au siècle de Louis XI. Longtemps exalté par les tentures de Versailles, les gilets des petits marquis et les poussoirs de la couture (Gabrielle Chanel, Madeleine Vionnet...), ce tissu des dieux revient donc orner son lieu de naissance sous la griffe de Lapidus et la signature d'Olivier, son fils.

Pour sa collection automne-hiver 1994-1995, ce jeune styliste avait enrôlé le Gotha de la soie lyonnaise dans un exercice de style surprenant et fastueux : fausse fourrure de soie (Bianchini-Férier), doudoune en granité de soie (Verel de Belval), manteau-ignin en taffetas brulé (Buche)... Tout un univers d'émotions, suave et crissant, aux mœurs mystérieuses, où la délicatesse magique de la Chine ancienne sert l'allure du grand chic français.

A ce jour, aucune ville ne dispute la suprématie lyonnaise en matière de soies difficiles, et de qualité extrême : c'est ici que les couturiers français et leurs homologues italiens, Valentini, Armani, commandent ces soies « faconnées » (jacquards), qui exigent adresse et patience, que les châteaux du monde entier refusent de faire à l'identique leurs tentures

en deux mots : « *La soie ne fait l'objet d'aucun engouement* ». Atout du marché, chute des prix, concurrence des ersatz à « effet soie » (le tencel, dérivé de la viscose, produit un toucher « peau de pêche »)... A tout cela s'ajoutent les difficultés des pays producteurs comme la Chine, qui s'orientent de plus en plus vers les produits finis pour améliorer leurs rentrées de devises. On va donc au-devant d'une pénurie de fibres.

Pour y remédier, les industriels européens, à l'appel des Lyonnais, ont lancé un projet, Eurochrysalide, visant à améliorer les races de vers à soie et à les implanter en partenariat en Asie du Sud-Est, afin d'obtenir, d'ici une dizaine d'années, une soie grège de qualité.

VAGUE DE RACHATS

Si la plupart des soyeux lyonnais poursuivent dans la voie royale - mais ardue - de la grande tradition, d'autres ont nubié vers les nouveaux textiles. D'autres encore ont su transformer leur faiblesse en force. Depuis quelques décennies, les métiers de la soie - tisseurs, moulineurs, imprimeurs, etc. - ont enduré une vague de rachats.

Acquis par leur ancien client, Hermès, les six entreprises du groupe Perrin ont survécu à la purge d'aujourd'hui désormais plus de la moitié de la soie rhodanpine. An siège de Bulo, la plus ancienne, des échantillons du XVIII^e siècle dorment dans les archives, où l'odeur de poussière se mêle au parfum acide de la soie. Pour ancrer cette tradition dans le présent, Jean-François Perrin, le PDG, propose deux fois l'an, comme tout bon fournisseur, de nouveaux échantillons aux couturiers : « *Jadis, nos clients se déclaraient d'avance sur les dessins, les couleurs. Aujourd'hui, ils préfèrent s'interroger sur la résistance, le comportement au lavage...* » Pour leur fournir le meilleur outil, le groupe a informatisé sa création et automatisé ses métiers, aujourd'hui capables



Tissu « Peau d'Ane » (création Perrin) pour une robe d'Olivier Lapidus.

de maîtriser indépendamment 12 000 fils en chaîne. Également associée à la haute couture, la maison Boustou-Renaud se spécialise, elle, dans le velours de soie féminin. Ce qui n'est pas sans risque. Jean-Claude Renaud, son PDG, admet que « *le velours est en plein regain depuis trois ans. Mais il est à craindre qu'après l'été, le frisson le jaillisse, et aujourd'hui, l'effet fourrure, il ne finisse par lasser* ». Comment parer à la démode ? « *En étant plus créatif* ». L'entreprise, qui s'offre le luxe de peindre à la main certains façonnés (au rythme de 1,20 m l'heure), panache aussi bien ses voiles précieuses de viscose ou d'acétate. Là encore, la technicité vient au secours de l'excellence.

Seconde branche de la soie lyonnaise, l'ameublement est confronté à des difficultés tout autres. Avec 100 000 documents - dont certains trois fois sé-

culaires - Tassinari et Châtel s'imposent comme la mémoire du genre. C'est là que Jacquard inventa son procédé, que Dufy créa des décors. Au début des années 80, cette institution familiale changea de mains, jusqu'à échouer dans un groupe de blanchisserie en gros. On ne sait comment son rival, Prelle, a pu rester indépendant.

Cette manufacture de 42 employés, perchée sur la Croix-Rousse, met en avant son « *extrême prudence* », et la rareté des concurrents. Fournisseur obligé des châteaux et des grands musées, Prelle tisse encore à la main sur des métiers en bois. Son rythme : une trentaine de centimètres par jour ! Encore cette tâche paraît-elle « *vite expédite* », en regard du temps infini accordé aux choix des dessins et des couleurs. Résultat : il y eut un tissu, l'an dernier, pour coûter 100 000 francs le mètre !

Jacques Brunel

Le carré magique du Faubourg

LES FEMMES ayant négligé le cheval pour adopter la voiture, le foulard est devenu l'emblème naturel du plus prestigieux des selliers. Né en 1937, le fameux carré Hermès s'est incarné dans neuf cents modèles, dont les mesures n'ont jamais varié : 90 centimètres de côté, 63 grammes d'un tweed de soie, souple et gonflant, brillant et léger, qui fera sa fortune. Malgré un léger fléchissement ces dernières années - en Extrême-Orient, beaucoup de femmes ont déjà acquis ce statut-symbole -, le carré emblématique entre toujours pour une bonne part dans la fortune du 24, rue du Faubourg-Saint-Honoré : la maison l'utilise dans son prêt-à-porter (cravates, chemises, sacs, etc.), pour ses vitrines de Noël, et même pour le façonnage d'un parfum.

Tous les carrés ont trois patries : Paris, pour le dessin, le Brésil pour la matière première (la soie qui en provient est plus chère, mais meilleure) ; enfin, la région de Lyon pour la fabrication, à laquelle se joignent les diverses entreprises du groupe Perrin : si Verel de Belval et Perrin s'occupent de tisser le tweed, Siegl se charge de l'impression. Cette dernière met une automatisation poussée au service du meilleur procédé possible : l'impression au cadre, à la main. La chaîne est close par le roulochage, qui omble à la main les bords du carré pour les rendre d'un fil de soie.

C'est ainsi que vingt mois s'écoulent entre la première idée d'un modèle et sa livraison en boutique. De quoi justifier l'extraordinaire fortune qui a enflé ces tableaux vivants depuis 1927 et fait courir les collectionneurs de modèles anciens. Si certains, comme Ex-Libris, l'Hiver, Flacon, Clés ou Brides de Gala sont devenus des classiques cent fois réédités, Hermès continue d'émirer sa collection d'une vingtaine de modèles chaque année, sans compter les recolorations diverses. Chaque cru apporte son best-seller. L'année dernière, voué à l'Afrique, à ainsi assuré la fortune du carré Persoua, qui avait pris pour thème les masques tribaux.

J. B.

L'excellence dans les tissages fins

Si la soie décida de la vocation textile de la région Rhône-Alpes, elle n'est plus le moteur de sa prospérité. Pourtant, c'est bien l'aptitude locale à tisser des fils fins qui a permis à cette région de se reconstruire dans des fibres artificielles - certaines ne dépassant pas le centième de micron de diamètre - qui, le cas échéant, doteront la soie de vertus nouvelles (lycra, acétate, polyester, nylon, Lurex, etc.). Juste retour des choses : il fut un temps où la soie s'encanaillait dans les rebours de machine à écrire, les filtres, les parachutes... Tout comme une autre soie, produite en tissant le fil d'une certaine araignée, sert aujourd'hui - par sa souplesse et sa résistance - à la confection des gilets pare-balles.

Cette volonté d'innovation s'est exercée dans d'autres domaines : si le soyeux Brochier est célèbre pour avoir tissé les fibres qui revêtent le nez du Concorde, les métiers lyonnais travaillent également la fibre de porcelaine, la fibre de carbone, la fibre de verre des supports informatiques, les textiles sportswear (Quintenas), ceux liés au bâtiment, à l'aérospatiale (aramide)...

anciennes. Replée sur le grand luxe, la ville produit toutefois vingt fois moins de soie qu'au début du siècle. Un sursaut se produisit en 1973, quand des soyeux de la région, dans l'espoir de resserrer leurs liens avec la mode, créèrent le Salon Première Vision, pour y présenter des modèles en phase avec les tendances. L'opération réussit au-delà de tout espoir : en s'ouvrant aux exposants

de toute l'Europe, Première Vision est devenu le premier Salon mondial des tissus. Mais la soie lyonnaise, elle, ne s'en porta guère mieux : dans la même période, Lyon divisait sa production par deux.

Conservatoire des techniques les plus raffinées, la ville a souffert d'une crise globale que Claude Szternberg, président du principal syndicat textile, résume



La « Taise », charentaise basket.

Ecologie », des babouches tonifiantes aux plantes (300 F). Loin d'un usage purement fonctionnel, d'autres marques privilégient l'esthétique. Les dandys fortunés soignent leur chaussure dans l'intimité. Pantoufles de chèvre velours fabriquées par les artisans bottiers de John Lobb (1 900 F), doublure cachemire avec les chaussons en cuir Malo (1 490 F) ou mules en chevreau chez Charvet (775 F), classicisme et belles matières triomphent en toute discrétion. L'imaginaire du voyage

signe le luxe des nouveaux esthètes. Des soulèvements aux zoris en chanvre et en velours chez Facteur Céléste (480 F), les traditions japonaises prennent les devants. Chez Lhwan, les babouches libanaises en soieries moirées (de 550 F à 750 F) réveillent les passionnés orientalistes. Invitation à l'évasion et à la sensualité, les soulèvements d'intérieur de la créatrice Evelyn Paul s'appellent « *Aladin* » ou « *Apollon* » et sont travaillés dans des matériaux de choix, du lin brodé de fils d'argent par lésage au velours orné de boutons en verre de Murano (de 550 F à 1 650 F). Ses modèles sont aussi prisés sur le bitume, tout comme les mules bondoir de Christian Louboutin. « *Ce que j'aime, c'est la nonchalance et la musique de la mule lorsqu'elle claque au pied d'une*

femme. C'est pour moi la chaussure la plus lascive », affirme le créateur. Violine et vert d'eau façon Pompadour, en cuir de Cordone ou en python, leur luxe décontracté (de 1 300 F à 1 800 F) en font l'accessoire fétiche des hôtesses aux pieds fins.

Anne-Laure Quilleriet

* Adresses parisiennes : Camper, 25, rue du Vieux-Colombier, 75006. Facteur Céléste, vendu au Printemps Haussmann. Charvet, 28, place Vendôme, 75001. Lhwan, 8, rue Saint-Sulpice, 75008. John Lobb, 21, rue Buisson-d'Anglais, 75008. Christian Louboutin, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75002. Malo, 12, avenue Montaigne, 75008. Evelyn Paul, 11, rue d'Assas, 75008. Les Taises, en vente à la Savaterie, 81, rue Rambuteau, 75001.

Chaussons, mules et pantoufles

Avec 50 millions de paires produites en 1996, la charentaise, créée en 1670 à partir de chutes récupérées dans la fabrication des feutres de la marine royale, semble indémodable et signe la triste allure du pied français dans le froid hivernal. Depuis quelques jours, la pantoufle d'Angoulême s'affiche même sans complexe aux pieds des juniors avec « *la Taise* » (300 F), un modèle monté sur une semelle de basket. A l'heure où les habitants de l'Hexagone passent en moyenne vingt et une heures par semaine devant leur poste de télévision (source Médiamétrie), la pantoufle révèle la fracture sociale entre la France du repli et celle du voyage.

Entre pieds alourdis par des savates informes et pieds séducteurs, le marché de la pantoufle évolue à pas feutrés. Avec 75 millions de paires achetées en 1996 (source Fédération française de l'industrie de la chaussure), les Français restent les premiers consommateurs en Europe. Endolori et contraint à longueur de jour, le pied impose ses exigences. Isotoner, leader en valeur en France, triomphe avec ses semelles anti-chocs et ses modèles variés, de la ballerine de velours au bottillon en laine polaire (de 90 F à 140 F). Autre adepte du coconing, Barry Comfort, une marque américaine, attrape le marché français avec des pantoufles aux coussinets relaxants vendues à moins de 100 F en hypermarchés. L'espagnol Camper a même lancé l'été dernier les « *At Home*

Exposition hommage au couturier Gianni Versace à New York

CINQ MOIS après la mort du couturier assassiné à Miami le 15 juillet, le Costume Institute du Metropolitan Museum de New York consacre une exposition d'environ quatre-vingts pièces au flamboyant Calabrais de la mode, habilleur de Liz Hurley, Madonna, Diana et les autres. Plusieurs thèmes ont été choisis par Richard Martin, commissaire de l'exposition : l'Art (avec les robes aux imprimés Marilyn de Warhol...), les matériaux, l'Histoire - des madones byzantines aux gladiatrices de maille métallique en passant par la Renaissance pop -, le rêve, etc. Le scénographe de l'exposition, qui privilégie le spectaculaire, n'est autre que Richard Gluckman, responsable de l'image des magasins Versace à New York.

Les affaires continuent. Les collections masculines, « *cœur de l'activité du groupe* », seront présentées le 10 janvier à Milan. Les larmes familiales valent de l'ur, puisque les États-Unis - où les ventes auraient augmenté depuis la mort du couturier - représentent un enjeu considérable pour la marque en 1998 : ouverture de magasins à New York, San Diego, Philadelphie, lancement de la ligne de maquillage dès le début de l'an prochain.

Lorsque les lumières s'éteignent sur l'exposition de New York, une nouvelle boutique ouvrira ses portes à Londres, avec, parmi d'autres, une pièce façon « *backroom couture* » où les fans pourront choisir des vêtements tout noirs.

Laurence Benaim

* Metropolitan Museum de New York. Exposition Gianni Versace, jusqu'au 22 mars 1998, 1000, Fifth Avenue, New York 10022. Tél. : (212) 570-39-08.

Publicités

DETAILLANT GROSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Remises par panier par 100, par 200, par 500.
Prix communiqués par téléphone

MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixes ou relevables
SHIMSHEN - IREDA - SEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - SUTEX - PIRELLI - ETC.

CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissu
Steiner - Coulon - Buroy - Siron - Etc.

Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO
267, rue de Tolbiac PARIS 13^e - Téléphone :
50, avenue d'Italie PARIS 13^e - Tél. d'Info :
01.42.08.71.00 - 717

Stock B
L'entrepôt des Griffes

QUAND L'ELEGANCE
DU PRET A PORTER

RESTE ESSENTIELLE POUR L'HOMME

SOLDES
du 2 janvier au 12 février 1998

114, rue de Turin 75003 Paris. Tél. 01.53.01.58.35
Ouvert du mardi au samedi de 9h à 18h le lundi de 10h à 18h
M^e République ou Filles du Calvaire

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix.
Quelques affaires exceptionnelles !
Tous bijoux en toutes
pierres précieuses : alliances,
bagues, argenterie

ACHAT - ECHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA
Angle boulevard des Italiens
4, rue Chausse-d'Antin
Magasin à l'Etoile
37, avenue Victor-Hugo
Autre grand choix.

OUVERT LES LUNDIS 6, 15, 22/12

MANUREVA
PRET-A-PORTER FEMININ
1, rue du Miror 77000 MELUN
01.64.09.34.60

AMAZONE - MUGLER MTM
NORA ATTALAI - NOIRE DE
LAURENCE - BISOU BISOU
HELENA SOREL - RODIKA
ZANIAN - PATRICK GERARD
SARAH PUCCINI

CHAUSURES :
UN DIMANCHE A VENISE

Le carré magique du Faubourg

LES FEMMES ayant magiquement adopté le cheval pour adopter le cheval, le carré magique du Faubourg est devenu un lieu de rendez-vous. Né en 1978, le carré magique du Faubourg est devenu un lieu de rendez-vous. Né en 1978, le carré magique du Faubourg est devenu un lieu de rendez-vous. Né en 1978, le carré magique du Faubourg est devenu un lieu de rendez-vous.

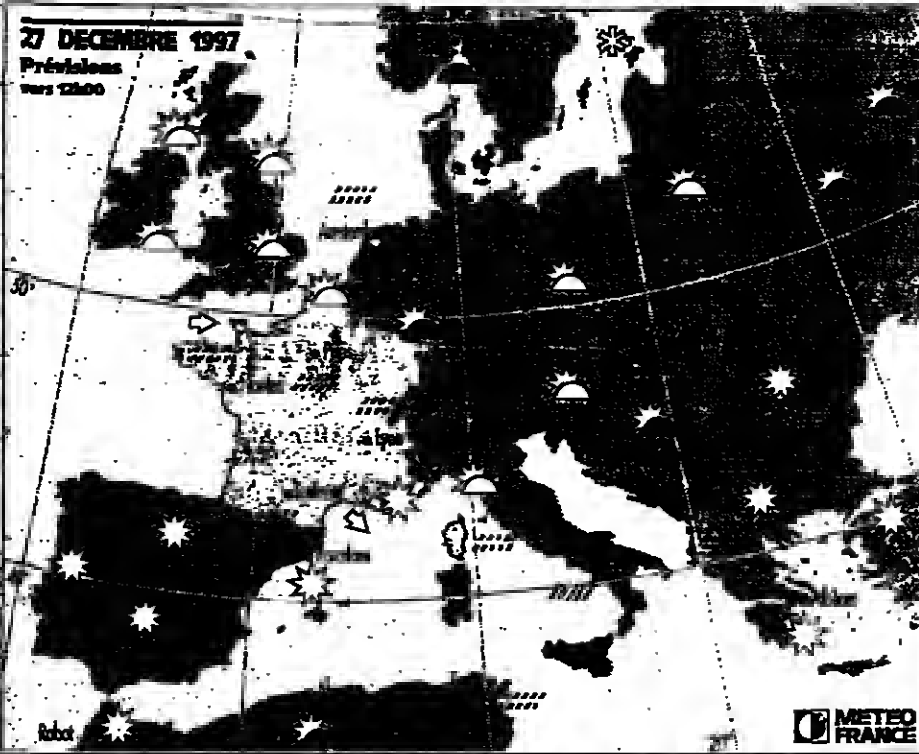
Neige sur tous les massifs

UNE MASSE D'air fraîche et instable s'est installée sur l'ouest de l'Europe dans un flux de nord-ouest rapide. Samedi, de hautes pressions se reconstituent sur la péninsule Ibérique, mais n'amenent pas d'amélioration significative sur la France. Les giboulées se déclencheront surtout près de la Manche et de l'Atlantique. Elles seront plus tardives dans l'intérieur. Il continuera à neiger à basse altitude sur tous les massifs.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. - Le temps restera agité avec encore de fréquentes averses. Le vent de nord-ouest faiblira. Il fera de 9 à 11 degrés. Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardenne. - Des averses se déclencheront le matin près des côtes. Elles se multiplieront dans l'après-midi. Entre deux intempéries, le soleil fera parfois de belles percées. Il fera de 7 à 10 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Il neigera toute la journée sur les Vosges et le Jura dès 700 mètres d'altitude. En plaine, les éclaircies prendront du terrain au profit d'un ciel d'averses. Il fera de 6 à 8 degrés. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le temps restera maussade avec un vent d'ouest soutenu et de fréquentes averses. Elles tendront à s'atténuer l'après-midi. Il neigera en montagne à partir de 800 mètres d'altitude. Il fera de 8 à 11 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Il continuera de neiger sur le relief à basse altitude. Dans les vallées, le temps sera souvent maussade. Les averses de pluie prendront le pas sur les éclaircies. Il fera de 6 à 9 degrés en plaine. Langue-d'Oc, Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La tramontane soufflera toute la journée près du golfe du Lion. Elle offrira de bons moments de soleil tout au long de la Méditerranée. Il fera de 9 à 13 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ EUROPE. Spécialiste du Vieux Continent, Visit Europe y propose plusieurs forfaits dont, notamment, en janvier, des séjours en semaine à Loodres à partir de 1170 F par personne (Eurostar, 2 nuits en chambre double avec petits déjeuners), jusqu'en mars, des week-ends à Rome à partir de 1980 F (vois Air France, 2 nuits) et, de janvier à mars, des week-ends à Prague à partir de 2280 F (vois Austrian Airline, 2 nuits). Renseignements au 01-46-75-75-25-04.

■ FRANCE. Sortie du guide 1998 du chèque-vacances (70 F) : près de 1250 pages, plus de 50 000 adresses, des cartes départementales, plus de 13 000 nouveaux points d'accueil dont quelque 4 000 sites culturels ainsi que le rappel des réductions et avantages accordés aux porteurs de chèques-vacances. Renseignements au 01-41-06-15-22.

PRÉVISIONS POUR LE 27 DECEMBRE 1997

Ville par ville, les températures maximales et minimales	PAPÈTE	25/28 N	KIEV	2/2 N	VENISE	4/9 S	LE CAIRE	11/18 S
ET PÉTIT DU CIEL : S : nuageux ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; PS : pluie et soleil	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
FRANCE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
ALGERIE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
ARGENTINE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
AUTRICHE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
BELGIUM	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
BRAZIL	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
CANADA	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
CHINA	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
EGYPT	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
FINLAND	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
FRANCE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
GERMANY	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
GREECE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
HONGARY	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
INDIA	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
ITALY	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
JAPAN	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
MEXICO	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
NORWAY	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
NETHERLANDS	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
NEW ZEALAND	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
PERU	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
RUSSIA	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
SPAIN	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
SWEDEN	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
SWITZERLAND	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
TAIWAN	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
THAILAND	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
UNITED STATES	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
UNITED KINGDOM	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
VIETNAM	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P

PRÉVISIONS POUR LE 28 DECEMBRE 1997

Ville par ville, les températures maximales et minimales	PAPÈTE	25/28 N	KIEV	2/2 N	VENISE	4/9 S	LE CAIRE	11/18 S
ET PÉTIT DU CIEL : S : nuageux ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; PS : pluie et soleil	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
FRANCE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
ALGERIE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
ARGENTINE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
AUTRICHE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
BELGIUM	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
BRAZIL	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
CANADA	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
CHINA	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
EGYPT	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
FINLAND	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
FRANCE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
GERMANY	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
GREECE	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
HONGARY	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
INDIA	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
ITALY	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
JAPAN	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
MEXICO	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
NORWAY	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
NETHERLANDS	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
NEW ZEALAND	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
PERU	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
RUSSIA	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
SPAIN	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
SWEDEN	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
SWITZERLAND	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
TAIWAN	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
THAILAND	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
UNITED STATES	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
UNITED KINGDOM	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P
VIETNAM	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P	22/30 P

SPORTS D'HIVER

Cap au sud

L'ENSEMBLE des Alpes du Sud bénéficie d'un enneigement exceptionnel lié à un « retour d'est », grosse dépression venue d'Italie, en général observée au début du printemps. Il reste quelques disponibilités pour la semaine du jour de l'an. Notamment dans le Queyras (de 2 000 F à 2 500 F la semaine, appartement pour quatre personnes, tél. : 04-92-45-09-46), à Briançon (pistes reliées, au domaine, Grand-Serre-Chevalier, 2 800 F à 5 000 F la semaine en pension complète, note à l'hôtel, tél. : 04-92-21-01-01), à Auron (hôtel 2 étoiles, 400 F la semaine par jour à l'Isola 2000 (en location et hôtel 3 ou 4 étoiles), ainsi qu'à Valberg sur toute la gamme d'hébergement et dans la Vallée de la Blanche, en Haute-Provence, à Saint-Jean-Montclair, au Grand-Puy comtois à Chabanon (autour de 2 000 F la semaine, en pension complète). Les trois départements concernés, Hautes-Alpes (comité départemental du tourisme, tél. : 04-92-53-62-00), Alpes-de-Haute-Provence (CDT, tél. : 04-92-31-57-29) et Alpes-Maritimes (CRT, tél. : 04-93-37-78-78), s'exposent jusqu'au 31 décembre au Printemps Hautes-Alpes de Paris. Forfait hebdomadaire unique à 990 F pour nombre de stations.

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement

amont au mercredi 24 décembre. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffuseront aussi ces renseignements sur son site internet : <http://www.ski.fr>. Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ, ISÈRE
Alpe d'Huez : 55-140 ; Alpe du Grand-Serre : 30-50 ; Auris-en-Oisans : 20-50 ; Autrans : 30-50 ; Chamrousse : 50-70 ; Le Collet d'Allevard : 20-60 ; Les Deux-Alpes : 40-120 ; Lans-en-Vercors : 05-50 ; Meaudre : 05-40 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 00-50 ; Les Sept-Laux : 10-50 ; Villard-de-Lans : 20-50.

HAUTE-SAVOIE
Avoriaz : 20-85 ; Les Carroz d'Aranches : 16-30 ; Chamonix : 30-140 ; Châtel : 30-90 ; La Clusaz : 10-60 ; Combloux : 15-45 ; Les Contamines-Montjoie : 10-40 ; Flaine : 30-130 ; Les Gets : 15-45 ; Le Grand-Bornand : 05-70 ; Les Houches : 20-

SAVOIE

Les Allons : 02-50 ; Les Arcs : 30-145 ; Arches-Beaufort : 00-60 ; Aussois : 20-60 ; Bonneval-sur-Arc : 20-60 ; Bessans : 30-40 ; Le Corbier : 20-55 ; Courchevel : 05-55 ; La Thuile : 10-30 ; Crest-Voland-Cohombes : 08-20 ; Flumet : 15-40 ; Les Karellis : 30-70 ; Les Menuires : 24-75 ; Saint-Martin-de-Belleville : 15-75 ; Méribel : 10-55 ; La Norma : 40-100 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 15-40 ; La Plagne : 50-95 ; La Rosière : 1850-25-60 ; Saint-François-Longchamp : 30-80 ; Les 5 Laies : n.c. ; Tignes : n.c. ; La Toussuire : 40-60 ; Val-Cenis : 30-40 ; Val-Frèjus : 20-120 ; Val d'Isère : 48-80 ; Valloire : 20-60 ; Valmeinier : 15-60 ; Valmorel : 10-60 ; Val-Thorens : 40-90.

ALPES-DU-SUD
Auron : 150-250 ; Beuil-les-Lègues : 40-150 ; Isola 2000 : n.c. ; Montgenèvre : 60-100 ; Orcières-Méridette : 30-140 ; Les Orres : 50-

PROBLEME N° 97289

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

pyramides. - 7. Un peu de sport. Qui est encore au point de départ. - 8. Se rendit. Comme des pages bien lisibles. - 9. Plus populaires avec des bretelles. Robustes et inébranlables. - 10. Au départ des mots. Note. - 11. Encore plus démunis en hiver.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97288

HORIZONTALEMENT

I. Actes. Aorte. - II. Champagne. - III. Ho. Pourveau. - IV. Accotée. Dm. - V. Tort. Rédige. - VI. Lise. Sète. - VII. Manège. Tend. - VIII. Etc. Liberté. - IX. Dérision. UV. - X. Insalubre. - XI. Cerné. Sémis.

VERTICALEMENT

I. Achat. Médoc. - 2. Chocolaté. - 3. Th. Chénin. - 4. Empotée. Ans. - 5. Spot. Eglise. - 6. Aue. Elia (Ase). - 7. Agrée. Bole. - 8. Onc. Détenue. - 9. Rédiger. Bole. - 10. Argentine. - 11. Eucme. Devs.

PHILATÉLIE

LES 702 NOUVELLES FLAMMES illustrées - ces marques rectangulaires promotionnelles qui jouent les couronnes d'oblitération annulant le timbre-poste - mises en service en 1996 en France (669), à Monaco (28) et dans les départements et territoires d'outre-mer (5), marquent une progression après quatre années de décade. Le Supplément 1996 au catalogue des oblitérations mécaniques à flammes illustrées ou stylisées édité par Le Monde des philatélistes sous la fé-

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ EUROPE. Spécialiste du Vieux Continent, Visit Europe y propose plusieurs forfaits dont, notamment, en janvier, des séjours en semaine à Loodres à partir de 1170 F par personne (Eurostar, 2 nuits en chambre double avec petits déjeuners), jusqu'en mars, des week-ends à Rome à partir de 1980 F (vois Air France, 2 nuits) et, de janvier à mars, des week-ends à Prague à partir de 2280 F (vois Austrian Airline, 2 nuits). Renseignements au 01-46-75-75-25-04.

■ FRANCE. Sortie du guide 1998 du chèque-vacances (70 F) : près de 1250 pages, plus de 50 000 adresses, des cartes départementales, plus de 13 000 nouveaux points d'accueil dont quelque 4 000 sites culturels ainsi que le rappel des réductions et avantages accordés aux porteurs de chèques-vacances. Renseignements au 01-41-06-15-22.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ EUROPE. Spécialiste du Vieux Continent, Visit Europe y propose plusieurs forfaits dont, notamment, en janvier, des séjours en semaine à Loodres à partir de 1170 F par personne (Eurostar, 2 nuits en chambre double avec petits déjeuners), jusqu'en mars, des week-ends à Rome à partir de 1980 F (vois Air France, 2 nuits) et, de janvier à mars, des week-ends à Prague à partir de 2280 F (vois Austrian Airline, 2 nuits). Renseignements au 01-46-75-75-25-04.

■ FRANCE. Sortie du guide 1998 du chèque-vacances (70 F) : près de 1250 pages, plus de 50 000 adresses, des cartes départementales, plus de 13 000 nouveaux points d'accueil dont quelque 4 000 sites culturels ainsi que le rappel des réductions et avantages accordés aux porteurs de chèques-vacances. Renseignements au 01-41-06-15-22.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ EUROPE. Spécialiste du Vieux Continent, Visit Europe y propose plusieurs forfaits dont, notamment, en janvier, des séjours en semaine à Loodres à partir de 1170 F par personne (Eurostar, 2 nuits en chambre double avec petits déjeuners), jusqu'en mars, des week-ends à Rome à partir de 1980 F (vois Air France, 2 nuits) et, de janvier à mars, des week-ends à Prague à partir de 2280 F (vois Austrian Airline, 2 nuits). Renseignements au 01-46-75-75-25-04.

■ FRANCE. Sortie du guide 1998 du chèque-vacances (70 F) : près de 1250 pages, plus de 50 000 adresses, des cartes départementales, plus de 13 000 nouveaux points d'accueil dont quelque 4 000 sites culturels ainsi que le rappel des réductions et avantages accordés aux porteurs de chèques-vacances. Renseignements au 01-41-06-15-22.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ EUROPE. Spécialiste du Vieux Continent, Visit Europe y propose plusieurs forfaits dont, notamment, en janvier, des séjours en semaine à Loodres à partir de 1170 F par personne (Eurostar, 2 nuits en chambre double avec petits déjeuners), jusqu'en mars, des week-ends à Rome à partir de 1980 F (vois Air France, 2 nuits) et, de janvier à mars, des week-ends à Prague à partir de 2280 F (vois Austrian Airline, 2 nuits). Renseignements au 01-46-75-75-25-04.

■ FRANCE. Sortie du guide 1998 du chèque-vacances (70 F) : près de 1250 pages, plus de 50 000 adresses, des cartes départementales, plus de 13 000 nouveaux points d'accueil dont quelque 4 000 sites culturels ainsi que le rappel des réductions et avantages accordés aux porteurs de chèques-vacances. Renseignements au 01-41-06-15-22.

Le carré magique du Faubourg

LES FEMMES ayant magiquement adopté le cheval pour adopter le cheval, le carré magique du Faubourg est devenu un lieu de rendez-vous. Né en 1978, le carré magique du Faubourg est devenu un lieu de rendez-vous. Né en 1978, le carré magique du Faubourg est devenu un lieu de rendez-vous.

Neige sur tous les massifs

UNE MASSE D'air fraîche et instable s'est installée sur l'ouest de l'Europe dans un flux de nord-ouest rapide. Samedi, de hautes pressions se reconstituent sur la péninsule Ibérique, mais n'amenent pas d'amélioration significative sur la France. Les giboulées se déclencheront surtout près de la Manche et de l'Atlantique. Elles seront plus tardives dans l'intérieur. Il continuera à neiger à basse altitude sur tous les massifs.

SPORTS D'HIVER

L'ENSEMBLE des Alpes du Sud bénéficie d'un enneigement exceptionnel lié à un « retour d'est », grosse dépression venue d'Italie, en général observée au début du printemps. Il reste quelques disponibilités pour la semaine du jour de l'an. Notamment dans le Queyras (de 2 000 F à 2 500 F la semaine, appartement pour quatre personnes, tél. : 04-92-45-09-46), à Briançon (pistes reliées, au domaine, Grand-Serre-Chevalier, 2 800 F à 5 000 F la semaine en pension complète, note à l'hôtel, tél. : 04-92-21-01-01), à Auron (hôtel 2 étoiles, 400 F la semaine par jour à l'Isola 2000 (en location et hôtel 3 ou 4 étoiles), ainsi qu'à Valberg sur toute la gamme d'hébergement et dans la Vallée de la Blanche, en Haute-Provence, à Saint-Jean-Montclair, au Grand-Puy comtois à Chabanon (autour de 2 000 F la semaine, en

THÉÂTRE Acteur, metteur en scène et directeur du Piccolo Teatro de Milan, en Italie, Giorgio Strehler est mort, jeudi 25 décembre au matin, d'une crise cardiaque dans sa ré-

sidence de Lugano, en Suisse. Il était âgé de soixante-seize ans. ● DEPUIS les années 30, il a voué sa vie à la passion du théâtre, s'attachant, au Piccolo Teatro, où il fonda en 1947,

comme plus tard à Paris, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, qu'il dirigea de 1982 à 1989, à redéfinir les règles du théâtre de répertoire et à créer les pièces d'auteurs vivants. ● C'EST de

cette passion, de cette foi dans le théâtre comme « le cœur de la civilisation, grand lieu de la sociabilité, de la confrontation, de la dialectique, de l'émotion », qu'ont voulu

témoigner Roger Planchon et Patrice Chéreau, pour lesquels Strehler était un exemple, un maître, un ami. (En raison de cette actualité, le Guide culturel est supprimé.)

La mort trop brutale de Giorgio Strehler, Arlequin du théâtre d'art

Le metteur en scène et acteur italien, fondateur et directeur du Piccolo Teatro de Milan en 1947, est mort, jeudi 25 décembre, d'une crise cardiaque à son domicile de Lugano, en Suisse. Il était âgé de soixante-seize ans.

LA NOUVELLE est tombée le jour de Noël : Giorgio Strehler est mort comme à l'accoutumée, dans une de ces fulgurances qui jadis le portaient vers le meilleur du théâtre et qui, cette fois ultime, l'a emporté loin de nous, sans prévenir, brutalement. Trop brutalement. Le 28 novembre, il était à Paris, à l'invitation de l'Académie expérimentale des théâtres, et méditait face au public réuni au Théâtre du Vieux-Colombier sur le questionnement de sa vie, « Le Piccolo Teatro de Milan et la quête du théâtre d'art ».

La Piccolo aura été toute sa vie, l'unique objet de ses passions et le toit de ses inoubliables emportements, petit théâtre étriqué à quelques pas du Dôme de Milan, dont il aura fait, dès sa création en 1947, l'aura, sinon la plus belle des enseignes de la scène artistique mondiale. Sa carrière comptera plus de deux cents mises en scène de théâtre, cinquante mises en scène d'opéra et d'innombrables lectures de textes ancients et modernes, dont il voulait faire partager au plus grand nombre le plaisir qu'il avait pris à s'en emparer.

Ce morceau de trottoir de l'étroite via Rovello est tout ce que l'Italie d'après guerre aura accordé à celui qui était l'égal de ses frères en génie, Federico Fellini et Luchino Visconti. Quand le cinéma portait ces deux-là aux quatre coins du monde, Giorgio Strehler suivait leurs traces sur tous les continents, empruntant les chemins moins immédiatement glorieux du spectacle vivant, qu'il s'agisse du théâtre dont il aura révolutionné très tôt l'esthétique et les missions, ou de l'opéra où il excellait pareillement, familier de la maison voisine du Piccolo, la Scala de Milan. Milan bourgeoise, corrompue et trop fière pour offrir à l'un des siens le peu qu'il demandait : un théâtre à sa dimension, ou plutôt cette « *chiesa del teatro* » dont il avait rêvé et que la Ville, après des décennies de tergiversation, aura fini par lui accorder mais trop tard, et encore, à la condition d'en partager la direction avec Jack Lang. Cet ami de trente ans est venu le 9 janvier dans la capitale lombarde en médiateur entre le *maestro* et les autorités municipales, aveugles jusqu'à l'inaacceptable à ce talent trop grand pour elles.

sa mort en Suisse, dans la très calme ville de Lugano qui lui correspondait si peu, est plus qu'un symbole de l'absence d'adaptation de l'artiste disparu. C'est là qu'il était installé en 1992, après avoir décliné de « démissionner de l'Italie ». Non seulement la municipalité milanaise ne cessait de lui chercher des poux dans la tête mais la justice alors s'en mêlait, l'accusant d'avoir détourné des subventions de la Communauté européenne destinée à l'école d'acteurs du Piccolo. C'en était trop pour Giorgio Strehler – il sera lavé de tous soupçons le 10 mars 1995. Son dévoué chauffeur était donc contraint de le véhiculer presque jusqu'au bout des grands du Nord, jusqu'à la métropole romaine, « devenue une ville du tiers-monde sans en avoir la vitalité », disait-il. Pour lui, l'explication était simple : « *N'y a pas en Italie de classe politique cultivée.* »

Le combat politique aura été inséparable de ses engagements artistiques. Antifascisme et Résistance auront été les parents de sa citoyenneté. Né le 14 août 1921 à

Barcola, près de Trieste, d'un père d'origine autrichienne et d'une mère d'origine française, Giorgio Trecher, après ses premiers pas au théâtre dans des compagnies de fortune et des études de droit qu'il interromp pour suivre les cours de l'Académie des « Filodrammatici » de Milan, rejoint la Résistance en 1943. Il est arrêté et interné au camp de Murren en Suisse où il met en scène trois courtes pièces de l'un de ses auteurs de chevet, Luigi Pirandello. Relâché, il fonde un ciné-club avec Dino Risai tout en suivant les cours du Conservatoire de Genève. Sous le pseudonyme de Georges Firmy (du nom de sa grand-mère française), il crée en 1945 la Compagnie des masques et met en scène *Meurtre dans la cathédrale*, de T. S. Eliott, et *Coligula*,

**Un homme
de grande séduction
et des plus hautes
ambitions**

Quelques mois plus tard, il rejoint Milani, dévastée, où il retrouve son ami d'avant guerre, celui qui a accompagné ses premiers pas sur les planches, Paolo Grassi. Celui-ci lui dégotte un reveau : commissaire-béquidateur de la Fédération du spectacle... Strehler préfère l'écriture et signe des recensions dans *Milano Sera*. Dès 1946, les deux amis, inséparables, parfaitement complémentaires, discutent de la fondation d'un théâtre.

de la réaction à un théâtre.

Strehler multiplie les mises en scène de ce thème à la «torence et à la mode du Théâtre d'Odéon», il a connu ses premières joies de spectateur, et particulièrement en découvrant *Arlequin, serviteur de deux maîtres*, de Carlo Goldoni, dans une mise en scène de Max Reinhardt, en 1932. Les témoins de cette époque euphorique s'accordent pour pédiétre le jeune Strehler tel que les années d'auront jamais réussi à le cbanger : homme vir, costaud, au regard clair surmonté de cheveux noirs alors, homme de grande séduction et des plus hautes ambitions. Seule modification à l'apparence, le aplomb de son visage indiquant d'une cunnière blanche, soyeuse, surnuement mal entretenue.

Quand cet homme-là décidait de s'intéresser à l'autre, passant des ses premiers mots d'un vouvoiement qui ne lui correspondait pas à un tutoiement toujours chaleureux, amical, presque amoureux, le plaisir de la rencontre, de la discussion, toujours vive, essentiellement dramatique, me pénétrait d'aise, produisant alors un tour qui s'inscrivait pour longtemps dans ma mémoire. Celui qui se considérait comme le fils de Jacques Copeau, Louis Jouvet et Bertolt Brecht, et qui savait vous en convaincre aussitôt, pouvait parler indifféremment dans leurs langues comme dans la sienne. Ici, en français, un mot de Copeau ; là, en allemand, une notation de Brecht ; plus loin, en italien, quelques vers empruntés à Dante. Entre 1953 et 1955, Giorgio Strehler choisit de naviguer entre son jeune Piccolo et le Berliner Ensemble où il sut l'enseignement de Brecht. Il en devint l'ami, lui offrant bientôt

une machine à écrire Olivetti sur laquelle le dramaturge allemand écrivait, plus tard, quelques-unes de ses plus belles pages. De lui, comme de tous les auteurs qu'il a servis, Giorgio Strehler aura su restituer par les moyens esthétiques les plus simples la singularité et la transcendance.

C'est particulièrement vrai de Carlo Goldoni et surtout de son *Arlequin* dont le metteur en scène n'aura cessé de questionner les moindres chausse-trappes pour en donner, encore et encore, une vision chaque fois renouvelée. Cela de 1947, traversé par la première représentation, jusqu'à 1997, où, pour la 2 304 fois le 14 mai à 23 heures, le rideau du Piccolo tombait sur la représentation dédiée au cinquantième anniversaire du théâtre.

Arlequin aura été présenté presque partout dans le monde, et partout avec la même ferveur de toute une troupe et le même engouement des publics, au point de devenir emblématique non seulement de l'art de Strehler mais de la rénovation du théâtre européen.

Paroquoi ? Pour un recensement, abaissez le rideau sur le corps dans la représentation théâtrale sur le carrosse avant-gardiste qu'il y a à essayer de se rapprocher au plus près de l'authenticité d'un texte ancien pour le restituer avec une force intacte à un public apparemment à cent lieues de ces œuvres du passé, sur la nécessité de construire l'espace scénique comme on restituerait l'espace du réel, quitte à mettre à nu la machine pour en restituer la magie, sur l'association en scène des meilleurs artistes, qu'il s'agisse des acteurs (Marcello Moretti puis depuis 1962-1963 Ferruccio Soleri), des dé-

coreuteurs (Luciano Damiani et Ezio Frigerio), costumiers, compositeurs, musiciens, éclairagistes, accessoiristes qui tous concourent avec une simplicité exorbitante à servir un texte au plus près de la compréhension, de la connivence, de l'émotion des spectateurs. Hautement artiste, presque hautement intellectuel, Giorgio Strehler n'aura eu d'autres soucis que l'invention d'un théâtre populaire, à l'image du credo développé dans les mêmes années à Paris par Jean

Strehler rêve d'un théâtre hellénistique qui réunit, fédère, associe le peuple à son élaboration. Quand Brecht lui explique un peu plus tard que le seul théâtre qui vaille est celui qui divise la communauté, l'Italien ne veut pas l'accepter, refuse de le comprendre. Il plaide alors pour « un théâtre aussi nécessaire que le metro, un théâtre public pensé pour un public nouveau, un théâtre de fête contre le désinvestissement, un théâtre d'art pour tous ».

Tout en restant fidèle à ses engagements premiers, Giorgio Strehler partagera, un peu plus tard, la vision de Bertolt Brecht. « La société est bien plus contradictoire, que nous ne pensions schématiquement, la vie est bien moins schématique que nous nous la pensions quand nous étions plus jeunes », dira-t-il. En 1955 il sera élu à la présidence dans l'histoire du Piccolo, et il présentera *La Trilogie de la Colossité*, de Goldoni, *La Cérémonie*, de Tschekhov, *El Not Milián*, de Bertolazzi et, enfin, il créa *L'Opéra du quat'sous*, de Brecht. Ainsi affirmait-il son style dont les pôles seront la réaffirmation des règles du théâtre d'auteurs vivants. Le temps est venu d'une scène utopiste et énie

Goldoni, Shakespeare et Brecht représenteront plus du quart de ses productions dramatiques. La France s'intéresse tôt à ses productions, recevant *L'Opéra de quor'ous*, au TNP en 1960, *Les Géants de la montagne*, de Pirandello, au Théâtre des Nations en 1967 et, pour la première d'une longue série d'invitations, *Arlequin, serviteur de deux maîtres*, au Théâtre de l'Est parisien en 1968, tous spectacles joués à guichets fermés et ovationnés.

Des recherches abouties sur l'importance du corps dans la représentation

En 1968, le temps vient de contester les institutions, et le Piccolo Teatro n'échappe pas à ces réexamens des positions acquises. Giorgio Strehler quitte une première fois son théâtre au mois de juillet pour, écrit-il au conseil d'administration, « *expérimenter de nouvelles méthodes de travail en vue d'une indépendance* ». Très vite, il cherche à se défaire d'une telle nouveauté sale. En novembre 1971, il conduit un accord pour six ans de travail avec Herbert von Karajan au Festival de Salzbourg où il doit relancer la programmation théâtrale tout en revisitant les ouvrages de Mozart. Mais, en 1972, sans renoncer à travailler en Autriche, il décide de retrouver Milan et le Piccolo dont il prend, seul, la direction. Paolo Grassi étant devenu superintendant de la Scala. Entre-temps, Patrice Chéreau sera venu au Piccolo pour y travailler pendant trois saisons.

Les lignes de force du Piccolo sont inclinées, et le talent de Giorgio Strehler continue de s'affirmer, entre deux invitations lancées par l'étranger et particulièrement par l'Odéon à Paris dont la troupe devient une pensionnaire attitrée. « Le théâtre du cri, le langage du désespoir ne me concernent pas, dit-il alors dans ces colonnes. Mes angoisses se concentrent sur les problèmes posés par l'occouchement

Olivier Schmitt



Georgia Strehler en mars 1997

difficile d'une société nouvelle. Le travail sur scène n'a pas d'aboutissement, il est une quête qui dégage une chaleur blanche... ou rouge. Des hommes tels que Brook, Chéreau, Stein ou encore Ariane Mnouchkine [sous invités du Piccolo] ont tout à voir et rien à voir avec moi. Chacun chante sur sa tonalité, mais nous avons une filiation commune, une

Strehler, à la faveur des élections européennes de 1979, retrouve le goût de l'action politique. Membre du Parti socialiste italien depuis 1939, siégeant alors au comité directeur de cette formation, il s'engage aux côtés de Paolo Grassi. Heinrich Böll et de nombreux artistes et intellectuels dans la rédaction d'un Manifeste européen en faveur de la culture - Strehler, devenu sénateur, quittera le PSI en 1987, fâché par les agissements de Bettino Craxi. En 1981, il soutient, par l'entremise de Jack Lang, la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République et en devient l'un. En 1982, il préside le jury du Festival de Cannes juste avant d'être nommé directeur de l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Il lui assurera la direction de 1983 à 1989. Là, il donnera une version magistrale de *L'Ilusian comique*, de Corneille, avec une distribution française et affirmera très haut son souci d'un théâtre pancontinental. Souci qui se traduira par la création d'un réseau des théâtres de l'Europe encore vivace aujourd'hui.

Après 15 années d'absence, elle est venue pour Giorgio Strehler, celles d'un long et douloureux malentendu avec ses concitoyens, là pourtant accepté de diriger les manifestations du cinquantième anniversaire du Piccolo au printemps de cette année mais on sentait bien, déjà, que la foi n'y était plus, malgré les encouragements de ses proches et le patient travail de M. Lang. Cette incompréhension d'un pays pour l'un des siens n'est évidemment pas pun rien dans sa disparition. Elle ne la rend que plus triste, plus inacceptable encore. Et donne à la communauté artistique internationale le bésos, plus impérieux encore, de défendre à Milan son rêve d'une maison de théâtre qui ne s'effriterait pas du passage dans le nouveau millénaire.



LA VIE EST DURE. NOUS AUSSI.

LA DERNIÈRE CAVALE

[illegible]

arcourez
pôles.

Il était un maître, il était un ami

Roger Planchon, dont la carrière de metteur en scène doit tant à Strehler, évoque des moments passés avec ce « Maestro superbe »

IL SE DISAIT l'enfant du Cartel - Jourvet, Dufrenoy, Pitoëff, Bary. Il prit un jour le théâtre en charge et pour plusieurs générations. Il reprit la leçon d'exigence morale du Brecht Ensemble de Brecht, mais même ses spectacles les plus engagés furent une leçon de plaisir théâtral.

Adolescents, nous faisions le voyage à Berlin pour voir *Galileo Galilei* par le Brecht et à Milan pour voir la même pièce au Piccolo. A Berlin, dans la grande scène du papa qui s'habille, le Saint-Père enfilaient des vêtements raides et pesants comme des armures ; à Milan, le papa enfilaient des dessous en dentelle, presque féminins. A Berlin, l'espion qui écoutait aux portes était une brute de la police secrète ; dans la mise en scène de Strehler, l'espion était un pauvre homme qui rangeait les chaises à l'égise. Nous nous fisions que la mise en scène de Berlin était forte mais que Strehler, plus près du catholicisme, avec son souci de réalisme, rendait plus évidente, plus vraie, la fable de Brecht.

A cette époque, ceux qui se déplaçaient en Europe pour voir les spectacles, n'étaient pas des programmeurs, des décideurs, ils n'avaient pas le regard biaisé de la *Jet Set* théâtrale qui vient faire son marché : ils étaient des disciples. Chaque pas de l'aventure théâtrale de Strehler, pour nous, engageait le théâtre, mieux, la marche des idées. L'œuvre de Roland Barthes, par exemple, est redevable à Strehler pour qui ses livres, le « plaisir du texte » de Barthes, doivent beaucoup à l'évidence au plaisir théâtral des spectacles de Strehler que Barthes a « médité », et, chacun le sait, Strehler a « donné à voir » Goldoni, comme disait Eluard, aux professeurs, aux historiens, aux critiques.

Strehler, c'était aussi des acteurs exemplaires, une collaboration avec les artistes les plus grands d'Europe, Luciano Damiani, Ezio Frignani, dont les décors fécondaient la production théâtrale mondiale et une équipe de

machinistes, constructeurs, peintres qui, avec lui, retrouvaient le secret du grand artisan d'art. On le sait moins mais la bonne tenue des films historiques américains ou italiens tournés ces années-là doit beaucoup à ces grands artisans.

Strehler fut aussi le *Maestro* superbe qui parfois dans la vie singeait un maestro et qui parfois était si démi, si abattu, si ému, si épuisé. Je me souviens d'une soirée à Paris. Il avait présenté *El Nost Milan*, un spectacle somptueux, exigeant, populaire, que presque toute la critique parisienne avait rejeté. Il était là, dans les coulisses, défait, hébété, si humble. Alors, Paolo Grassi, son grand administrateur, et quelques-uns proposèrent pour le distraire de l'enfer dans les hostes, de strip-tease. La plus folle des nuits commença.

Chaque pas de son aventure, pour nous, engageait la marche des idées

Nous passions d'une boîte à l'autre avec Strehler, dos à la scène, qui peu à peu reprenait son appétit de luter. Toutes les petites filles de Paris qui cette nuit-là tournaient leurs derrières s'interrogeaient sur ce curieux Italien gonimé qui, sans un regard pour elles, parlait haut et fort de Jouvét, de Brecht, de l'importance de Goldoni.

Bien des années plus tard, sur la scène du théâtre de Villeurbanne, il fit, pour neuf cents spectateurs, une sorte de conférence-conférence improvisée avec la même foi, la même passion. Il était là, dans son pull-over noir, toujours gonimé, admirable, séducteur, qui nous fit ce soir-là des confidences bouleversantes et, aussi, par

exemple, un parallèle entre Molire et Goldoni qui est probablement la réflexion la plus profonde sur ces deux auteurs depuis qu'on réfléchit sur leurs œuvres. Beaucoup d'entre nous, devant tant d'amour du théâtre, tant de savoir, tant de simplicité de ce vieux maître, avaient les larmes aux yeux. J'en témoigne.

Certains à Milan hier ont été soulagés. Pour ces politiques, pour ces élus, pour ces fonctionnaires responsables, il était le vieillard impossible, usé, qu'il fallait dégommer. Pour nous, il était un des grands Européens italiens qui nous permettaient de croire que l'Europe qu'il faut faire peut être autre chose que celle d'aujourd'hui en désespère. Cette Europe mesquine qui ne fait que réduire ses budgets artistiques, qui n'a jamais eu le souci de la création européenne, et qui devaient la montée du chômage tremble de ne pas être assez démagogue - sans parvenir à réduire celui-ci - et qui ne sait pas rêver d'une Europe dont les artistes tel Giorgio Strehler pourraient être le ciment.

Notre dernière conversation fut la suivante : il a existé un cinéma italien que les responsables politiques n'ont pas su préserver. Sa disparition est comparable à la disparition d'une grande ville, Saint-Petersbourg, Paris, Montréal : une catastrophe mondiale. Il existe encore un théâtre européen, les responsables politiques, les décideurs le liquident sous prétexte de le remodeler, disaient-ils. Sa disparition sera l'équivalent de la disparition du cinéma italien. A propos, comment ça va en France ? Ma réponse fut éblouissante.

Strehler m'a souvent dit que j'étais son frère, son ami. Je ne sais pas s'il était sincère mais moi chagrin aujourd'hui est lourd comme celui d'un frère. Mon chagrin, ma reconnaissance, je sais que je les partage avec tous ses spectateurs qu'il a si longtemps éblouis.

Roger Planchon



Au Théâtre de l'Odéon, à Paris, en 1977, Giorgio Strehler dirige « Arlequin, serviteur de deux maîtres », de Carlo Goldoni. Ce spectacle, créé en 1947 au Piccolo Teatro de Milan, a connu sept versions.

Toute une vie sur l'illusion théâtrale

Le metteur en scène Patrice Chéreau revient sur l'honneur d'une œuvre engagée et poétique

IL ÉTAIT le maître que je m'étais choisi. Il était le théâtre tout entier, celui qui pensait que le théâtre avait une responsabilité dans le monde et dans la société, celui qui m'a tout appris, l'espace théâtral, le travail du sens, comment raconter une histoire à travers la poésie du théâtre, comment allier la légèreté à la gravité.

Tous ces émerveillements à mes yeux d'adolescent balbutiant, *Il Campiello*, *Les Bas-Fonds*, *El Nost Milan*, *Galiléa*, la magie des *Baruffe Chiozzotte* et des *Géants de la montagne*, avec Valentina Cortese, il y a trente ans, à l'Odéon ; son discours à la mort de Paolo Grassi, sa collaboration exemplaire avec lui, leur travail commun pour établir un théâtre en Italie, des institutions dans un pays qui n'y était pas habitué - et ne l'est toujours pas ; ce qu'il nous a appris à Richard Peduzzi et à moi, sa collaboration inouïe avec son décorateur Luciano Damiani, sa rencontre avec Brecht, toutes les versions de *Arlecchino*, son génie de la lumière avec Guido Baroni et Mino Campolini.

Tous ces techniciens et ces machinistes admirables avec qui j'ai travaillé après lui dans cette sorte d'intimité que j'ai fait au Piccolo Teatro de Milan entre 1969 et 1972

quand il en était parti ; tous ces gens qu'il avait formés et qui l'avaient formé, dépositaires d'un art souverain du théâtre, d'un savoir-faire exigeant et léger, immémorial, plongeant ses racines dans la culture des siècles précédents.

Son travail sur les opéras, sa connaissance de la musique, sa longue réflexion de toute une vie sur l'illusion théâtrale, le poids du concret allié à la force de l'illusion, le mélange des deux, bouleversant ; toutes ces choses dans lesquelles je me reconnais profondément aujourd'hui.

Giorgio Strehler, l'honneur du théâtre comme service public, d'un théâtre engagé et poétique, d'un théâtre qui s'insurge contre toutes les injustices. Alors bien sûr, un peu de cabotage, les cheveux teints en bleu, le col roulé noir qui nous faisait rire, mais à la fin, ce théâtre enfin construit, cette grande salle douloureuse à Milan, rêvée depuis vingt ans, enfin terminée et dans laquelle il n'entrera jamais.

C'est un monde qui meurt avec lui aujourd'hui, comme un grand iceberg qui s'effondre dans la mer. Le moule avec lequel on faisait ces hommes-là est cassé.

Patrice Chéreau

Depuis 1947

● 1947. Giorgio Strehler fonde en 1947 le Piccolo Teatro de Milan. Il y invente un théâtre neuf, dont l'exemple le plus parfait est *Arlequin serviteur de deux maîtres*, de Carlo Goldoni, qui depuis et dans ses différentes versions n'a pas quitté l'affiche en Italie et ailleurs. Marcello Moretti, le premier, a tenu le rôle d'Arlequin. A la saison 1962-1963, le rôle revient à Ferruccio Soleri, qui ne l'a jamais abandonné, sauf pour quelques représentations, où il a été remplacé par Angelo Corti. En 1991, Strehler mettait en scène sa septième version d'*Arlequin*, servie par ses élèves du Piccolo Teatro ; 1997 a été l'année de l'*Arlequin* des cinquante ans - toujours avec Ferruccio Soleri - qui sera présenté en mars 1998 à Paris.

● 1953. Cette année marque de manière définitive le style Strehler : il présente *La Trilogie de la villégiature*, de Goldoni, *La Cersaie*,

de Tchekhov, *El Nost Milan*, de Bertolazzi, et crée *L'Opéra de quat'sous*, de Brecht - dont il montera de nombreuses pièces. Redéfinition des règles du théâtre de répertoire et création des auteurs vivants (Genet, Beckett...) seront les pôles constants d'une carrière qui compte plus de deux cents mises en scène de théâtre, cinquante mises en scène d'opéra et d'innombrables lectures de textes anciens et modernes.

● 1982. Giorgio Strehler est nommé directeur du Théâtre de l'Europe - fonction qu'il exercera jusqu'en 1989 -, à Paris, à l'Odéon, par le ministre de la culture, Jack Lang. En 1983, il commence à répéter *L'illusion comique*, de Comélie, en français. Malade, il doit s'interrompre. La pièce sera créée en 1984 et reprise en 1985 avec une distribution en partie renouvelée.

● 1995. Présentation à l'Odéon-Théâtre de l'Europe de sa mise en scène la plus récente, *L'île des esclaves*, de Marivaux.

« Tout le mal du monde nous appartient mais le bien aussi »

« DIRE que l'art est inutile est un gâchis que nous tendent les forces du mal », disait avec conviction Giorgio Strehler dans un entretien au Monde, tout de passion, d'émotion, de révolte et d'enthousiasme. (Le Monde du 10 juillet 1995). Il y parlait de son amour du théâtre, sa vie, dans ce monde en guerre contre lui-même.

« Le théâtre est le cœur de la civilisation (...). C'est le grand lieu de la sociabilité, de la confrontation, de la dialectique, de l'émotion, une grande trouvaille d'*Homo sapiens*. Un jour, trois, quatre, six personnes qui se connaissent ont décidé de raconter des histoires à deux cents,

trois cents, mille personnes qui ne se connaissent pas. Ces histoires paillardent et paillardent encore des petits faits de la vie et des hauts faits de notre âme. Cela peut paraître ceux qui les écoutent, c'est même le mieux qui puisse advenir car cette discussion met en mouvement la pensée, met en mouvement la dialectique familiale ou amicale. Le théâtre est donc un lieu indispensable à une vie d'homme. (...) »

« Ce qu'il y a encore d'humain et de sensible dans le monde, ce n'est pas la politique qui l'a préservé, ce ne sont pas seulement les rapports sociaux, c'est aussi le rêve réalisé de grands esprits qui ont donné un aperçu de la beauté de l'homme. Tout le mal du monde nous appartient mais le bien aussi, Léonard n'appartient, Dostoïevski, Masaccio, m'appartiennent et me donnent la certitude que je ne suis

pas seulement coupable de meurtre (...). Je me demande si l'art n'a pas cette petite force de nous faire sentir que nous sommes humains. Et d'empêcher d'autres dégâts majeurs. L'art n'a pas un poids direct sur la société, ce n'est pas une marchandise que l'on peut peser en disant : « Lui, il a fait *Guerilla* et il est donc quand même fait la guerre d'Espagne. » (...) »

« J'ai choisi de dédier à Brecht la prochaine saison du Piccolo. Nous sommes enfin sortis de la « guerre froide » autour de son œuvre, même si la guerre esthétique n'est pas terminée. (...) Aujourd'hui, on peut parler sérieusement non seulement de Brecht, mais de Beckett ou de Pinter, sans essayer de les dresser les uns contre les autres. Ce sont des grands, des voix immenses du théâtre contemporain. (...) »

« J'ai été élève de Brecht mais je ne suis pas aveugle. Je viens d'une école née avant lui, celle de Jacques Copeau, qui, dans un sens éthique, a tout à voir avec elle d'ailleurs. Brecht était un homme d'une rigueur esthétique très forte mais il n'était pas dogmatique. Au contraire, le père Copeau était, lui, assez dogmatique, parce qu'il était très catholique. (...) Je suis arrivé à Brecht après des expériences qui m'ont permis d'être lucide. Lui-même détruisait toute forme de « vérité définitive ». C'était un anti-dogmatique, un dialecticien, un pessimiste ironique. (...) Il m'a dit aussi : « Un poète est toujours optimiste, même s'il décrit la fin du monde, même s'il affirme que l'on ne peut plus vivre ensemble. Du moment qu'il l'écrit, c'est qu'il a confiance en lui, et confiance dans le monde. » »

Montagne
...un cinéma populaire à implications politiques et sociales...
Aden
...une sensation physique, palpable...
Télérama
...hommage aux femmes d'aujourd'hui qui résistent, se battent...
Le Nouvel Observateur
Sélection officielle Mostra Internationale du film Venise 97

« Les chemins du monde », le samedi 27 décembre à partir de 15h30.

Parcourez les chemins des pôles.

Si vous en avez assez des smokings, partez voir les pingouins.

5

La Cinquième
On en apprend tous les jours

FILMS DE LA SOIRÉE

- 17.40 L'Affaire des poisons** ■
De Henri Decoin (France, 1995, 110 min). Festival
- 18.10 Ni vu, ni connu** ■
De Yves Robert (France, 1997, 104 min). M 6
- 19.25 Le Gros Lot** ■
De Preston Sturges (États-Unis, 1940, N. v.o., 65 min). Ciné Cinéma
- 20.30 Le facteur sonne toujours deux fois** ■
De Tay Garnett (États-Unis, 1946, N. v.o., 120 min). Ciné Cinéma
- 21.00 L'Expert** ■
De Louis Luros (États-Unis, 1994, 110 min). Ciné Cinéma
- 22.15 Le Nouveau Testament** ■
De Sacha Guitry (France, 1936, N. v.o., 85 min). Festival

- 22.30 J'étais une aventurière** ■
De Raymond Bernard (France, 1938, N. v.o., 100 min). Ciné Cinéma
- 22.50 Grenadins** ■
De Joe Dante (États-Unis, 1984, N. v.o., 105 min). Ciné Cinéma
- 23.00 Heat** ■
De Michael Mann (États-Unis, 1995, 164 min). Canal +
- 23.05 Les Hants** ■
De Hurlerent ■
De Robert Fuest (Grande-Bretagne, 1970, 105 min). RTL 9
- 23.25 FX, effet de choc** ■
De Robert Mandel (États-Unis, 1985, 105 min). TSR
- 23.50 Monsieur Verdoux** ■
De Charles Chaplin (États-Unis, 1947, N. v.o., 125 min). Arte

- 0.10 Les gosses mènent l'enquête** ■
De Maurice Labro (France, 1946, N. v.o., 85 min). Ciné Cinéma
- 0.35 Les Sentiers de la gloire** ■
De Stanley Kubrick (États-Unis, 1958, N. v.o., 85 min). France 2
- 0.35 Silent Running** ■
De Douglas Trumbull (États-Unis, 1972, 90 min). Ciné Cinéma
- 0.50 Les Perles** ■
De la couronne ■
De Sacha Guitry (France, 1937, N. v.o., 105 min). RTL 9
- 1.35 Quadrille** ■
De Sacha Guitry (France, 1937, N. v.o., 95 min). Ciné Cinéma
- 1.45 Love, etc.** ■
De Marion Vernoux (France, 1996, 105 min). Canal +

NOTRE CHOIX

● **20.30 Festival**
Echec au roi
Cet événement télévisé britannique constitue la seconde partie (inédite en France) de la saga de Francis Urquhart, le héros de *Château de cartes*, diffusé la semaine dernière (*Le Monde* du 19 décembre). Après avoir écarté tous ses adversaires, le chef de file des conservateurs anglais est enfin nommé premier ministre. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, il est rapidement amené à affronter le roi. Nouvellement intronisé, celui-ci est un humaniste qui désapprouve la politique ultralibérale menée par le gouvernement, et il le fait savoir publiquement. Un duel à fleur de mouche s'engage entre les deux hommes. Urquhart en sortira vainqueur grâce à ses méthodes habituelles : chantage, intimidation, meurtre. Un troisième épisode, diffusé en 1996 par la BBC, mettra fin aux méfaits du premier ministre. - J.-J. S.

● **20.45 TF 1**
L'Enfant du bout du monde
Alice a adopté Bruno, en Colombie, lorsqu'elle travaillait pour la Croix-Rouge pendant la guerre civile. Son fils, aujourd'hui âgé de dix ans, souffre d'une maladie grave et seule une greffe de moelle osseuse pourrait le sauver. Alice et Bruno s'envoient donc par Bogotá, à la recherche de la famille d'origine du petit garçon. Ils découvrent que l'homme qui aurait pu les renseigner est mort dans des circonstances étranges. Alice décide de mener sa propre enquête. Une intrigue bien menée, un couple mère-fils - Valérie Kaprisky et Léo Romain - très émouvant. Dimanche que la fin du téléfilm vire à l'eau de rose. - K. N.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 19.00** Walker, Texas Ranger.
19.30 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
20.45 L'Enfant du bout du monde.
Téléfilm de Christian Faure.
0.05 La Nuit en fête.
Pierre Palmade : Mon spectacle s'appelle reviens !
1.55 TFI nuit, Météo.

FRANCE 2

- 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
19.35 Au nom du sport.
20.00 Journal. A cheval, Météo, Point route.
20.55 Petit.
Téléfilm de Patrick Volson.
22.35 Un livre, des livres.
22.40 Le Président et la Garde-barrière.
Téléfilm de Jean-Dominique de La Rochefoucauld.
0.15 Journal, Météo.
0.30 Ciné-club.
0.35 Les Sentiers de la gloire ■
Film de Stanley Kubrick (v.o.).

FRANCE 3

- 18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Journal. Météo des neiges.
20.10 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.55 Les Mystères du Sadjarah.
Téléfilm de Derys Granier-Deferre.
22.35 Météo, Soir 3.
23.00 Concert.
Concert enregistré en mai 1997.
23.50 Le Lac des Cygnes.
Ballet avec le Peter Schaufuss Ballet et le Royal Ballet de Londres.
1.45 Un siècle d'écrivains.
Françoise Sagan.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.30
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Dans la nature
avec Stéphane Peyron.
Australie, les requins de la Grande Barrière.
21.45 Pour élever un rhinocéros.
22.10 L'Homme de nulle part.
22.55 Flash infos.

ARTE

- 19.00 Tracks.
19.30 7 1/2. Une enfance à l'hôpital.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Amour en feu.
Téléfilm de Harmut Schoen.
22.10 Grand format.
Comédien Harmonistes (1/2).
23.50 ► Monsieur Verdoux (v.o.).
Film de Charles Chaplin (v.o.).
1.55 Le Dessous des cartes.

M 6

- 18.10 Ni vu, ni connu ■
Film d'Yves Robert.
19.54 6 minutes, Météo.
20.05 Mister Biz.
20.35 Décochage Info.
Les Produits stars.
20.50 Soirée spéciale Hit Machine.
23.15 La Flambée du vampire.
Téléfilm O de Malcolm Marmorstein.
1.05 Best of Trash.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Agnès. Tony James.
21.00 Black and blue. Les Morgan : Coup de poing, coup de vent.
22.10 Fiction.
Le Rendez-vous de Dominique Labayrie.
23.00 Nuits magnétiques.
L'Oreille sous le sapin.
0.05 De jour en lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.31 Concert franco-allemand.
Orchestre de Nord-BWV 1 048 (cantates 1 à 6), de Bach.
23.07 jazz-club.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 Les Soirées.
Friedrich Schiller.
Œuvres de Rumberg, R. Schumann, Schubert, Beethoven.
22.30 Les Soirées... (suite).
Œuvres de Brahms, Smetana, Lalo, d'Indy.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +
19.00 Les Dossiers de l'Histoire. La vie en bleu, du Front populaire à nos jours, un demi-siècle de luttes. Histoire
20.00 20 h Paris Première. Jacques Tati. Paris Première
21.00 De l'actualité à l'Histoire. La mondialisation. La pilule. Histoire
22.15 Paris modes. Les sapes de Noël. Paris Première
23.30 Noms de dieux. Invité : Tariq Ramadan. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

- 19.30 Jean Marais : Couteau mon maître. Festival
19.50 Zino Davidoff : ma vie... le cigare. Planète
20.00 Corpus Christi. (4/5). Histoire
20.30 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Australie, les requins de la Grande Barrière. Canal +
20.35 J.F. Kennedy et la mafia. Planète
21.45 Holy Russia. France Supervision
22.50 Les Oiseaux marcheurs du Kenya. Planète
21.45 Pour élever un rhinocéros. Canal +
22.00 Chroniques du studio 4. (1/2). Histoire
22.10 Grand format. Comédien Harmonistes (1/2). Arte

- 22.10 Les dauphins ont-ils une âme ? Disney Channel
22.20 Joseph Czapski. Planète
23.00 L'Illusion esthétique. Barcelone 1900. France Supervision
23.20 Dancing in the Street. (8/10) No Fun. Canal Jimmy
1.45 Un siècle d'écrivains. Françoise Sagan. France 3

DANSE

- 23.50 Le Lac des Cygnes. Ballet. France 3
0.15 Giselle. Ballet. France Supervision

MUSIQUE

- 18.50 Charpentier et Schutz. Muzik
20.50 Soirée spéciale Hit Machine. M 6
21.00 Gospel Night 1. Muzik
21.00 Gospel Night 2. Muzik
23.00 Céline Dion. Concert enregistré à Memphis en 1997. France 3
23.00 The Soul of Christmas. Muzik

TÉLÉFILMS

- 20.10 Le Retour de Jafar. Disney Channel
20.30 Echec au roi. De Paul Secq. Festival
20.35 Les Disparus d'Edimbourg. De Thodoué O'Sullivan. RTL 9
20.45 L'Enfant du bout du monde. De Christian Faure. TF 1

- 20.45 L'Amour en feu. De Harmut Schoen. Arte
20.55 Petit. De Patrick Volson. France 2
20.55 Les Mystères du Sadjarah. De Derys Granier-Deferre. France 3
22.40 Le Président et la Garde-barrière. De Jean-Dominique de La Rochefoucauld. France 2
23.00 L'Assassinat du duc de Guise. De Guy Lescarrouret. Histoire
23.15 La Flambée du vampire. O de Malcolm Marmorstein. M 6
23.45 La Petite Fille aux allumettes. De Michael Lindsay-Hogg. Téva

SÉRIES

- 20.45 Dark Skies, l'impossible vérité. De Secret et C. Série Club
20.55 Susan I. De si bons amis. Téva
21.00 Star Trek. La couleur des dieux. Canal Jimmy
21.35 Entre terre et mer (6/6). RTBF 1
22.10 L'Homme de nulle part. Usurpation. Canal +
22.10 Murphy Brown. Téva
22.15 Twin Peaks. Série Club
22.25 Nash Bridges. Voyage. Karen, fil de Chicago. TMC
22.30 Dream On. La possession de pouvoirs (v.o.). Canal Jimmy
22.55 Schindler (v.o.). Canal Jimmy
23.00 Les Contes de la crypte. Série Club
23.00 Nos meilleures années. Série Club
23.50 Jason King. Série Club

FILMS DU JOUR

- 13.15 Rendez-vous avec le destin ■
De Glen Gordon Caron (États-Unis, 1994, N. v.o., 105 min). Ciné Cinéma
- 13.20 I Was Happy Here ■
De Desmond Davis (Grande-Bretagne, 1966, N. v.o., 90 min). Ciné Cinéma
- 14.50 J'étais une aventurière ■
De Raymond Bernard (France, 1938, N. v.o., 105 min). Ciné Cinéma
- 16.35 Les gosses mènent l'enquête ■
De Maurice Labro (France, 1946, N. v.o., 85 min). Ciné Cinéma
- 17.55 Le facteur sonne toujours deux fois ■
De Tay Garnett (États-Unis, 1946, N. v.o., 115 min). Ciné Cinéma

- 20.45 La Chèvre ■
De R. Veber (R. 1981, 95 min). RTBF 1
- 23.00 Passage à l'acte ■
De R. Veber (R. 1994, 99 min). Canal +
- 23.00 Le Gros Lot ■
De Preston Sturges (États-Unis, 1940, N. v.o., 70 min). Ciné Cinéma
- 23.10 Le Cercle des intimes ■
De André Konczakowsky (États-Unis, 1991, 135 min). Ciné Cinéma
- 0.10 Close to My Heart ■
De William Keighley (États-Unis, 1951, N. v.o., 95 min). Ciné Cinéma
- 0.40 Le Syndrome de Stendhal ■
De Dario Argento (Italie, 1996, N. v.o., 115 min). Canal +

- 0.45 Dark Breed ■
De Richard Popin (États-Unis, 1995, 85 min). TSR
- 1.45 L'Amour chante et danse ■
De Mark Sandrich (États-Unis, 1941, N. v.o., 100 min). Ciné Cinéma
- 2.35 Le Diable en robe bleue ■
De Carl Franklin (États-Unis, 1995, N. v.o., 100 min). Canal +
- 2.55 Le Lutin magique ■
De Don Bluth et Gary Goldman (EU, 1996, 70 min). Ciné Cinéma
- 4.15 La Rose et la Fêlée ■
De Richard Lester (Grande-Bretagne, 1976, N. v.o., 100 min). Canal +

NOTRE CHOIX

● **22.20 France 3**
Drôles de stars...

Les époques du rire

LA FIN DE L'ANNÉE est généralement l'occasion pour les chaînes de sortir des trésoirs riches de programmes consacrés au rire et de les monter pour à bout pour en faire ce qu'il est d'usage d'appeler un « divertissement ». La plupart du temps, le résultat est assez décevant. Les archives n'étant guère renouvelables, on a souvent l'impression de revoir chaque année le même programme, seul l'habillage étant différent. Pour leur émission « Drôles de stars... c'est pour rire », Jean-Loup Dix et Claude Flouton ont toutefois fait un sérieux effort en confiant la présentation à Pascal Légitimus (un des trois inconnus) et, surtout, en remplaçant le rire dans le contexte de son époque.

Installé au Théâtre de Dix-Heures, haut lieu parisien des humoristes depuis des décennies, Pascal Légitimus fait défiler plutôt harmonieusement les meilleurs sketches, gags, parodies et chansons qui ont fait rire et sourire plusieurs générations des années 30 à nos jours. Chansonniers qui ont fait les belles heures de la radio, puis « amateurs » animant les premières parties des soirées au théâtre ou au music-hall, les humoristes sont sans doute ceux des artistes qui se sont le mieux adaptés à l'évolution des médias. La télévision leur a permis de consolider leur insolence, leur irrespect et leur impertinence. On rigole franchement avec Coluche, véritable plaque sautoire des années 80 mais aussi digne héritier de Fernand Raynaud qui, vingt ans avant lui, avait déjà féroceusement attaqué à la bête en général. Dans ce téléscopage de générations, on s'aperçoit que l'humour et ceux qui le manient se sont métamorphosés au fil des ans, pour se dresser comme l'ultime rempart face à la démagogie et à la montée de l'intolérance.

Au-delà des différences de styles et d'époques, Fernand Raynaud et Coluche restent finalement les deux maillons essentiels de la chaîne de l'humour. Il serait dommage de s'en priver, même s'il y a de grandes chances de les revoir l'année prochaine, à la même heure... mais sur une autre chaîne.

Daniel Psenny

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
13.15 et 14.15 MacGyver.
15.05 Scandales à l'audience.
16.00 Breantwood.
17.15 California College : Les Jumeaux de Sweet Valley.
17.20 Réna la guerrière.
18.10 Un amour de chien.
19.05 Beverly Hills.
20.00 Journal. Image du sport.
20.40 Résultat des courses, Météo, Simple comme...
20.50 Histoire d'un rire.
23.05 Julien Clerc.
Récital enregistré le 4 octobre, au Palais des sports de Paris.
0.10 La Nuit en fête.
1.15 TFI nuit, Météo.
1.30 Embarquement porte n° 1.
1.55 Histoire du rire.
(1/6) Naissance du rire.

FRANCE 2

- 13.40 Savoir plus santé.
Pérez : Quand s'inquiéter ?
14.40 Samedi sport.
14.45 Tiercé.
15.05 La Révo des sports.
17.30 Une nounou pas comme les autres.
Téléfilm d'Eric Civanan.
18.50 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.55 Force attaque.
Air-en-Provence.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal. A cheval, Météo.
20.45 Tirage du Loto.
20.55 Fort Boyard.
22.50 Du fer dans les épinards.
C'est pour rire.
0.25 Journal, Météo.
0.35 ► La 25^e Heure.
Soirée animée 30.

FRANCE 3

- 13.35 Blanche.
Récital de Charles Binamé (6/11).
14.20 Destination pêche.
15.20 L'Enfant des Appalaches.
Téléfilm de Jean-Philippe Duval.
16.55 Il vole avec les ailes.
17.30 Les Chevaliers du Fiel.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo, Météo des neiges.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Baby-sitter blues.
Téléfilm de Williams Crepin.
22.30 Drôles de stars...
C'est pour rire.
23.25 Météo, Soir 3.
23.50 Rendez-vous magique au Paradis Latin.
0.50 Tex Avery.
1.40 Un siècle d'écrivains.
Katherine Mancel, l'insurgée.

CANAL +

- 14.00 Basket-ball.
15.45 Football américain.
Championnat NFL : Dallas Cowboys - New York Giants.
17.00 Les Superstars du catch.
► En clair jusqu'à 20.30
17.55 Décade pas Bunny.
18.50 et 21.40 Flash infos.
19.00 T.V. + Blanc.
20.00 Les Simpson.

- 20.30 L'Année des Guignols.
21.45 Supplément détachable.
Jury Christmas.
23.05 Passage à l'acte ■
Film de Francis Girod.
0.40 Le Syndrome de Stendhal ■
Film de Dario Argento (v.o.).

LA CINQUIÈME ARTE

- 13.20 Va savoir.
14.00 Fête des bébés.
14.30 L'Histoire de Fours en peluche.
15.25 Après-midi thématique.
Sur les chemins du monde, au pays des glaces.
15.30 Embarquement porte n° 1 : Stockholm, partie Nobel.
16.00 Jangal : Une forêt pour la vie.
16.30 Nunavik : Une terre immense.
17.20 Les Enquêtes du National Geographic : Aventure dans l'Antarctique.
18.00 La Norvège.
18.50 Journal de la météo.
19.00 KYTV.
19.30 Histoire parallèle.
Rétrospective de l'année 1947.
20.15 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine.
Russie secrète (2/3).
21.45 Métropolis. Rétrospective.
22.45 Fallen Angels.
Vent rouge, d'Agneska Holland.
23.40 Music Planet. Abba.
0.40 Point d'orgue.
Téléfilm de Paul Vecchiali.

M 6

- 14.10 Les Aventures fantastiques de Tazaru.
15.05 Brisco County Jr.
Le train ne s'arrête pas.
16.30 8 1/2 Journal.
16.45 L'Aventure humaine.
Russie secrète (2/3).
21.45 Métropolis. Rétrospective.
22.45 Fallen Angels.
Vent rouge, d'Agneska Holland.
23.40 Music Planet. Abba.
0.40 Point d'orgue.
Téléfilm de Paul Vecchiali.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 18.35 Profession spectateur.
20.00 Fiction.
Spectacle de et avec Yves Cerebault. En direct. Le Théâtre des pantins, La Propriété.
22.35 Opus.
Les ballets de Monte-Carlo.
0.05 Le Gai Savoir.
Christine Bergé, anthropologue.

FRANCE-MUSIQUE

- 18.30 L'Opéra.
En direct du Metropolitan Opera de New York. Don Carlos, de Verdi.
23.07 Présentez la facture.
C'est Rte ! Avec Jean-Michel Mollatou, Emmanuel Jaeger.

RADIO-CLASSIQUE

- 19.30 Intermezzo.
Œuvres de Bach, Vivaldi, Sammartini, Arne, Bach, Kreisler.
20.40 Le Violoncelle Salvatore Accardo.
Œuvres de Paganini, Saint-Saëns, Beethoven, Dvorak, Bruch, Bach.
22.40 De Caga.
Œuvres de Bach, von Dohnanyi, Brahms, Mozart.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans « Le Monde »
■ Accord parental souhaitable
■ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

- 0 Accord parental souhaitable
1 Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
2 Public adulte
ou interdit aux moins de 16 ans
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

sud-ouest du pays. Le arle de 48 morts. Le aïmem, à la périphérie rsonnes ont été égou rube armé.

assacres

on. députés

aux remportées han à des formations proche it. Pour autant, la violence plus faible. Dans la nuit du 25 au mercredi 26, entre 50 et 120 personnes se sont fait assassiner. Les victimes ont été retrouvées dans le sud-ouest du pays. Le bilan officiel porte à 48 morts. Les familles des victimes ont été reçues par des représentants du pouvoir. Les autorités ont promis de mener une enquête sérieuse et de poursuivre les responsables. Les députés ont exprimé leur inquiétude et ont demandé des mesures pour protéger la population.

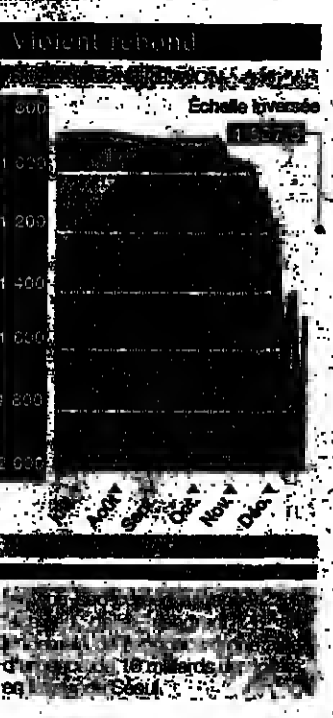
L'aide d'urgence du FMI et du G7 provoque le rebond des marchés financiers sud-coréens

Les autorités de Séoul s'engagent par écrit sur un train de mesures de rigueur

LES MARCHÉS financiers sud-coréens se sont inscrits en très forte hausse, vendredi 26 décembre, au lendemain de l'annonce du versement d'une aide d'urgence de 10 milliards de dollars (99 milliards de francs) par le Fonds monétaire international (FMI) et du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) en faveur du pays. Le Monde du 26 décembre.

La Bourse de Séoul a connu la séance en hausse de 2,4 %. La monnaie sud-coréenne, de son côté, a regagné 22 % face au dollar, pour coter 1505 wons pour un billet vert. Elle était tombée, en début de semaine, sous la barre des 2000 wons. Malgré son rebond de vendredi, le won reste en repli de 43 % face à la monnaie américaine depuis le début de l'année. Dans le sillage du won, la roupie indonésienne regagnait 7,8 % face au dollar.

Les investisseurs espèrent que les sommes débloquées permettront à la Corée du Sud d'honorer ses engagements vis-à-vis de sa dette extérieure.



évaluée à plus de 200 milliards de dollars (près de 1 200 milliards de francs). Séoul doit notamment rembourser au cours des prochaines semaines 15 milliards de dollars (près de 90 milliards de francs) d'emprunts arrivant à échéance, alors que les réserves de la banque centrale sont tombées à moins de 5 milliards de dollars. L'aide d'urgence de 10 milliards de dollars devra permettre à la Corée de surmonter cette crise de liquidités et de passer ce cap difficile.

Les investisseurs ont aussi été rassurés par le fait qu'en contrepartie de cette aide financière, le gouvernement sud-coréen se soit officiellement engagé à accélérer les réformes économiques dans le pays. Dans une lettre adressée, jeudi 25 décembre, au directeur général du FMI, Michel Camdessus, Kyung Shik-lee, gouverneur de la Banque de Corée, et Chang Yuel-im, ministre des finances, s'engagent à ouvrir le marché des capitaux, restructurer rapidement le secteur bancaire, favoriser l'importation de

produits étrangers, éliminer les subventions au commerce, assouplir le marché du travail et maintenir une politique de rigueur budgétaire. L'application de telles mesures, estime le FMI, permettrait à l'économie coréenne de repartir sur des bases saines et solides.

En dépit de l'envoie des marchés financiers sud-coréens observé vendredi, les experts restent prudents et se gardent de pronostiquer la fin de la crise mondiale et boursière dans la région. Ils estiment que les conséquences économiques et sociales de la tempête financière, qui traverse le pays depuis deux mois, ne sont pas encore visibles. Celles-ci devraient commencer à apparaître au cours des prochaines semaines, sous la forme d'une multiplication des faillites d'entreprises et de plans massifs de licenciements. Un tel contexte pourrait provoquer un nouveau mouvement de débauche des investisseurs à l'égard de la Corée du Sud.

De surcroît, la situation financière au Japon, première puissance économique de la région, reste extrêmement difficile en raison du brusque ralentissement de la croissance dans l'archipel, des difficultés persistantes des banques et de la pénurie de crédit qui en découle. Insensible à la remontée de Séoul, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de vendredi en baisse de 3,25 %.

Pierre-Antoine Delhommas

Chômage : réactions positives aux propositions de Mme Aubry

La revendication d'une « prime de Noël » demeure

LES DISPOSITIONS prises par le gouvernement pour lutter contre l'exclusion (Le Monde du 26 décembre) ont été qualifiées d'« avancée incontestable » par le comité CGT des chômeurs et de « première victoire » par le mouvement ACI-Agir ensemble contre le chômage. Mais ces deux organisations appellent à « continuer la lutte » pour obtenir une « prime de Noël » de 3 000 francs.

« La lutte de ces derniers jours oblige le gouvernement à se montrer plus sensible, parlant pour la première fois de chômeurs en détresse », a déclaré, jeudi 25 décembre, Charles Horeau, membre du bureau national du comité CGT des chômeurs, également responsable du comité des chômeurs des Bouches-du-Rhône, département dans lequel plusieurs centaines de sans-emploi occupent huit antennes Assedic depuis deux semaines.

M. Horeau a estimé que la circulaire de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, invitant les préfets à réunir les organismes en charge de l'aide sociale (Caisses d'allocations familiales, Assedic, conseils généraux), afin d'apporter des « réponses d'urgence » aux cas les plus graves est « un point positif ».

Pour le porte-parole du comité national des chômeurs CGT, cette « table ronde réunissant tous ceux qui peuvent payer », réclamée par les chômeurs depuis leur début de leur lutte, le 11 décembre, est « une

avancée incontestable mais elle renforce l'idée qu'il faut continuer à se battre pour l'obtention d'une prime de 3 000 francs ».

« Il y a les moyens, quoi qu'en dise, d'indemniser les chômeurs de manière décente », a-t-il soutenu. Il souhaite que s'engage une réflexion sur un système unique d'indemnisation. Dans ce cas, « on ne serait plus forcé de lutter ponctuellement pour obtenir une exonération ou une prime de Noël », a-t-il conclu.

« PREMIÈRE VICTOIRE » Le mouvement ACI a qualifié cette circulaire de « première victoire ». « Après des mois d'immobilisme en matière de droits sociaux, des annonces gouvernementales viennent aujourd'hui répondre aux larmes des chômeurs et précaires », s'est félicité ACI dans un communiqué. « L'objectif sur lequel convergent les mouvements de chômeurs et de précaires est de faire qu'au moins pendant un mois dans l'année, le revenu des chômeurs et précaires approche le montant du SMIC », explique ACI, avant de réitérer sa demande d'une prime de 3 000 francs.

« Le gouvernement a commencé à entendre les revendications des chômeurs », a aussi déclaré Christophe Aguiton (ACI), qui « regrette » cependant que « le gouvernement ne souhaite pas organiser une table ronde avec l'ensemble des parties concernées », à savoir l'Unedec (régime d'assurance-chômage), l'État et les associations de chômeurs.

Le viol d'une fillette dans les Yvelines rappelle celui de Pleine-Fougères

UN ANCIEN BRANCARDIER, âgé de 29 ans, a été écroué, mercredi 23 décembre, par un juge d'instruction du tribunal de grande instance (TGI) de Versailles, après le viol d'une fillette de 10 ans, au domicile de celle-ci, à Morainville-Village (Yvelines). L'homme, agent de fabrication dans une société de Mantes-la-Jolie (Yvelines), a été mis en examen pour « viol » et « tentative de viol sur mineure de 15 ans », pour « agressions sexuelles et violence volontaire », ainsi que pour « violation de domicile » et « usurpation de fonction » par le juge Philippe Boussard. L'homme a reconnu les faits, déclarant avoir agi par « pulsion » et sous l'effet de l'alcool, et nie avoir prémédité son acte. Il a été placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), et n'avait pas d'antécédents judiciaires.

« DIFFUSION LA PLUS LARGE POSSIBLE » Les circonstances de l'agression, commise de nuit et par effraction, ont amené le parquet du TGI de Versailles à demander aux gendarmes de la brigade de recherche de Saint-Germain-en-Laye « la diffusion la plus large possible » de renseignements à destination de leurs collègues de Rennes, pour permettre d'éventuelles vérifications d'un lien avec le viol et le meurtre en juillet 1996 de la jeune Caroline Dickinson à l'auberge de jeunesse de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine).

Dans le cadre de cette dernière affaire, le conseiller de

la cour d'appel de Rennes, Renaud Van Ruymbeke, en charge de l'enquête, a déjà fait procéder à plus de 1 000 tests génétiques à travers deux campagnes de dépistage ADN opérées sur tous les hommes adultes de la commune de Pleine-Fougères, ainsi que sur de jeunes Britanniques présents en Bretagne au moment des faits (Le Monde du 3 décembre). Le magistrat a également comparé l'empreinte génétique du meurtrier de Caroline Dickinson avec celle des 364 000 traces ADN recensées dans le fichier britannique créé en 1995. Pour l'instant, toutes ces recherches ont été vaines.

Selon les premiers éléments de l'enquête menée par les gendarmes de Saint-Germain-en-Laye, la fillette a été agressée alors qu'elle dormait dans sa chambre au premier étage du pavillon familial dans la nuit du 19 au 20 décembre derniers. Elle a été frappée et violée. Le frère de la victime, âgé de 16 ans, a surpris l'agresseur, entré par effraction vers minuit après avoir brisé un volet et la vitre de la porte d'accès du rez-de-chaussée du pavillon déserté ce soir-là par les parents. Menacé par l'individu, qui aurait fait état d'une pseudo qualité de policier, l'adolescent n'aurait pas réagi. L'agresseur se serait ensuite enfui à pied.

Sa victime l'a formellement reconnu sur une des photos prises lors d'un banquet de personnel hospitalier, qui s'est tenu le soir des faits dans l'auberge située face au pavillon qu'elle habite.

Des élus indépendantistes canaques veulent la reprise des négociations

NOUMÉA de notre correspondant

Un groupe d'élus indépendantistes a annoncé, vendredi 26 décembre à Nouméa, la constitution d'un « comité de négociations » qui entend reprendre dès la semaine prochaine les discussions avec le RPCR (anti-indépendantiste), puis avec l'Etat, pour la recherche d'une solution consensuelle sur l'avenir du territoire.

Il a justifié sa décision par « l'incertitude pressante dans laquelle se trouve la population calédonienne en ce qui concerne l'avenir du pays pour l'après 1998 » (date du référendum d'autodétermination prévu par les accords de Matignon signés en 1988).

Un texte, signé par le RPCR, devrait être rendu public prochainement et un appel à toutes les formations indépendantistes a été lancé pour une rencontre le 9 janvier.

Les membres de ce comité s'opposent à la stratégie officielle du

FLNKS, auquel la majorité d'entre eux appartient, qui fait du règlement du dossier minier le préalable à la reprise officielle des négociations avec l'Etat et le RPCR.

Les signataires de cette « déclaration du 26 décembre » sont Raphaël Mapou, au nom du Palika (Parti de libération kanak), la seule des quatre composantes du FLNKS à avoir refusé le préalable minier, trois dissidents de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, dont son ancien président, François Burck, et le président de la province Nord, Léopold Jorédié, ainsi que Dick Salua et Cono Hamu, au nom de deux petites parties non membres du FLNKS : Libération kanak socialiste (LKS) de Nidolish Nalassine, et le Front de développement des Loyautés (FDL), qui compte chacun un élu au Congrès du territoire.

Franck Madarief

■ MAJORITÉ : dans le bulletin de la Gauche socialiste, A gauche, Julien Dray renouvelle ses critiques contre le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement sur l'immigration. « La discipline de vote (...) ne pourra pas éternellement masquer nos désaccords de fond », estime le député (PS) de l'Essonne.

■ FAMILLES : la Confédération syndicale des familles considère que la revalorisation de 1,1 % des allocations pour 1998 « achève de clouer au pilori les familles ».

La Confédération nationale des Associations familiales catholiques le juge « insuffisante ».

Hachette entre dans le capital de « Nice-Matin »

TOULON de notre correspondant

« Nice-Matin a entièrement l'entrée du groupe Lagardère dans son capital à hauteur de 5,7 % », a annoncé le 23 décembre au soir Jean-Pierre Millet, PDG du groupe La Provence, à l'occasion d'une réunion d'information des élus du comité d'entreprise de Var-Matin (quotidien du groupe Hachette). Il s'agit d'une première étape d'une opération qui pourrait voir monter le groupe Hachette à hauteur de 30 % dans le capital de Nice-Matin en reprenant l'essentiel des parts de la famille Bavastro (35 %) au travers de la SCP Colombier (le reste du capital est actuellement détenu à 25 % par la famille Comboul, 4,2 % par Havas, et 15,2 % par les petits actionnaires).

Parallèlement, le conseil d'administration de Nice-Matin a décidé de procéder à l'étude de l'acquisition de Var-Matin, qui appartient au groupe Hachette. L'ensemble de ces opérations permettrait de constituer un pôle de presse régionale composé de La Provence, Var-Matin et Nice-Matin, pôle qui serait contrôlé par Hachette-Filippacci

Médias et qui représenterait une diffusion payée de plus de 500 000 exemplaires. Jusqu'alors, la stratégie qui inspire ces opérations avait toujours fait l'objet de démentis. Le conseil d'administration de Nice-Matin a coopté comme administrateur Gérard de Roquemaurel, PDG d'Hachette-Filippacci Médias, en remplacement d'Alain Cotta, démissionnaire.

INQUIÉTUDE

Ces décisions ont provoqué une vive inquiétude du bureau de la coopérative du quotidien niçois, craignant de voir dans ces accords « une étape préliminaire avant la restructuration complète du capital de Nice-Matin, où Hachette prendrait un rôle déterminant (...). Ce groupe, qui, avec l'accord de nos actionnaires principaux, a manifestement entrepris de nous racheter, commence par nous vendre l'un de ses journaux à un prix non encore déterminé, mais qui, de toute manière, ponctionnerait notre trésorerie ».

Pour leur part, les 320 employés (dont 82 journalistes) de Var-Matin semblent moins préoccupés par l'avenir. « Ces mesures ne constituent pas vraiment une surprise, mais une

confirmation des rumeurs », explique Patrice Maggio, responsable du syndicat CCT des journalistes. « Nous resterons très attentifs, notamment en matière d'emplois, de mutations, de ligne éditoriale et de pérennité du titre. Pour l'heure, nous attendons que les gens rentrent de vacances afin de lister les préoccupations ».

En revanche, Paul Massabo, responsable du Syndicat national des journalistes, estime que « la direction confond la pluralité et l'information avec ce qu'elle qualifie de "concurrence ruineuse". L'ensemble du personnel peut désormais s'interroger sur le maintien variés du site d'impression, sur l'avenir du titre et sur la sauvegarde des emplois. Nous serons d'urgence avant ce qui pourrait être une nouvelle fusion incluant La Provence ».

Face à ce qu'il estime être « la solution la plus valorisante pour Var-Matin », Jean-Pierre Millet a tenu à rassurer le personnel : « Toute évolution dans le futur se fera dans un certain style. Nous mettons un point d'honneur pour que tout se passe individuellement, et dans la discussion ».

José Lenzini

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

BOLIS LE MONDE

Cours relevés le vendredi 26 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES		
	Cours au	Var. en %	Cours au	Var. en %	Var. en %
	26/12	24/12	26/12	24/12	23/12
Paris CAC 40	2867,10	-0,24	-23,81		
Amsterdam CBS	880,36	+0,41	+35,91		
Bruxelles	16238	+0,18	+55,61		
Francfort Dax 30	4121,79	+1,55	+42,29		
London FTSE	5034,23	-0,07	-4,02		
Madrid FT 100	5013,90	-0,71	-21,24		
Madrid Iboex 35	—	—	—		
Milan MIB 30	24711	+0,34	+83,60		
Zurich SMI	6046,70	+0,09	+53,38		

Tirage du Monde daté vendredi 26 décembre: 387 629 exemplaires

4

Tirage du Monde daté vendredi 26 décembre : 387 629 exemplaires

Du 29 Décembre au 2 Janvier

La Fête continue sur RTL

FABRICE

et son équipe en plein délire !

500 Francs, 2500 Francs, ou 5500 Francs à gagner tout au long de la matinée

11H00-13H00

RTL

www.rtl.fr

—(Publicité)

20 / LE MONDE / SAMEDI 27 DÉCEMBRE 1997



Rien ne vaut l'ivresse d'un ferrier

Le

La justice int
de considérer la

L'Union européenne
s'engage à soutenir
le conflit
des chrétiens
en Colombie

[illegible]

- Information
 - Location
 - Time
 - Address

de la p...
...
...
...
...

Il n'y a pas que le...



中国书画函授大学肇庆分校